

Devorsine

Un siècle d'assurance,
une histoire familiale
& entrepreneuriale



298
BvMS

110
f.w.s. 5h

91
135 f.y.s

75
F. g. v. s.

420

300

B.12

81
F.S.

(70)

(70)

310

925

15

260

105

83

477

B.18

140 Rep'd 2027)

79
F. 89.5

73
66-571

72. f. 12. v. 2.

68

73

Devorsine

Un siècle d'assurance,
une histoire familiale
& entrepreneuriale



Sommaire

8 Préfaces

20 Prologue

21 Première génération Henri

1/ Rue de Bel-Air

2/ « Malheur au dernier ! »

3/ Le *Belem*

4/ Premières armes

5/ Un lourd tribut

6/ Une aisance grandissante

7/ Engagement syndical

8/ La scierie Chelet, le plus ancien client

9/ Une question d'honneur

10/ Stalag I-A

11/ Arrivée au 7, rue Racine

12/ Dans les bombardements

13/ Les affaires d'abord

14/ Retour à Nantes

49 Deuxième génération Pierre

1/ Premiers pas de Pierre au cabinet

2/ Première transmission

3/ Henri tourne la page

4/ Devorsine & Gouverneur

5/ Pas-de-porte et monte-charge

6/ Premier coup de force

7/ Saint-Gildas

8/ Second coup de force

67 **Troisième génération** **Éric**

- 1/ Premiers pas d'Éric au cabinet
- 2/ Laver l'affront
- 3/ Le métier qui rentre
- 4/ À Pontchâteau
- 5/ Une association qui tourne court
- 6/ Une vieille sacoche dans un cabinet de toilette
- 7/ Entregent naturel
- 8/ Virage vers le courtage
- 9/ Équipe renforcée
- 10/ Grand écart
- 11/ Papou, Maminette
- 12/ Effort, détente
- 13/ Diversification

102 **Quatrième génération** **Laurent, Frédéric, Henri**

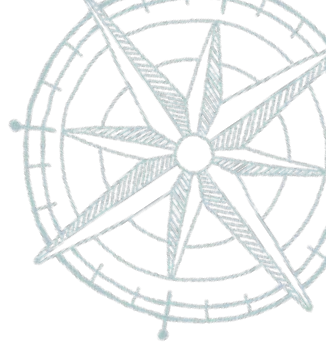
- 1/ Premiers pas de Laurent et Frédéric au cabinet
- 2/ Cyrille reprend Prosafe
- 3/ Sur *L'Astrolabe*
- 4/ Nouveau départ, nouvelle adresse

113 **Épilogue**

114 **Cahier photos**

140 **Arbre généalogique**

141 **Remerciements & crédits**



Préfaces

Au début des années 2010, j'ai proposé à Laurent de s'intéresser à l'avenir du cabinet. Il est le troisième de mes fils et était en âge de pouvoir y réfléchir. Ce moment n'était pas anodin. Il ne s'agissait pas seulement d'évoquer une carrière possible, mais d'ouvrir une réflexion sur la continuité d'une œuvre familiale engagée plus d'un siècle auparavant.

En 1909, mon grand-père, Henri Devorsine, créait cette entreprise. À neuf années près, nous aurions traversé trois siècles. Cette longévité n'est pas le fruit du hasard. Elle est le résultat d'une exigence constante, d'une adaptation permanente et d'une fidélité à certaines valeurs.

Pendant quarante-cinq ans, j'ai eu l'honneur et la responsabilité de diriger seul le cabinet. Ce fut une expérience à la fois exigeante et magnifique. L'entrepreneuriat est parfois rude ; il impose des décisions difficiles, des remises en question, des prises de risques. Mais il offre en retour une liberté incomparable, la satisfaction de construire, et l'épanouissement de voir grandir une entreprise que l'on a façonnée jour après jour.

Ce livre est l'histoire d'une famille autant que celle d'une entreprise. J'y associe mes cinq garçons, chacun à leur manière,

parce qu'une entreprise familiale n'est pas seulement une structure juridique : elle est un héritage vivant, une responsabilité transmise, un esprit partagé.

Laurent et Frédéric, à qui j'ai pu transmettre chaque jour pendant quelques années. Henri, le dernier associé de la fratrie, qui n'était pas encore opérationnel en 2016, date de mon départ. Il a depuis rejoint l'entreprise et je le salue avec mes encouragements et ma confiance. Cyrille, qui poursuit également cette aventure dans le courtage d'assurance, mais de manière indépendante. Il prolonge lui aussi l'esprit entrepreneurial qui anime notre famille. Et enfin Stanislas, qui s'est engagé dans une voie différente et mène une belle carrière d'officier de marine et de marin passionné, reconnu dans la navigation polaire et en Antarctique. Son indépendance est une autre manière d'incarner les valeurs familiales : rigueur, courage et fidélité à ses choix.

Si je devais résumer en quelques mots ce qui a construit le cabinet Devorsine depuis 1909, je dirais : l'attention portée au client, l'indépendance de jugement et la loyauté dans la durée. Le client est une confiance confiée. Cette conviction, affichée depuis longtemps dans nos bureaux sous la forme d'un cadre intitulé « Qu'est-ce qu'un client ? », reste le socle de notre action. Notre première valeur ajoutée a toujours été l'écoute attentive, le respect scrupuleux de la parole donnée et la gratitude pour la fidélité qui nous est accordée.

Le courtage d'assurance est avant tout un métier de conseil. Nos clients attendent de nous clarté, compétence et indépendance. Notre taille, encore humaine mais désormais nationale, associée à notre statut d'entreprise familiale indépendante, nous permet de défendre leurs intérêts avec crédibilité et liberté, tant vis-à-vis des assureurs que dans la relation de long terme que nous entretenons avec eux.

L'entrepreneuriat familial repose sur des principes simples mais exigeants : transmettre plus que l'on n'a reçu ; privilégier la pérennité

à l'opportunité immédiate ; préférer la réputation durable au succès éphémère ; enfin, inscrire chaque décision dans le temps long. La transmission n'est pas une fin en soi. Elle est une responsabilité. Elle suppose d'avoir construit une entreprise solide, respectée, fidèle à son identité. Elle suppose aussi d'accepter que les générations suivantes y apportent leur énergie, leurs idées et leur vision.

Ce premier tome s'arrête en 2016. Il raconte un parcours, une époque, une manière d'entreprendre. L'histoire continue. Peut-être un second tome en témoignera-t-il un jour.

Ce livre est avant tout un message de gratitude envers ceux qui nous ont précédés, envers nos collaborateurs, envers nos clients, et envers ceux qui poursuivent aujourd'hui cette aventure commencée en 1909.

Éric Devorsine



Jusqu'ici tout va bien !

En écrivant ces mots, je prends pleinement conscience de la chance qui est la nôtre. Le cabinet Devorsine, entreprise familiale, notre entreprise, accompagne notre famille depuis près de 120 ans... à moins que ce ne soit l'inverse.

Fondé en 1909 par Henri Devorsine, le cabinet a traversé quatre générations. Chacune a connu ses épreuves, ses doutes, ses combats. Aucune n'a été épargnée par les transformations de son temps. Aujourd'hui, le monde de l'assurance s'apprête à entrer dans une nouvelle ère : celle de l'intelligence artificielle. C'est, sans aucun doute, le défi le plus structurant, le plus exigeant de notre époque.

Pour nous y préparer et y faire face, nous n'avons pas encore de certitudes. En revanche, nous avons deux convictions profondes.

Avant tout, il nous faut lever les yeux vers l'horizon. Observer les évolutions, analyser les forces en présence, ajuster notre cap si nécessaire, contourner la tempête plutôt que de la subir. L'enjeu est d'anticiper, de comprendre, d'adapter notre modèle avec lucidité.

Notre seconde conviction : regarder derrière nous. Cela peut sembler contradictoire. Ce ne l'est pas. Au contraire, c'est pleinement complémentaire.

Regarder derrière nous, non pas par nostalgie, mais pour mesurer ce que nous avons déjà traversé. En cent vingt ans d'existence, le cabinet a connu deux guerres mondiales, des crises économiques, des transformations réglementaires, des cycles durs et des périodes d'accélération. Chaque génération a dû et réussi à s'adapter à son époque.

Nous ne partons donc pas de zéro. Nous disposons d'un capital précieux : une culture d'indépendance, une relation de confiance avec nos clients, une capacité éprouvée à évoluer sans renier nos fondamentaux. Ce que notre famille nous a transmis n'est pas seulement un portefeuille ou une structure ; c'est une manière d'exercer ce métier avec exigence, responsabilité et ambition.

C'est en nous appuyant sur cette histoire, que nous pourrions aborder les transformations à venir avec discernement et confiance.

Regarder derrière soi, derrière nous, c'est accepter de voir la réalité telle qu'elle fut, sans laisser le temps l'adoucir artificiellement. Avec les années, les aspérités s'estompent, les épreuves se diluent, et ne subsistent bien souvent que les souvenirs heureux. Or notre histoire mérite d'être regardée dans toute sa vérité, avec ses réussites, mais aussi avec ses difficultés, ses échecs.

Au-delà de la fierté de transmettre cette histoire à notre famille, à nos collaborateurs, à nos enfants, il y a autre chose.

La raconter n'est pas seulement un devoir de mémoire ; c'est une source d'énergie.

Comprendre d'où nous venons, mesurer ce qui a été traversé, ce qui a été sauvé, reconstruit, parfois arraché de haute lutte, nous donne une perspective. Cette continuité nous rappelle que les périodes d'incertitude ne sont pas une anomalie, mais une constante. Et c'est précisément cette conscience qui peut nous donner la force, la lucidité et la détermination nécessaires pour affronter les transformations qui s'annoncent.

La première génération n'a pas construit le cabinet dans un monde stable. Henri fonde son entreprise en 1909, traverse la Grande Guerre, est blessé deux fois, perd des proches, revient



d'un front meurtri pour rebâtir son activité et affronte, quelques années après, une seconde guerre mondiale qui verra son fils prisonnier. Il change de statut, prend des risques, développe, s'engage syndicalement, affirme son indépendance. Il connaît l'aisance... puis les bombardements, les déplacements, l'incertitude. Le cabinet tient, mais il tient parce qu'il est porté par une volonté peu commune.

La deuxième génération, celle de Pierre, n'a pas hérité d'une situation confortable. Elle a hérité d'une lourde responsabilité. Revenu de cinq années de captivité en Allemagne, affaibli physiquement, marqué intérieurement, Pierre entre dans un métier qui n'était pas naturellement le sien. Le contexte est difficile : nationalisations, perte du monopole des accidents du travail, redéfinition du rôle des agents généraux. Le modèle change. Les certitudes vacillent.

Il connaîtra aussi la trahison, l'humiliation, les tensions internes et professionnelles que beaucoup d'entreprises affrontent. Des décisions contestées, des alliances fragiles, des jugements peut-être hâtifs. Beaucoup prédiront sa chute. Certains l'annonceront même comme inévitable.

Et pourtant, contre vents et marées, aidé de sa femme, ma grand-mère, Marinette, il tiendra la barre. Sans éclat spectaculaire. Sans posture héroïque. Avec constance. Avec rigueur. Avec une forme de dignité silencieuse. Il n'était pas le plus démonstratif, ni le plus offensif. Mais il fut solide. Et, grâce à lui, le cabinet ne sombrera pas.

La troisième génération, celle de mon père Éric, n'est pas entrée dans un navire flamboyant. Il a trouvé une entreprise fragilisée, parfois contestée, dont l'autorité avait été érodée. Éric a vu son père subir des remises en cause. Il a vu les doutes, les tensions, les regards extérieurs parfois condescendants. Il en a été le témoin direct.

Appelé presque en urgence, il arrive à un moment où il ne s'agit plus seulement de gérer, mais de redresser. Il doit restaurer la crédibilité, reconstruire la confiance, reprendre l'initiative stratégique. Il opère des choix structurants : diversification, renforcement de l'équipe, repositionnement progressif du modèle, jusqu'au virage déterminant vers le courtage et la sortie d'une dépendance historique. Ce ne sont pas des décisions confortables, mais elles sont nécessaires.

Ces décisions n'ont pas été prises dans le confort. Elles l'ont été dans le doute, parfois dans la solitude, souvent sous le regard critique. Mais elles ont permis au cabinet de retrouver une trajectoire, une dynamique, une ambition.

Aucune génération n'a évolué en terrain neutre. Chacune a connu ses tempêtes. Chacune a dû composer avec son époque, ses contraintes, ses humiliations parfois, ses remises en cause. Et chacune, à sa manière, a tenu.

Si nous écrivons aujourd'hui ces lignes dans un contexte de croissance et de solidité, ce n'est pas parce que le chemin a été simple. C'est parce que d'autres, avant nous, ont accepté d'affronter l'inconfort, l'incertitude et le risque pour préserver l'essentiel.

Notre tour est venu.

Dix ans se sont écoulés depuis notre reprise, qui marque le début d'un nouveau chapitre. Depuis lors, notre croissance dépasse les 15 % par an.

L'équipe que nous avons bâtie est remarquable : engagée, compétente, autonome et près d'un tiers de ses membres sont désormais associés au capital. Quant à la gouvernance que nous formons avec Henri et Frédéric, elle fonctionne bien.



Si je devais utiliser une métaphore maritime, dont l'univers est si cher à notre famille, je dirai que le navire avance aujourd'hui sur une mer relativement calme. La coque est solide, l'équipage aguerri, la trajectoire rapide et maîtrisée. Pourtant, à l'horizon, des vents que nous pensions encore lointains se rapprochent à grande vitesse. Puissants. Potentiellement destructeurs.

Le monde a découvert ChatGPT il y a à peine 4 ans et pourtant... Ce qui relevait encore, il y a peu, de la prospective commence à se matérialiser. La semaine précédant l'écriture de ces lignes, le premier courtier mondial, Willis, voyait sa valorisation boursière chuter d'environ 20 % en quelques jours après l'annonce d'une fonctionnalité permettant de comparer et souscrire des contrats d'assurance directement via ChatGPT.

Cet épisode n'est en rien représentatif de ce que nous vivons au quotidien. Mais le signal est clair : l'hypothèse d'une transformation profonde et rapide de notre métier confronté à l'émergence de l'intelligence artificielle est désormais intégrée par les marchés.

Dans ces phases de transformation accélérée, l'histoire économique montre une constante : ce ne sont pas toujours les plus puissants qui s'en sortent, mais les plus rapides et les plus agiles. Ceux qui testent, qui apprennent vite, qui corrigent sans orgueil, qui décident sans attendre d'avoir toutes les certitudes. Pour autant, à l'heure où j'écris ces lignes, il serait illusoire d'affirmer que le cabinet dispose d'une stratégie parfaitement arrêtée face à cette (r)évolution. Peut-être, je l'espère, cela constituera le volume II de notre histoire.

Si nous ignorons encore la forme que prendra la transformation qui s'annonce, une chose est certaine, l'histoire ne protège pas de l'avenir. Elle nous y prépare.

Ce livre n'est donc pas seulement un regard sur le passé. C'est un point d'appui.

À ceux qui ont construit, à ceux qui ont résisté, à ceux qui ont redressé, nous devons une suite.

Ce livre est aussi un hommage. Un hommage à leur travail souvent discret, à leurs décisions prises dans l'incertitude, aux sacrifices consentis sans garantie de succès. Un hommage à l'entrepreneuriat, à leur courage, à leur constance, à leur capacité à tenir lorsque tout semblait vaciller.

C'est également un hommage à notre famille. À celles et ceux qui, dans l'ombre, comme c'est souvent le cas dans les entreprises familiales, ont tenu, accompagné, soutenu. Aux épouses, aux maris, aux enfants qui ont accepté les absences, les inquiétudes, les tensions. À ceux qui n'étaient pas toujours au premier plan mais sans lesquels rien n'aurait été possible.

Enfin, c'est un hommage à nos collaborateurs et à nos associés. À celles et ceux qui, génération après génération, ont travaillé avec engagement, ont cru dans le projet, ont accompagné les périodes d'expansion comme les moments plus incertains. Une entreprise ne traverse pas un siècle par la seule volonté d'un dirigeant ; elle avance parce qu'une équipe choisit d'y mettre son énergie, son intelligence et sa loyauté.

Raconter cette histoire, c'est reconnaître que notre solidité est collective.



C'est accepter que nous ne sommes que les dépositaires provisoires d'une œuvre commencée bien avant nous, et que, nous l'espérons, d'autres poursuivront après nous.

Nous avons reçu un héritage fait de travail, de courage, de doutes surmontés et de décisions assumées. À nous désormais d'y ajouter notre propre chapitre, avec la même exigence, la même audace, et peut-être la même humilité.

Jusqu'ici, tout va bien.

À nous de faire en sorte que cela continue.

Laurent Devorsine

J'écris ces lignes parce qu'une histoire qui dure oblige. Parce qu'un nom qui traverse les générations n'est pas, comme nous pourrions le croire, un privilège confortable, mais une responsabilité qui grandit à mesure que le temps passe.

Il serait agréable de regarder derrière nous, à la lumière des chapitres que nous venons de refermer, et d'y voir une continuité rassurante, une succession presque naturelle d'efforts et de réussite, comme si la durée était une évidence. Mais la durée ne protège pas, elle engage. Elle oblige à être à la hauteur de ce qu'elle a créé.

Ceux qui nous ont précédés n'ont pas travaillé pour être cités. Ils ont travaillé parce que, de tout temps, l'immobilisme est plus dangereux que l'erreur. Nous leur devons beaucoup : une réputation patiemment construite, une exigence, et la valeur de la parole donnée, celle qui engage, qui laisse une trace et qui finit par devenir une force.

Mais nous ne devons pas seulement regarder derrière nous. Je crois que chaque génération rencontre sa tempête. Hier, elle pouvait être concrète, aujourd'hui, elle est diffuse, technologique, réglementaire... Pour notre génération, elle se matérialise, sûrement, dans l'accélération permanente et dans la transformation rapide des métiers. Elle nous oblige à penser plus vite, à décider plus vite, à nous adapter plus vite. Dans un monde où l'information circule avant que la réflexion ne soit achevée, où l'opinion précède parfois l'analyse, mais surtout où la rapidité est devenue, pour certains, un critère de performance, la pression n'est plus exceptionnelle : elle est continue.

Dans ce contexte, il serait tentant de croire que la rapidité suffit à garantir l'avenir. Mais je crois que le monde moderne ne nous demande pas d'être les plus rapides. Il nous demande d'être



constants. Et la constance, cette force si particulière aux entreprises familiales, implique d'accepter que certaines décisions ne soient pas immédiatement comprises et impactantes, mais qu'elles s'inscrivent dans une logique plus longue.

Ce qui traverse les décennies ne le fait ni par hasard ni par simple continuité administrative, mais parce que des femmes et des hommes ont accepté d'y consacrer leur énergie, leur attention... Ils ont accepté de corriger, d'apprendre, de recommencer. Parce que rien de durable ne naît de l'inertie.

Pour tout cela, nous devons beaucoup à ceux qui nous ont précédés. Mais ce que nous devons à ceux qui viendront après nous est plus grand encore, car nous ne sommes pas les propriétaires de cette histoire. Nous en sommes les gardiens temporaires. Nous avons reçu un socle ; nous devons transmettre une solidité. Chaque facilité acceptée par confort deviendrait une fragilité pour ceux qui continueront, mais chaque exigence maintenue aujourd'hui deviendra une force demain.

À nos enfants, je ne souhaite pas transmettre un acquis. Je souhaite transmettre la conscience que rien ne dure par hasard, que la stabilité n'existe pas mais que la recherche de l'équilibre est un effort continu. Rien ne sera simple pour vous non plus. Les défis changeront, les outils évolueront, les contextes seront différents. Mais l'essentiel restera identique : la nécessité de choisir et d'avancer avec discernement, constance, et courage.

Frédéric Devorsine

Prologue

C'est une belle entrée en matière. Dès les premières lignes du manuscrit qu'elle a entamé en 2017 et qu'elle finira un an plus tard, au soir de sa vie, après l'avoir intitulé *Histoire de la famille Devorsine*, Marie-Antoinette Devorsine relate un voyage qu'elle a fait avec Pierre, son mari, sur les routes de Picardie, du côté de Laon et de Soissons. À la recherche des origines du patronyme Devorsine, les voilà attirés par le nom d'un lieu-dit à la consonance familière : Vaurseine.

« C'est un lieu de forêts et d'eau. Une certaine déclivité du relief a permis l'aménagement d'un moulin. Les vestiges d'une tour attestent l'importance du lieu, place forte où, dit-on, on battait monnaie », écrit Marie-Antoinette de son écriture régulière, sur des grandes feuilles à petits carreaux.

Il faut les imaginer tous les deux, Pierre et Marie-Antoinette, retraités depuis peu, gourmands d'un temps enfin retrouvé et dont ils comptent bien profiter, après les années difficiles qu'ils viennent de passer. Contre vents et marées, le cabinet Devorsine a traversé les années 1970 sans sombrer, mais ce fut dur. Il est désormais dans les mains d'Éric, leur fils aîné et petit-fils d'Henri Devorsine, fondateur de l'entreprise en 1909.

Pierre a rapidement tourné la page du cabinet. Le voilà à Vaurseine avec Marie-Antoinette, qui l'immortalise posant devant le panneau d'entrée du village. Marie-Antoinette a soigneusement conservé cette photo, qu'elle ajoutera à son manuscrit. Peut-être, ce jour-là, ont-ils réellement retrouvé la terre d'origine des Devorsine ?



Première génération

Henri

1/ Rue de Bel-Air

C'est à Chavignon, dans l'Aisne, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Vaurseine, que leurs pérégrinations ramènent invariablement Pierre et Marie-Antoinette. Dans le cimetière de ce village désormais peuplé d'à peine mille habitants, ils constatent que reposent des Devorsenne aux côtés de Devorsine...

Les recherches de Marie-Antoinette, passionnée de généalogie, l'ont emportée loin dans le temps, parfois jusqu'au ^{xvi}^e siècle. Mais il faut attendre Alexis Devorsine, plus communément prénommé Constant, pour dater la migration du patronyme familial de l'Aisne vers la Loire-Inférieure. Né à Chavignon en 1823, deux ans après la mort de Napoléon et un an avant celle de Louis XVIII, Alexis Devorsine trouve au mitan du ^{xix}^e siècle un emploi de clerc de notaire à Cholet ; rapidement, il décroche un poste de commis d'enregistrement d'actes civils à la mairie de Nantes. À Paris, Louis-Napoléon Bonaparte est président de la II^e République et se prépare à devenir empereur après son coup d'État de décembre 1851.

Alexis Devorsine loue un petit appartement dans un immeuble situé au 3, rue de Bel-Air, une rue qui comptera pour l'implantation de la famille Devorsine dans la cité des ducs de Bretagne, à l'ombre d'une église Saint-Similien qui ne ressemble en rien à celle d'aujourd'hui – elle sera détruite puis reconstruite à la fin du ^{xix}^e siècle – et à deux pas des abattoirs de Nantes – plus tard remplacés par le marché Talensac. C'est là qu'il rencontre Nathalie Heuzé, héritière d'une partie de l'immeuble qu'il habite, et où ils emménagent après leur mariage en 1853. Parmi leurs six enfants, seuls deux survivront à la petite enfance, dont Paul Devorsine, né en 1859, une année qui va changer le monde pour des raisons bien différentes, avec la naissance de Jean Jaurès et les premiers coups de pioche de l'immense chantier du canal de Suez.

Paul Devorsine est le premier architecte d'une dynastie qui s'étirera à deux de ses fils, Edmond et Philippe, et au fils de celui-ci, Claude, à qui la ville de Nantes confiera l'édification de la tour Bretagne dans les années 1970. Mais au-delà de ce marqueur architectural emblématique de la ville contemporaine, les trois générations d'architectes Devorsine auront marqué Nantes d'une multitude de réalisations pendant près d'un siècle.

Comment Paul, qui ne compte aucun architecte dans son ascendance, le devient-il lui-même ? Les archives ne sont guère bavardes sur ce point. L'école des beaux-arts ne le compte pas dans ses rangs. Est-il autodidacte, ou formé par ses pairs comme d'autres architectes de sa génération, ou bien un peu des deux ? Toujours est-il qu'à la naissance de son premier enfant, sa fille Paule, en 1881, le registre d'état civil le décrit sans ambiguïté comme architecte. Un an auparavant, Paul s'est marié – à l'église Saint-Similien, comme ses parents vingt-sept ans plus tôt – avec Marie-Caroline de la Touche. Provisoirement installés dans l'appartement d'Alexis rue de Bel-Air, Paul et Marie-Caroline ont rapidement déménagé au 1, rue des Arts (l'actuelle rue Jean-Jaurès), à... cinquante mètres de la rue de Bel-Air, où ils reviendront vivre quelques années avec leurs six premiers enfants – ils en auront treize – dont Henri, qui y verra le jour le 12 septembre 1885. Trois mois auparavant, Victor Hugo a eu droit à des funérailles nationales, et Louis Pasteur commence à inoculer à ses patients le vaccin contre la rage qu'il vient de découvrir.

Trois générations de Devorsine vivent désormais rue de Bel-Air, où Alexis est arrivé pour la première fois il y a quarante ans. Ce quartier populaire, désormais marqué par l'imposant chantier de la reconstruction de l'église Saint-Similien dans un style néogothique, est le berceau de l'implantation de la famille à Nantes.

Mais il est temps de tourner la page de la rue de Bel-Air. En 1890, Paul et Marie-Caroline achètent une grande maison au 7, rue Frédureau,

non loin de la place Viarme, et s'y installent définitivement avec Alexis, à qui il reste deux ans à vivre, et leurs six premiers enfants, Paule, Edmond, Philippe, Henri, Marguerite et Joseph. Cette même année, Vincent Van Gogh met fin à ses jours tandis que Clément Ader réussit à faire voler son premier avion à moteur, sur une distance de... cinquante mètres.

2/ « Malheur au dernier ! »

« Aux repas, toute la famille se retrouve autour de la grande table de la salle à manger [...]. Paul fait servir sa femme, se sert et lance malicieusement : "Malheur au dernier !" » écrit Marie-Antoinette dans l'ébauche d'un deuxième volume d'*Histoire de la famille Devorsine*. On imagine sans peine la domestique, Jeanne Marchand, reprendre les couverts de service pour couper court aux disputes des enfants sur leurs parts respectives. L'expression traversera des générations de Devorsine jusqu'à nos jours.

Autour de la table, la famille va rapidement s'agrandir. Les six premiers enfants sont bientôt rejoints par Marie, Ernest, Élisabeth, Pierre, Jeanne, Anne et Jean. Si Pierre et Jeanne décèdent peu de temps après leur naissance, les onze autres enfants grandissent dans cette maison spacieuse où, à l'orée du xx^e siècle, Henri – que l'on surnomme Henri IV, parce que c'est le quatrième – semble prendre une place particulière. Lorsque Paul offre à ses enfants un circuit de chemin de fer dernier cri – un exemplaire d'une locomotive à vapeur, en parfait état de marche, est encore aujourd'hui conservé par Éric Devorsine, petit-fils d'Henri, sur un meuble de son salon –, c'est Henri qui est élu chef de gare croit savoir Marie-Antoinette. De même est-il nommé général en chef des armées européennes lorsqu'un ensemble très complet de petits soldats de plomb vient ravir la fratrie, sans doute déposé au pied du sapin un soir de Noël.

Henri, comme probablement la plupart de ses frères, est scolarisé au pensionnat Saint-Joseph – aujourd’hui le collège public Victor-Hugo – fondé par la congrégation des Frères des écoles chrétiennes, rue de Bel-Air. Alors que ses deux frères aînés, Edmond et Philippe, inscrivent leurs pas dans ceux de leur père en devenant architectes, Henri s’engage sur un tout autre chemin, même si le recensement de population de 1906 stipule qu’il a un temps travaillé dans le cabinet d’architectes familial. Sans s’y attarder cependant : cela ne lui plaît pas. « Dont acte », lui rétorque probablement son père, tout en lui enjoignant de trouver un travail rapidement. Sait-il déjà ce qu’il veut faire, à 18 ans, lorsqu’il part sur les routes de Bretagne en voiture à cheval pour y vendre du vin ? Ou bien n’est-ce là qu’un job temporaire en attendant d’affiner ses choix ? Quoi qu’il en soit, cette expérience de représentant de commerce tourne court. Mais lors de ses déplacements, Henri aurait néanmoins eu l’opportunité de vendre du vin à des agents d’assurances et de trouver leur situation plutôt enviable. De là vient peut-être son choix de carrière...

De retour à Nantes, Henri trouve un emploi au cabinet d’assurances Crouan & Feildel, en 1905. Les locaux du cabinet occupent le premier étage d’un bel immeuble du XVIII^e siècle, au 1, rue Affre, dont les fenêtres donnent sur les arcs-boutants de la basilique Saint-Nicolas. Du plus loin que l’on puisse remonter, l’histoire du cabinet Devorsine plonge ses racines dans ce décor du cœur de Nantes, à deux pas de l’Erdre – qui sera recouvert quarante ans plus tard par le cours des Cinquante-Otages – et du nouveau bâtiment du marché de Feltre tout juste inauguré. La France change rapidement en ce début du XX^e siècle. En 1905, justement, Aristide Briand fait voter la loi de séparation des Églises et de l’État, et dans les mines le travail des mineurs de fond est enfin limité à huit heures par jour...

3/ Le Belem

À cette époque, Crouan est un patronyme bien connu de la bourgeoisie nantaise. Sa notoriété remonte à Denis Crouan, né en 1806. Riche armateur et négociant nantais, un temps consul de France au Brésil, il a fondé avec son frère Prudent l'un des plus anciens comptoirs français d'import-export avec ce pays d'Amérique du Sud, à Belém précisément. Ils assurent plusieurs liaisons maritimes avec les bateaux dont ils sont propriétaires.

À la mort de Denis Crouan, en 1891, son fils Fernand reprend le flambeau de l'armement Denis Crouan & Cie. Déjà titulaire de nombreuses responsabilités locales – il est notamment directeur de la Caisse d'épargne de Nantes et administrateur de la succursale nantaise de la Banque de France –, Fernand Crouan, dont un quai de l'île de Nantes porte aujourd'hui le nom, entend renforcer le poids de sa compagnie dans le commerce transatlantique. En 1895, il commande à Adolphe Dubigeon, constructeur de bateaux dont les chantiers navals sont alors situés à Chantenay, un superbe trois-mâts en acier. Baptisé *Belem* lors de son lancement sur la Loire le 10 juin 1896, le navire est affecté au transport du sucre et du cacao du Brésil et des Antilles pour le compte de la chocolaterie Menier.

Las, lorsque celle-ci décide de changer son port de débarquement pour Le Havre, au tout début du xx^e siècle, c'est un coup dur pour Fernand Crouan, qui a sans doute trop misé sur le dernier-né de sa flotte commerciale, par ailleurs fortement concurrencée par l'émergence des navires à vapeur. Rattaché au port de Nantes, le *Belem* n'a pas accès au Havre. Les affaires de Fernand Crouan en pâtiront sévèrement. Lorsqu'il meurt en 1905, il laisse cependant à sa femme une somme rondelette qu'il a su préserver de la liquidation de son armement, qui intervient un an plus tard. Tandis que son gendre reprend la compagnie, sa veuve investit une partie de son capital dans le cabinet d'assurances Feildel, qui assure le *Belem*. Feildel est agent

de la Compagnie d'assurances générales sur la vie, la plus ancienne des compagnies d'assurances françaises, créée en 1819, sous Louis XVIII.

Rebaptisé Crouan & Feildel, le cabinet a besoin de renforts. C'est dans ce contexte qu'Henri Devorsine va franchir le seuil du 1, rue Affre, pour faire ses premières armes dans les assurances.

4/ Premières armes

Henri ne tarde pas à faire imprimer ses premières cartes de visite. Précieusement conservées par Marie-Antoinette, qui deviendra sa belle-fille une quarantaine d'années plus tard, elles attestent une ascension rapide, ou tout au moins une grande aisance dans ce milieu professionnel qu'il comprend vite. Incontestablement, Henri est à sa place. Sa première carte, encore dépourvue de numéro de téléphone, le qualifie de « sous-inspecteur à la Compagnie d'assurances générales » et précise ses domaines de compétences : vie, rentes viagères, incendie, accidents et vol. À la mort de Madame Crouan, il semble qu'Henri rachète les parts de la défunte. Les deux associés éditent alors une carte de visite commune, MM. L. Feildel & H. Devorsine, et endossent le même titre : « directeurs particuliers de la Compagnie d'assurances générales ». Ils sont joignables pour la première fois par téléphone, au numéro 804. À l'heure où ce moyen de communication révolutionnaire se déploie enfin en France après avoir conquis l'Amérique dès les années 1880, leur numéro ne va pas tenir longtemps. Une nouvelle carte de visite est rapidement imprimée. Il faut désormais composer le 148.04 pour contacter le cabinet.

Que se passe-t-il en 1909 ? Feildel prend-il sa retraite ? Se retire-t-il pour voguer vers d'autres rivages professionnels ? Décède-t-il ? Quoi qu'il en soit, Henri n'a probablement pas d'autre possibilité que de racheter les parts de son ancien associé et de poursuivre seul l'aventure. Il semble bien que le *Belem*, emblématique trois-mâts encore rattaché au port de Nantes de nos jours, et qui poursuivra vaille que

veille sa carrière commerciale jusqu'en 1914, compte encore parmi les risques dont hérite Henri à l'heure de ce virage décisif. Dès lors, son entreprise change de nom. Le cabinet Devorsine est né. Henri conserve les locaux de la rue Affre, véritable berceau d'une aventure entrepreneuriale désormais plus que centenaire.

Le 27 octobre de cette même année 1909, Henri se marie – à l'église Saint-Similien – avec Lucienne Giraud, qu'il a rencontrée quelques mois plus tôt. Leur acte de mariage précise qu'Henri est « courtier de la Société des assurances générales ». Le couple fréquente un groupe d'amis férus de tennis, sur un terrain couvert aménagé dans une ancienne conserverie, rue de Carcouet, à moins d'un kilomètre au nord du boulevard Guist'hau. À l'époque, c'est encore la lisière de la ville. Dans une lettre retrouvée par Marie-Antoinette dans laquelle sa belle-mère tente de se remémorer ces lointaines années, Lucienne décrit « une rue de travers, mal pavée, en pente, sans constructions et avec des terrains en fouillis constituant des lieux de délassement pour les privilégiés du dimanche ». Henri et Lucienne vont y habiter à partir de 1913, au numéro 43, non sans braver le qu'en-dira-t-on : « Ce quartier isolé eut des débuts assez scandaleux, poursuit Lucienne, et fut presque un quartier réservé à des entretenues de grand luxe. Si bien que lorsque Henri eut l'idée de louer une petite maison que grand-père avait construite pour l'une d'elles, ce fut un tollé général des oncles et vieux cousins respectables de la famille ! Il songeait à y installer sa jeune épouse et ne semblait pas se préoccuper du mauvais exemple, ni des tentations !! »

En attendant, leur première fille vient au monde en 1910, baptisée du même prénom que sa mère, Lucienne, mais bien vite surnommée Lulu. Lucienne sort de sa grossesse très affectée par une double phlébite qui va longtemps l'immobiliser. La petite fille est élevée par sa grand-mère et par son père, quand celui-ci, toutefois, n'est pas trop accaparé par son cabinet d'assurances qui se développe très rapidement. Si rapidement, d'ailleurs, qu'il réalise dès sa pre-

mière année d'activité un chiffre d'affaires exceptionnel. En 1971, lors du mariage de son petit-fils Éric alors plongé dans la reprise du cabinet Devorsine, Henri, fier de voir son entreprise perdurer à travers les générations, marquera le jeune marié par ces mots tout à la fois pesants et encourageants : « Mon petit garçon, je te souhaite la même réussite que lors de ma première année d'activité : j'avais gagné 50 000 francs-or ! »

5/ Un lourd tribut

La petite Lulu, parce qu'elle n'est pas élevée au quotidien par sa mère, sera surnommée « l'enfant de son père », à l'inverse de son frère Pierre, né le 22 janvier 1914, surnommé quant à lui « l'enfant de sa mère » : mobilisé à l'été 1914, Henri va partir au front pendant toute la durée de la guerre. Née en 1919, Monique, le troisième et dernier enfant d'Henri et Lucienne, s'entendra dire plus tard par son frère qu'elle, au moins, a bien été « l'enfant des deux »...

Au lendemain de la déclaration de guerre du 3 août 1914, le lieutenant Henri Devorsine rejoint le front et ne tarde pas à connaître le baptême du feu lors des tout premiers combats, à Ginchy, dans la Somme. Un mois plus tard, le 8 septembre, il est blessé lors de la bataille de la Marne. En convalescence à Nantes, il est accompagné par son ordonnance Auguste, raconte Lucienne : « Un brave type qui conduisait Lulu à Chavagnes en subissant ses colères et ses résistances pour lui donner la main et se faire traîner en hurlant jusqu'à la pension ! » Rétabli, Henri reprend du service comme officier d'ordonnance de son général. En 1916, il est à nouveau sérieusement blessé dans des combats pendant lesquels Auguste est tué à ses côtés...

Le 13 février 1917, *Le Phare de la Loire*, l'incontournable quotidien nantais qui a informé sur la vie locale sans discontinuer de 1852 à 1944, fait sa une sur une cérémonie de remise de décorations qui a eu lieu la veille. Parmi les officiers distingués ce jour-là, c'est à Henri Devorsine,

commandant de la 23^e compagnie du 264^e d'infanterie décoré de la croix de la Légion d'honneur, que le journal décide de consacrer quelques lignes. « Notre distingué citoyen a vu, en effet, s'ajouter du même coup, aux deux étoiles déjà épinglées sur le ruban de sa Croix de guerre, la palme de bronze, insigne distinctif comme on sait, des citations à l'ordre de l'armée, écrit le journaliste. Le capitaine Devorsine, qui a eu un frère tué à l'ennemi, et un autre grièvement blessé, a été lui-même blessé deux fois. » Parmi ses blessures, Henri a été atteint par une balle au bras gauche. On raconte encore, dans la famille, que sa carte d'identité faisait état de la mention : « Signe particulier : trou de balle au bras gauche ».

Un an auparavant, en effet, Edmond Devorsine, le frère aîné d'Henri, est mort à l'hôpital de Chaumont après avoir été blessé au combat. Son frère cadet, Ernest, également blessé en 1917, décédera de la grippe espagnole deux semaines avant l'armistice de 1918... La famille Devorsine paye ainsi un lourd tribut au premier conflit mondial.

6/ Une aisance grandissante

Comme pour bon nombre de soldats démobilisés au sortir de la guerre, le retour à la vie civile n'est pas simple pour Henri. On ne se départit pas si facilement de quatre années de commandement militaire. « Henri, avec ses trois galons, eut la prétention de me traiter comme un vulgaire soldat, j'y mis bon ordre ! » écrit Lucienne avec humour. Quant à Pierre, qui a grandi depuis quatre ans entre sa mère, sa grand-mère et sa sœur aînée Lulu, « il est assez impressionné par ce papa un peu autoritaire, donc un peu craintif... » raconte Marie-Antoinette qui n'a pas manqué de recueillir les souvenirs de son mari.

Côté professionnel, Henri retrouve les bureaux de la rue Affre, bien décidé à rattraper rapidement le retard que la guerre a fait prendre au développement de son affaire. Et pour concrétiser ce nouveau décollage, Henri, jusqu'alors courtier pour la Compagnie d'assurances

générales, apporte à celle-ci son portefeuille et en devient agent général en 1919. Un statut qui se prolongera jusqu'en 2006, date à laquelle Éric, petit-fils d'Henri, redeviendra pleinement courtier, au terme d'un long et difficile processus de négociation avec la compagnie pour mettre un terme à cette relation d'exclusivité voulue par son grand-père.

En acquérant la qualité d'agent général, Henri devient donc dans sa région le seul dépositaire et représentant de la Compagnie d'assurances générales. Un métier d'un bon standing, eu égard, notamment, à la notoriété de la compagnie. Certes, d'autres agents généraux arpentent le territoire pour le compte de compagnies prestigieuses telles que l'Union ou Generali. Mais tout particulier ou toute entreprise locale souhaitant s'assurer auprès des Assurances générales n'a d'autre possibilité que de s'adresser au cabinet Devorsine. Une rente territoriale, en quelque sorte, sur laquelle Henri ne se repose pas pour autant. Très à l'aise dans la constitution d'un réseau qu'il sait parfaitement entretenir, il va développer son cabinet à un rythme soutenu.

Les années 1920 sont celles d'une « notabilisation » rapide d'Henri dans la société nantaise, sur la base d'une réussite professionnelle exemplaire. Doté de grandes capacités relationnelles et d'un entre-gent naturel – sans doute favorisé par son nom désormais connu à Nantes grâce à la branche des architectes –, il parvient à assurer de grandes entreprises et institutions nantaises, comme les hôpitaux, les grands magasins Decré, le magasin de textile Noël de la place Royale, les Nouvelles Galeries et leurs succursales de Saint-Nazaire, La Baule et La Roche-sur-Yon... Dans l'entre-deux-guerres, le cabinet Devorsine va se hisser parmi les trois ou quatre premières agences de France de la Compagnie d'assurances générales !

Si Henri consacre une énergie décuplée à faire fructifier son cabinet, il n'en reste pas moins très présent pour sa famille. Il tient à séparer rigoureusement sa vie professionnelle de sa vie privée et rentre à la

maison tous les soirs à 19 h en laissant son travail derrière lui. En 1923, il achète un terrain à l'emplacement du 29, rue de Carcouet, à deux pas de la maison où la famille vit en location depuis 1913. Dans un premier temps, il y fait rapidement construire un garage pour abriter sa première voiture, au grand dam de Lucienne qui voit surtout la surface du futur jardin réduite d'autant. Car le projet est plus ambitieux : le couple, qui vit dans une aisance grandissante, veut faire bâtir une maison et confie les plans à Paul, le père d'Henri. En 1925, c'est chose faite. Lucienne, Henri, Lulu, Pierre et Monique s'installent dans une maison toute neuve, dans ce quartier hier peu recommandable mais qui connaît alors une gentrification rapide. Avec 180 000 habitants à cette époque, Nantes continue de voir sa population progresser sans discontinuer depuis un siècle.

Le cabinet ne cesse de prospérer, porté et sécurisé par des contrats d'assurance dont la durée, à l'époque, s'étale sur dix ans. Dès lors, Henri, qui par ailleurs se constitue progressivement un portefeuille en bourse, se sent suffisamment en confiance pour investir en 1927 dans une petite maison de villégiature dénommée *Ker Bois*, à Saint-Marc-sur-Mer, entre Saint-Nazaire et La Baule. De cette maisonnette il ne restera rapidement plus grand-chose : Henri sollicite à nouveau son père Paul – qui travaille alors avec son fils Philippe – pour la métamorphoser de fond en comble. L'architecte, qui a dans les 70 ans mais qui se tient au courant de toutes les innovations en matière de bâtiment, s'inspire de son célèbre confrère américain Frank Lloyd Wright, qui importa aux États-Unis l'esthétique du mouvement Art & Craft. La construction de *Ker Bois* nouvelle version commence en 1928 sous les regards parfois réprobateurs du voisinage dont les enfants brocardent Lulu, Pierre et Monique, les bourgeois venus de la ville. Plus tard, juste avant la Seconde Guerre mondiale, Henri enrichira son patrimoine immobilier en achetant *Le Perron*, une maison qui avait appartenu au parrain de Lucienne, à Pontchâteau, au-delà des marais de Brière. Cette fois-ci, il ne mobilisera pas son père pour la rénover. Paul Devorsine est mort entre-temps, en 1935, à l'âge de 75 ans.

Le succès dans les affaires permet également à Henri de s'adonner à l'une de ses passions : les voyages. Il change de voiture tous les deux ans, jusqu'à s'offrir une superbe Talbot qui marquera toute la famille. Avec la Talbot, ils sillonnent la France dès qu'ils le peuvent, et descendent dans de grands hôtels. Chaque année, les vacances de Pâques sont l'occasion de pousser l'aventure un peu plus loin, au-delà des frontières. Allemagne, Autriche, Italie, Danemark, Espagne... Les enfants se souviendront longtemps d'une virée jusqu'aux Baléares, en 1935. La traversée d'une Espagne désertique et très pauvre, juste avant la guerre civile, leur donne la sensation d'être partis au bout du monde. De retour à Nantes, leurs récits détonnent. Henri passe parfois pour un excentrique, un peu inconscient d'emmener sa famille sur les routes d'une Europe encore largement méconnue par la plupart.

7/ Engagement syndical

Les mois d'été sont parfois l'occasion de voyages encore plus longs, lors desquels le couple rend visite à des collègues d'Henri, comme lui agents généraux des Assurances générales. Tandis qu'il confie les clés de son cabinet à son fidèle et très efficace fondé de pouvoir Alfred Éoche-Duval, Henri se fait ainsi beaucoup d'amis partout en France, des amitiés scellées autour des meilleures tables des départements visités. Il en rencontre également à Paris, au siège des Assurances générales, où il cultive ses relations comme personne. Peu à peu germe en lui l'idée d'une amicale qui pourrait les fédérer et défendre leurs intérêts face aux exigences de la compagnie qui, parce qu'elle délivre un mandat à ses agents, se considère souvent comme leur employeur alors qu'ils sont indépendants et propriétaires de leur affaire.

En 1936, alors que les partis de gauche du Front populaire s'apprêtent à gouverner et mettre en place, entre autres, le droit syndical, c'est chose faite : Henri crée l'Amicale des agents des Assurances générales, qui deviendra plus tard un syndicat. Il en restera président jusqu'en

1950. Son succès est immédiat. Chaque année, l'assemblée générale de l'Amicale réunit de très nombreux agents dans de bons restaurants parisiens ou en province. Au-delà même des Assurances générales, Henri est profondément intéressé par la profession au sens large, et participe à la création de la FNSAGA (Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance), ainsi qu'à l'élaboration de la première convention collective des salariés du secteur de l'assurance. Réactif à toutes les évolutions de la profession, il est par ailleurs l'un des tout premiers adhérents de la CGPA, créée en 1930, une compagnie d'assurances spécialisée dans la responsabilité civile professionnelle et la garantie financière des intermédiaires d'assurances. Bien plus tard, son petit-fils Éric deviendra lui-même président de la CGPA et ne manquera pas de faire encadrer et afficher dans son bureau l'un des plus vieux contrats retrouvés dans les archives de la compagnie : celui de son grand-père Henri.

8/ La scierie Chelet, le plus ancien client

En 1928, alors qu'une loi sur les assurances sociales obligatoires dans l'industrie et le commerce est votée au Parlement, Lulu, qui vient d'avoir 18 ans, termine le lycée et commence à travailler comme secrétaire au cabinet d'assurances de son père. Elle y restera jusqu'en 1937, date de son mariage avec Michel Gouraud, médecin, et de leur installation à Guérande, à *La Grillère*, une propriété cossue appartenant à la famille de Michel.

Leur rencontre, au milieu des années 1930, sera à l'origine du plus vieux contrat d'assurance que le cabinet Devorsine compte encore aujourd'hui dans son portefeuille, quatre-vingt-dix ans après. En effet, la sœur de Michel Gouraud, Hélène, est mariée avec Charles Chelet, gérant d'une entreprise familiale fondée par son grand-père en 1875. Implantée à Guérande, la scierie Chelet cherche alors probablement à renouveler son contrat d'assurance. Le lien familial créé par Lulu et Michel va naturellement porter Charles Chelet à solliciter le cabinet

Devorsine, avec lequel un premier contrat a dû rapidement être conclu, et renouvelé avec constance depuis lors. En 2009, pour les 100 ans du cabinet célébrés lors d'une soirée mémorable au passage Pommeraye à Nantes, Éric ne manquera pas, dans son discours, de citer la famille Chelet comme le plus ancien client du cabinet Devorsine. Touchés au cœur, Jacques Chelet et sa femme Anne-Marie, quatrième génération à avoir géré l'entreprise, s'en ouvriront à Monique, à la table de laquelle ils dîneront ce soir-là en partageant les bons souvenirs, notamment des fêtes à *La Grillère* où se retrouvaient périodiquement les deux familles.

À la fin des années 1930, c'est au tour de Monique d'arriver sur le marché du travail. Henri l'imagine aisément prendre la suite de sa sœur Lulu au cabinet et fait suivre à sa benjamine des cours de sténodactylo. Las, le travail de bureau va agir chez elle comme un repoussoir et c'est vers la Croix-Rouge qu'elle va s'orienter et trouver un poste d'ambulancière au début de la guerre.

Quant à Pierre, dont on dit qu'il aurait secrètement caressé l'idée de travailler dans l'univers des chemins de fer, qui le passionnait, il émet le souhait de faire des études de médecine. Sa fille Anne conserve chez elle un petit carnet à la couverture métallique, un bel objet dans lequel Pierre consignait ses cours de sciences naturelles de terminale, comme autant de fiches de révision qui pourraient lui ressortir lors de ses études. Henri, cependant, n'est guère convaincu par cette idée et met en avant les revenus auxquels un assureur peut prétendre, bien supérieurs à ceux d'un médecin. Se cherche-t-il déjà un successeur ? Pierre renonce-t-il à s'opposer à son père ? Quoi qu'il en soit, il entame des études de droit, sans doute les plus adaptées pour rejoindre plus tard le cabinet Devorsine : à l'époque, il y a très peu d'écoles de commerce, et pas de formations spécifiques pour le monde de l'assurance. En dépit d'une timidité qui ne le sert pas lors des examens oraux, il passera les échelons vaille que vaille jusqu'à obtenir sa licence et envisager de conclure ses études par un doctorat. La guerre, malheureusement, va en décider autrement.

9/ Une question d'honneur

Le 3 septembre 1939, en réponse au chancelier Adolf Hitler qui a attaqué la Pologne trois jours plus tôt, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne nazie. Henri Devorsine et Michel Gouraud sont mobilisés, tout comme Pierre, qui vient de terminer son service militaire à Saint-Maixent-l'École, dans les Deux-Sèvres. Il est affecté à Nantes et, en tant qu'aspirant, se voit confier le commandement d'un petit bataillon de réservistes nantais. Pierre a 26 ans, ses hommes dix ou vingt de plus. Il n'a pas le choix et doit sans doute se faire violence pour s'imposer, lui qui est d'ordinaire plutôt réservé.

Le 18 juin 1940, alors que la défaite des troupes françaises a été entérinée la veille par le maréchal Pétain qui a appelé à l'arrêt des combats, le général de Gaulle appelle quant à lui à continuer la lutte. Si son discours est entré dans l'Histoire, peu de Français l'ont entendu le jour même. C'est probablement le cas d'Henri, commandant de réserve à Quimper où il restera encore quelque temps affecté à des tâches administratives, qui écrit à Pierre, le 18 juin justement : « Mon cher Pierrot, ainsi nous sommes vaincus et nous attendons l'envahisseur qui se promène partout dans notre pays. [...] Dans la vie, il te faudra beaucoup de courage et de raison et si par malheur je disparaissais je te confie ta mère et tes sœurs, espérant bien tout de même que je me retrouverai un jour parmi vous. [...] Les vieux jours passés en famille qui ont été bien heureux reviendront peut-être. »

Conservée dans les archives de Marie-Antoinette, cette lettre est-elle parvenue à Pierre juste à temps avant son grand départ ? Rien n'est moins sûr. Car à Nantes, l'aspirant officier et son bataillon sont désarmés par les vainqueurs et se voient cantonnés dans leur caserne non loin du Petit-Port. Les Allemands ont-ils dû s'y faire de la place ? Le soir même, ils proposent à Pierre et ses hommes de rentrer chez eux

avec l'obligation, parole d'honneur à la clé, de revenir à la première heure le lendemain matin.

Rue de Carcouet, où il est donc retourné passer la nuit, Pierre retrouve ses parents et des réfugiés d'Anvers qui ont fui devant l'avancée des troupes allemandes. Au dîner, la discussion se focalise sur lui. Retourner à la caserne ? Mais quelle idée ! On tente de dissuader Pierre, de l'inciter à se cacher. Mais rien n'y fait. Ce n'est pas tant la parole donnée aux Allemands qui motive sa décision que la promesse faite à ses hommes de rester soudés. Hors de question de les laisser tomber. Un officier peut-il faire défaut à sa troupe ? Une question d'honneur, justement. Le lendemain matin, Pierre retrouve son bataillon à la caserne, sans savoir de quoi seront faites les prochaines heures. Ils ne reverront pas Nantes pendant cinq ans.

10/ Stalag I-A

« Cet épisode, que l'on connaît tous plus ou moins dans la famille, est un marqueur dans ma vie. Mon père pouvait se cacher et se soustraire à ce qui allait se passer, même s'il l'ignorait. Mais il avait donné sa parole à ses hommes. Une parole, cela a du sens », confie Jérôme Devorsine, le cadet des quatre enfants de Pierre et Marie-Antoinette, avant d'ajouter : « J'ai entendu dire que mon grand-père Henri allait à la messe tous les jours à 7 h du matin, rue Dugommier, chez les jésuites, pour prier le retour de son fils. Cela aussi ça m'a beaucoup marqué. » Après une escale à Laval où ils ont peut-être eu le temps de nourrir l'espoir de rester sur le sol français, Pierre et son bataillon entament en train un long transfert vers l'Allemagne et l'un de ses nombreux oflags, ces camps de prisonniers de guerre destinés aux officiers. Mais ils n'y resteront pas longtemps. Face à leur indiscipline qui vise à déstabiliser l'organisation des Allemands, ces derniers décident de les transférer vers un stalag – camp de prisonniers de guerre aux conditions nettement plus dures – en Prusse orientale, non loin de Königsberg.

Le stalag I-A, surnommé « Stablack » du nom de la gare d'arrivée des trains, va compter jusqu'à 23 000 prisonniers dès la fin 1940. C'est le plus oriental des camps de prisonniers de guerre du III^e Reich. Malgré sa division en plusieurs zones séparées par des barbelés, les informations y circulent vite et Pierre apprend la présence de Michel Gouraud, fait prisonnier pendant la bataille de France. On imagine sans peine le réconfort des deux hommes quand ils s'aperçoivent qu'il suffit de ramper sous les barbelés pour se retrouver. Mais cela ne va pas durer. Suite à un accord passé entre Pétain et les Allemands, les prisonniers de guerre médecins sont libérés et renvoyés en France, démobilisés. Michel Gouraud retrouve Lulu à Guérande, à *La Grillère*, et rentre sans tarder dans la Résistance. Éric, son neveu, conserve chez lui un objet d'une valeur historique inestimable aux yeux du résistant : un poste émetteur-récepteur radio miniature, dissimulé dans une boîte médicale de secours marquée d'une grosse croix rouge. Il semble que Michel Gouraud, Maurice Gaillard de son nom de résistant, ait pris des risques. Recherché par les Allemands, il quittera la région pour se cacher pendant les derniers mois de la guerre.

Pierre, quant à lui, va rester près de cinq ans prisonnier au Stablack. Cinq très longues années pendant lesquelles Lucienne ne cesse de reprocher à Henri d'avoir empêché son fils de suivre des études de médecine, car celui-ci serait sans doute rentré en France avec Michel Gouraud. Pierre reçoit des colis envoyés par sa famille, des vêtements, des conserves. À son retour, il parlera peu de ces longues années d'emprisonnement, de l'ennui, des conditions de détention. Tout juste ses enfants comprennent-ils qu'il a souffert du froid et de la faim. Peut-être a-t-il été contraint de travailler au sein de l'un des *Arbeitskommandos* – le camp en comptait une cinquantaine – disséminés dans la région pour réaliser des travaux dans les fermes ou soutenir l'effort de guerre allemand. Lorsqu'il reverra ses copains d'infortune après la guerre, une fois par an autour d'un bon repas, peu d'informations sortiront de ces retrouvailles des anciens du stalag I-A.

Plus tard, Marie-Antoinette consignera dans ses notes quelques souvenirs du camp dont son mari lui aura fait part. Il y est question de sacrés bricoleurs qui réussissent à fabriquer des poêles alimentés par du petit bois glané à l'extérieur des baraquements, d'un Vendéen qui a réussi à planquer un poste de radio et qui diffuse les nouvelles de la guerre, du théâtre que les détenus pratiquent pour passer le temps, des livres fournis par la Croix-Rouge... Pierre repère les traités de philosophie, une matière qu'il a toujours appréciée, et les garde sur une planche accrochée à son lit avec deux bouts de ficelle. Une bibliothèque improvisée qui se casse la figure au moindre mouvement...

La libération des milliers de prisonniers du stalag I-A va s'échelonner pendant des mois dans une grande confusion. À la fin de l'été 1944, sous la surveillance de soldats allemands qui ne les lâcheront pas d'une semelle, un premier contingent d'aspirants français est évacué à pied vers l'ouest, dans une Allemagne encore épargnée par les combats mais en proie à d'incessants bombardements alliés dans lesquels certains perdront la vie. Au début de l'année 1945, la situation militaire a clairement tourné en défaveur des Allemands. À l'ouest, dans les Ardennes, leur contre-offensive est en passe d'échouer et les Alliés s'apprêtent à franchir le Rhin. À l'est, les Soviétiques ne sont plus qu'à cent kilomètres de Königsberg et rien ne semble pouvoir freiner leur progression. Début février, à l'aube d'une journée que l'on imagine grise et glaciale, un autre groupe est sommé d'évacuer le camp. Pierre en fait partie. Commence alors une très longue marche, éreintante et meurtrière, au cœur d'une guerre dont les affrontements au sol se rapprochent de plus en plus. Pendant des semaines, en affrontant la neige, le froid, la pluie, la faim et le manque de sommeil, ces hommes progressent vers un oflag de Lübeck, non loin de Hambourg, où leurs gardes sont chargés de les escorter. Ils y parviennent le 12 avril 1945, après une marche de dix semaines et estimée à plus de mille kilomètres. Il leur faudra attendre encore trois semaines pour être enfin libérés par une colonne blindée anglaise.

L'histoire ne dit pas quand ni comment Pierre et les Français du stalag I-A ont été rapatriés vers la France. Mais il semble bien qu'avant même leur retour chez eux, l'armée française se soit organisée pour les faire défiler sous l'Arc de triomphe, le 15 juin 1945, et déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu.

11/ Arrivée au 7, rue Racine

Cinq ans auparavant, à la suite de la déclaration de guerre, le commandant de réserve Henri Devorsine a été mobilisé et affecté à Quimper. Comme d'habitude en son absence, c'est Alfred Échoche-Duval, son bras droit en qui il a toute confiance, qui fait tourner le cabinet. Fondé de pouvoir, Alfred n'est pas associé dans l'entreprise mais il la fait prospérer de main de maître lorsque lui en incombe la responsabilité. Henri, cependant, a bien du mal à s'éloigner des affaires. Le 3 novembre 1939, alors que les troupes sont sur le pied de guerre, il écrit à Pierre, resté à Nantes. « Mon cher fiston, [...] j'ai demandé une permission de 3 jours au Ministère pour aller à Paris pour notre Amicale, je ne sais si je l'aurai, elle serait pour le 14 novembre, je pense donc pouvoir aller à Nantes pour le 12, aurai-je le plaisir de te voir ? » Le ministère lui a-t-il accordé cette permission, ou a-t-il jugé qu'une réunion de l'Amicale des agents des Assurances générales ne s'imposait pas alors que l'ennemi pouvait attaquer à tout moment ?

Quoi qu'il en soit, Quimper, comme toute la façade atlantique, tombe aux mains des Allemands en juin 1940. Henri est d'ailleurs brièvement fait prisonnier. Il s'en est peut-être fallu de peu qu'il ne rejoigne Pierre en Allemagne, mais son statut d'ancien combattant de la Première Guerre mondiale lui a permis d'être rapidement relâché. Un temps affecté à des tâches administratives, il finit par rentrer à Nantes, démobilisé, et ne tarde pas à se replonger dans les affaires du cabinet.

Qualifiée d'année charnière dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, 1942 voit les Américains entrer dans le conflit et les Soviétiques

infliger à Stalingrad la première défaite majeure de l'Allemagne nazie. À Nantes, où l'on est encore loin du théâtre des affrontements, Henri décide de déménager le cabinet après plus de trente-cinq années passées rue Affre, peut-être pour réduire la charge locative dans un contexte de guerre où, malgré sa bonne santé, l'avenir de l'entreprise est incertain. C'est dans un grand appartement situé au premier étage du 7, rue Racine, à deux pas de la place Graslin, que le cabinet Devorsine va établir son deuxième quartier général, qu'il occupera pendant plus de quatre-vingts ans. « Quand le cabinet s'y est installé, raconte Éric, l'immeuble était chauffé au charbon. La convention collective du personnel des agents d'assurances prévoyait que chaque collaborateur devait amener sa part de charbon proportionnellement à son salaire dans l'entreprise. Ce n'est pas le patron qui payait le charbon, mais tous les employés à hauteur de leur salaire ! Je ne sais pas si mon grand-père a maintenu cela très longtemps... »

Propriétaire du 7, rue Racine, la famille Lutfalla possède d'autres immeubles dans Nantes, et c'est probablement parce qu'Henri en assure un, ou peut-être plusieurs, qu'il a entendu parler de ce bien à louer. « Ma mère tenait le livre de caisse de mes grands-parents, se souvient Jacques Lutfalla, héritier des biens immobiliers de sa famille. Et j'en ai un qui remonte à la guerre. Je ne sais pas comment il m'est parvenu, alors que beaucoup de documents familiaux ont disparu dans les bombardements. Je peux vous dire que le 24 septembre 1942, Henri Devorsine a payé 2 787,40 francs à mes grands-parents, une somme qui correspondait à trois mois de loyer. »

Henri n'aura pas le temps de mieux connaître les grands-parents de Jacques Lutfalla. Installés à Paris, ils décident depuis le début de la guerre de venir plus souvent à Nantes, où ils se sentent plus en sécurité. Ils s'installent alors dans leur petit hôtel particulier situé dans l'arrière-cour du 7, rue Racine. Dans la matinée du 23 septembre 1943, alors que Nantes a déjà subi un intense bombardement une semaine

plus tôt, de nouvelles bombes s'abattent sur la ville. L'hôtel particulier des Lutfalla n'est pas touché, mais l'eau est coupée. Ils décident alors d'aller passer la journée dans l'appartement d'un immeuble qu'ils possèdent quai de la Fosse. « Entre nous, ce n'était pas une très bonne idée d'aller quai de la Fosse, en face des navires allemands en réparation sur la Loire... soupire Jacques Lutfalla. Cet immeuble a été entièrement détruit lors du second bombardement du 23 septembre, en fin d'après-midi. La perte de mes grands-parents a été le premier grand chagrin que j'ai eu dans mon enfance. J'avais 9 ans. » Mais le destin des Lutfalla n'était-il pas écrit ce jour-là ? Car leur hôtel particulier, selon leur petit-fils, a lui aussi été gravement touché. Quant à l'immeuble du 7, rue Racine, où le cabinet Devorsine s'était installé un an auparavant, il a miraculeusement tenu bon.

12/ Dans les bombardements

De tous les bombardements que Nantes a subis entre 1941 et 1943, c'est sans doute celui du 16 septembre qui a le plus marqué les esprits. Marie-Antoinette Guerrier, qui n'est pas encore entrée dans la famille Devorsine et dont le futur mari, Pierre, qu'elle ne connaît pas encore, se morfond au stalag I-A, est alors étudiante à l'école infirmière de Nantes, située à l'Hôtel-Dieu sur les quais de la Loire. En 1943, elle a 22 ans et s'apprête à passer l'examen qui lui donnera le diplôme d'État. « Le 16 septembre entre 15 et 16 h, raconte-t-elle dans un témoignage qu'elle écrit en 2003, nous sommes en cours [...]. Il fait un temps superbe. Les sirènes d'alerte troublent peu notre bonne humeur... Nous sommes habituées. Pourtant, la DCA crépète dur [...]. »

Le cours est interrompu et les étudiantes se réfugient dans les sous-sols, juste avant qu'une bombe ne percute et pulvérise une partie de l'établissement. « Bousculées par un énorme souffle, plongées dans une complète obscurité... cris apeurés, des prières... des invocations... quelques secondes encore... peut-être une minute... Nous commençons à nous voir les unes les autres, méconnaissables... les

visages, les cheveux, les vêtements sont complètement saupoudrés de poussière... il ne reste que les yeux ! »

Alors que la poussière retombe peu à peu, Marie-Antoinette constate que plusieurs ailes de l'Hôtel-Dieu se sont effondrées. « Il n'y a plus que du ciel et des décombres... C'est l'affolement, la stupeur ! » Très vite, les premiers blessés de la ville affluent vers l'hôpital. « Mais il n'y a plus d'hôpital ! » Ils sont orientés vers l'hospice Saint-Jacques, sur la rive sud de la Loire, où Marie-Antoinette se rend également pour prêter main-forte. Sur les ponts, elle dépasse des malades de l'Hôtel-Dieu, en chemises hospitalières, hagards et titubants, se rendant aussi à Saint-Jacques. À son arrivée dans la grande cour du bâtiment, elle remarque beaucoup d'hommes affairés à bricoler autour de voitures en stationnement. Pour faire face à l'obscurité qui ne va pas tarder, « ils démontent les phares et les batteries qui vont servir de scialytiques... Il en faudra partout dans Saint-Jacques, sans électricité, pour opérer toute la nuit, et bien plus encore ! » Toute la nuit, debout sur une chaise, Marie-Antoinette tiendra à bout de bras un phare de voiture braqué sur une table d'opération... Dans les semaines qui vont suivre, elle passera toutes ses nuits à Saint-Jacques, de 20 h à 8 h du matin, à soigner les blessés graves et traquer les débuts de gangrènes gazeuses qui menacent de se répandre.

Cela fait une semaine que Marie-Antoinette n'a pas pris un peu de temps pour elle. Le matin du 23 septembre, au lieu d'aller dormir, elle décide d'aller en ville. « Je suis devant l'Hôtel-Dieu lorsque sonne une nouvelle alerte, raconte-t-elle avec un sens certain du récit. Avec plusieurs personnes, je me précipite dans un trou de bombe du précédent bombardement sur le bras comblé de la Loire. J'ai peur, horriblement peur, le nez dans le sable. La ville ne bruisse plus... ciel très bleu, silence absolu, hormis le hennissement d'un cheval et le claquement de ses sabots... Un adolescent est debout au bord du trou... lui n'a pas peur... Les voilà, dit-il, ils sont au-dessus de la gare, ils viennent droit vers nous, vers le port ! J'ose un regard

terrorisé... comme c'est long... ils avancent très haut, en formation, dans un ronronnement qui s'accroît, indifférents à la DCA... Et puis, tous ensemble larguent leurs bombes scintillantes dans le soleil. Elles s'éparpillent au-dessus de nous en courbes égales. Il y en a beaucoup, l'une est pour les magasins Decré, rue de la Marne, une autre pour la droguerie Guillon, rue de la Paix, bourrée de produits chimiques, qui s'enflamment aussitôt. Nantes est ravagée. Chacun connaît des victimes parmi ses proches. On raconte aussi les pillages, les actes écœurants : récupération des bijoux sur les victimes, chaussures qui changent très vite de pieds... »

Le bilan humain de ces bombardements sur Nantes est terrible : 1 463 civils sont tués et plus de 2 500 blessés sont recensés. En outre, plus de 700 maisons et immeubles sont détruits, et 3 000 déclarés inhabitables. Avec plus de la moitié de ses bâtiments inutilisables, l'Hôtel-Dieu est durement touché et amène l'hospice Saint-Jacques à devenir le principal hôpital nantais jusqu'à la construction d'un nouvel Hôtel-Dieu, en 1964.

Dès lors, la peur de nouvelles attaques saisit les Nantais. Le maire de la ville lui-même demande à ses administrés de partir, si possible, à la campagne. Près des deux tiers des habitants vont suivre son conseil et s'installer où ils peuvent aux alentours, en attendant des jours meilleurs. Parmi eux, Henri, Lucienne et Monique. À Saint-Marc, *Ker Bois* étant occupée par les Allemands, c'est à Pontchâteau, au *Perron*, qu'ils partent se réfugier.

13/ Les affaires d'abord

Au 7, rue Racine, le cabinet Devorsine a échappé aux bombardements, mais il s'en est fallu de peu. Henri ne souhaite pas prendre de risques. Lorsque du Plessis, l'un des courtiers avec lesquels il travaille dans les environs de Nantes, lui propose d'accueillir provisoirement le cabinet au château de Couffé – près d'Ancenis – dans lequel vivent ses

tantes, Henri ne se fait pas prier. La majeure partie du personnel, une vingtaine de personnes peut-être, et des malles de dossiers prennent la route de Couffé pour le restant de la guerre. Alfred Éoche-Duval, son fidèle bras droit, reste quant à lui à Nantes pour assurer une présence minimum.

C'est désormais à bicyclette, à partir de Couffé, qu'Henri va superviser sa clientèle à travers tout le département, en passant parfois par Nantes travailler avec Alfred. Et tous les week-ends, il parcourt les soixante-quinze kilomètres qui séparent Couffé de Pontchâteau pour passer quelques moments avec Lucienne et Monique... Il les laisse donc seules du lundi au vendredi, ce que Monique ne manquera pas de lui faire remarquer plus tard, lui reprochant d'avoir accordé plus d'importance à son travail qu'à sa famille aux jours difficiles. Et particulièrement lorsque, face à l'avancée des Américains débarqués en Normandie quelques semaines plus tôt, les Allemands vont se replier sur l'estuaire de la Loire et former pendant neuf mois une vaste zone de résistance, la poche de Saint-Nazaire, au cœur de laquelle se situe... Pontchâteau.

« Il nous a quand même laissées toutes seules, ma mère et moi, dans la poche de Saint-Nazaire, il ne fallait quand même pas être très normal ! » dira Monique au soir de sa vie, lorsqu'on lui demandera de se remémorer cet épisode. Car Henri, coincé avec sa femme et sa fille à Pontchâteau en août 1944 lorsque se referme le piège, profite en septembre de l'un des très rares trains affrétés par la Croix-Rouge pour évacuer des civils vers Nantes. Pourquoi laisse-t-il Monique et Lucienne à Pontchâteau ? Ont-ils eu peur que Nantes, pourtant libérée depuis un mois, soit à nouveau la cible de bombardements ?

Monique, qui a alors 24 ans, se démène seule pour trouver à manger. « Maman était très infirme avec ses phlébites aux jambes, précisera-t-elle dans son témoignage, elle ne pouvait pas marcher. » Un jour, alors que des rumeurs font état d'un danger qui menacerait

Pontchâteau, Monique n'hésite pas à évacuer sa mère dans une brouette vers un champ qu'Henri a acheté pour faire paître des moutons, à deux kilomètres du village. La nourriture vient à manquer, l'électricité est coupée, l'hiver ne va pas tarder... Alors, lorsqu'en octobre les deux femmes entendent parler d'une nouvelle évacuation de civils, elles décident de rentrer à Nantes.

Elles sont libres, certes, mais leur arrivée ne se passe pas comme prévu. Tous les passagers de leur train sont priés de monter à pied au lycée Clemenceau et d'y dormir à même le sol. Munie de sa carte d'ambulancière de la Croix-Rouge, Monique est autorisée à sortir mais doit laisser sa mère. Elle a sur elle une clé de la maison de la rue de Carcouet et s'y rend immédiatement, dans l'espoir d'y trouver son père. Mais Henri est à Paris pour ses affaires... « Ma petite fille, il fallait bien que l'affaire tourne pour vous faire vivre ! » lui dira-t-il un jour. Mais Monique n'en démordra pas : « Il aurait quand même pu être là le jour où l'on est rentrées de Pontchâteau... » Le lendemain, Monique s'est débrouillée pour trouver une charrette et ramener Lucienne rue de Carcouet. « À son retour, papa s'est quand même bien fait engueuler par maman ! » précisera Monique, dont on ne sait si elle aura finalement pardonné à son père d'avoir trop pensé à ses affaires.

14/ Retour à Nantes

Vers la fin juin 1945, alors que la guerre est terminée en Europe mais qu'elle se prolonge encore en Asie, Pierre revient enfin à Nantes, après cinq ans de captivité en Prusse orientale. Dans la gare, l'effervescence est à son comble. Pour maintenir un semblant d'ordre, les autorités filtrent l'accès aux quais. La carte d'ambulancière de Monique lui permet à nouveau de franchir les barrages et d'accueillir Pierre à sa descente du train. Qu'il a changé ! Lui qui n'était pas bien épais, le voilà encore plus maigre que d'habitude. En chemin pour la rue de Carcouet, Pierre découvre Nantes ravagée par les bombardements,

même s'il s'en doutait grâce aux lettres de la famille reçues en captivité. Monique lui apprend qu'elle s'est mariée deux mois plus tôt avec Claude Wilhelem, militaire de carrière, qu'il connaît depuis l'enfance.

Au stalag, à Nantes, à Pontchâteau, à Guérande... Pendant toute la guerre, la famille n'est jamais passée loin du drame. Mais la voilà enfin réunie autour de Pierre qui va passer quelques nuits rue de Carcouet, en ayant l'impression, dira-t-il, de dormir dans des draps de soie. Mais il en faudra plus pour le retaper et lui faire tourner la page sur ces cinq années terribles. Lulu et Michel Gouraud proposent de l'accueillir à Guérande, dans leur maison de *La Grillère*, où l'air sera plus vivifiant, et la mer toute proche plus apaisante que Nantes. Pierre va y passer plusieurs mois à se reposer, se refaire une santé et retrouver le goût de vivre. Réfléchit-il, lors de cette parenthèse entre deux chapitres de sa vie, au métier qu'il voudrait vraiment faire ? Mais il a déjà 32 ans, une licence de droit en poche et une place qui l'attend au cabinet, où il a d'ailleurs probablement déjà commencé à travailler brièvement avant la guerre. Henri, en tout cas, ne semble pas se poser la question, impatient de voir son fils revenir aux affaires. C'est chose faite dans le courant de 1946, lorsque Pierre, rétabli, revient à Nantes pour entamer sa carrière au cabinet Devorsine.



Deuxième génération

Pierre

1/ Premiers pas de Pierre au cabinet

Au niveau national, l'immédiat après-guerre secoue le monde de l'assurance dans lequel l'État entend intervenir. En 1945, le gouvernement provisoire dirigé par le général de Gaulle a nationalisé deux grosses compagnies, le Phénix et les Assurances générales. Plus encore, la profession a perdu le monopole des accidents du travail au profit de la Sécurité sociale, créée un an plus tôt. Pour les agents généraux, c'est une perte sèche. Henri, qui devient président adjoint du Syndicat national des agents généraux en 1946, tente de faire bouger les lignes en négociant avec des fonctionnaires très haut placés dans l'appareil d'État, mais il démissionne rapidement sur un désaccord avec le président du syndicat, trop favorable, selon lui, aux nationalisations.

C'est dans ce contexte que Pierre pousse la porte du cabinet. La page de la rue Affre a été tournée il y a quatre ans déjà, et Pierre découvre le 7, rue Racine où l'entreprise va poursuivre son développement. Tout le monde a pris place dans cet ancien appartement de 187 mètres carrés, qui n'a pas encore subi de transformations. Les dossiers s'entassent dans la cuisine et dans la baignoire, en attendant de trouver leur place dans des armoires qui donneront peu à peu à ce local des airs de bureaux.

Pierre pressent depuis longtemps qu'il n'est pas vraiment fait pour ce métier. Timide de nature, plus enclin à se plonger dans les livres de sciences ou de philosophie, c'est un intellectuel peu porté sur les affaires. Ce n'est pas le profil idéal pour le poste de commercial dans lequel il commence sa carrière d'assureur. Plus tard, il racontera avec humour à sa femme Marie-Antoinette comment, lors de ses tournées de démarchage où il devait sonner aux portes pour tenter de vendre des contrats, il espérait secrètement qu'on ne lui ouvrirait pas ! Cependant, Pierre est consciencieux et désire bien faire. S'il n'est pas le mieux placé pour développer le chiffre d'affaires, il aime la précision et, durant toute sa carrière, sera considéré comme un bon technicien maîtrisant parfaitement les rouages de l'assurance.

Henri a parfaitement conscience des difficultés de son fils à se fondre dans le métier, mais ne lui en tient pas rigueur. Il sait que Pierre n'est pas en bonne santé, qu'il souffre de calcifications aux poumons dues aux mauvaises conditions de vie au stalag, et souhaite l'encourager. Il lui attribue un salaire fixe et un intéressement aux bénéfices des affaires qu'il rapporte.

En septembre 1947, alors que le plan Marshall est mis en place par les Américains pour aider l'Europe à reconstruire ses villes et ses installations bombardées lors de la guerre, c'est au café *Le France*, place Graslin – aujourd'hui disparu – que Pierre Devorsine et Marie-Antoinette Guerrier se rencontrent, sous un soleil radieux qui la marquera au point de le mentionner dans ses mémoires, soixante-dix ans plus tard. Ils ne sont pas vraiment du même milieu social mais s'en moquent bien. Architectes, assureurs, les Devorsine sont des bourgeois urbanisés depuis longtemps. Sabotiers, grainetiers, paysans il n'y a pas si longtemps, les Guerrier sont d'origine plus simple. « Pendant que tes ancêtres étaient au cul du roi, les miens étaient au cul de la charrette ! » lance Marie-Antoinette, taquine, à Pierre, qui s'en amuse. Reconnu parmi les as de l'aviation française, son père, Francis Guerrier, est revenu du premier conflit mondial auréolé d'une multitude de décorations.

Après avoir été infirmière pendant les années de guerre, Marie-Antoinette est devenue assistante sociale et travaille chez Brunner, rue de Feltre, un grand magasin d'habillement qui emploie une centaine d'ouvrières. C'est là que Pierre n'hésite pas à l'appeler, quelques jours plus tard, pour lui proposer d'aller se promener. Ils feront rapidement du bar américain du *Central Hotel*, à deux pas de la place du Commerce, leur lieu de rencontre préféré, jusqu'à leur mariage, le 27 octobre 1948, trente-neuf ans jour pour jour après celui des parents de Pierre, Henri et Lucienne, dans la même église Saint-Similien. Trop fatiguée, Marie-Caroline, la mère d'Henri et grand-mère de Pierre, n'assiste pas au mariage. Celle qui reçut en 1923 la médaille d'or de

la famille française des mains de Paul Strauss, ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, décède le lendemain, à l'âge de 91 ans. Pierre et Marie-Antoinette, partis le même jour en voyage de noces, ne l'apprendront que trois jours plus tard par télégramme, dans leur hôtel, sur la Côte d'Azur.

2/ Première transmission

Pour Pierre et Marie-Antoinette, la fin des années 1940 n'est pas très facile financièrement. Ils habitent du côté de Petit-Port une maison qui appartient aux parents de Marie-Antoinette. Malgré son salaire mensuel, Pierre ne dégage pas beaucoup d'intéressements. Quant à Marie-Antoinette, elle continue à travailler comme assistante sociale jusqu'à la naissance de leur premier enfant, Éric, le 11 décembre 1949, et ne reprendra qu'au début des années 1960. Entre-temps, la famille s'est agrandie avec l'arrivée de Jean-Pierre en 1951, Anne en 1955 puis Jérôme en 1963.

Au début des années 1950, le couple va se rapprocher du centre de Nantes et s'installer passage Saint-Yves, dans un appartement appartenant à Henri et Lucienne. À cette époque, leur situation financière s'améliore. Attentive à l'étiquette et à l'image de la famille, Marie-Antoinette est assez coquette et veille à ce que ses enfants soient tirés à quatre épingles. Pierre, lui, cultive son look de dandy qui sied à sa silhouette élancée. Il est calme, réservé. Elle est fonceuse, ne manque pas de projets et répète à l'envi la fameuse formule attribuée à Guillaume d'Orange : *Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer*. En bref, ils sont très différents mais se complètent à merveille, ce qui fera leur force lors des moments difficiles.

De son côté, Henri continue à briller dans les affaires. Son aura fait merveille. Il maîtrise tous les rouages de l'assurance, en particulier les risques industriels dont il connaît les « tarifs rouges » – aujourd'hui

connus sous le nom « Traité des risques d'entreprise » – sur le bout des doigts. Il est au bureau à 7 h tous les matins pour peaufiner ses dossiers qu'il transmet ensuite à ses collaborateurs, à charge pour eux de rédiger les risques industriels. Il consacre ses après-midi à prospecter ou rencontrer ses clients dans leurs usines ou leurs commerces. À son tableau de chasse, il affiche des enseignes aussi prestigieuses que les Chantiers Dubigeon ou la totalité des hôpitaux de Loire-Atlantique.

Henri est également à la pointe des innovations financières. À titre personnel, il est titulaire d'un compte à la Banque de France, insaisissable même par le fisc, un privilège rare (qui n'existe plus de nos jours) qui reflète sans aucun doute une belle preuve d'assise financière et de solvabilité. Il dote également le cabinet de l'un des premiers comptes chèques postaux dès la création de ce service, en l'occurrence le 59^e compte bancaire ouvert dans les livres de la poste de Nantes. Un compte dont son petit-fils Éric se servira encore quelques années lorsqu'il reprendra le cabinet dans les années 1970, et qu'il conservera toute sa carrière en souvenir de son grand-père, en y laissant une centaine d'euros dormir paisiblement.

Par ailleurs, Henri poursuit son engagement syndical : il restera jusqu'à sa retraite le président de l'Amicale des directeurs particuliers et agents généraux des Compagnies d'assurances générales. La question de sa retraite, justement, va commencer à se poser. Pour un bourreau de travail comme Henri, qui plus est profondément passionné par son métier, le virage s'annonce délicat. C'est en 1954 qu'il décide de mettre le dossier sur la table. Il a alors 69 ans. Son idée est de lever le pied par étapes, en travaillant de moins en moins tout en assurant l'avenir du cabinet.

Avant toute chose, il s'agit d'associer Pierre au cabinet pour en faire, à terme, le repreneur naturel. Lorsqu'ils s'en ouvrent aux Assurances générales, la compagnie ne l'entend pas tout à fait de cette oreille.

Leur demande est acceptée, à condition toutefois que Pierre ne se retrouve pas seul à la barre lorsque Henri aura définitivement tourné la page. La compagnie propose aux Devorsine d'accueillir dans leurs rangs Alfred Gouverneur, un agent général qui a fait ses preuves en Tunisie où il a redressé une agence en perdition.

« Les Assurances générales ont considéré que mon père n'était pas assez commercial, assez développeur, pour reprendre l'activité tout seul, souligne Éric avec le recul des années. Il est vrai qu'il était beaucoup plus discret que son père, qui avait habitué la compagnie à développer le cabinet tambour battant. Et quand une compagnie vous confiait un mandat, c'était pour quarante ou cinquante ans ! Or, le cabinet Devorsine était une très belle affaire, peut-être l'une des cinq ou dix premières des Assurances générales, qui en comptaient peut-être un millier en France. Donc la compagnie ne voulait pas prendre le risque que cette affaire-là périclité. En imposant un nouvel associé à mon père, elle lui a tordu la main. Cela a dû être difficile à vivre pour mes parents. »

De 1954 à 1959, Henri, Pierre et Alfred Gouverneur vont cohabiter dans une ambiance studieuse et confirmer la place du cabinet à la tête des plus grosses agences de France des Assurances générales, notamment en matière de risques incendie. Ils sont non seulement agents généraux mais également directeurs particuliers, un titre décerné par la compagnie à ses agences les plus importantes. En 1956, un nouveau fondé de pouvoir, Joseph Barbeau, commercial dans l'assurance à Rennes, rejoint le cabinet Devorsine, qu'il connaît bien pour sous-traiter avec celui-ci des contrats incendie depuis quelques années. C'est justement parce qu'ils le connaissent bien qu'Henri, Pierre et Alfred Gouverneur engagent Joseph Barbeau à ce poste de confiance, où il devra, entre autres, s'occuper des sous-agences de Basse-Indre, de Vertou et de Valette. Pour le former à ce travail de gestionnaire, Henri Devorsine demande à son vieux complice Alfred Échoe-Duval, désormais en retraite, de revenir tous les matins

au cabinet pendant quelques mois. Le cabinet comprend alors une douzaine de personnes. Peu à peu, Henri met tout en place pour assurer son départ, qui approche. D'ailleurs, comme il l'a prévu, il réduit son rythme de travail. Il arrive un peu plus tard au bureau et ne traite plus qu'un ou deux dossiers par jour.

3/ Henri tourne la page

En 1959, l'heure a sonné. Henri Devorsine prend définitivement sa retraite. Il a 74 ans. Avec Lucienne, ils ont décidé d'en profiter pour vendre leur maison de la rue Carcouet et s'installer dans un grand appartement, avenue des Hortensias. Mais elle n'en aura pas le temps et c'est veuf, et accompagné de sa fidèle domestique Joséphine, qu'il s'y installera : en 1960, Lucienne, handicapée depuis plusieurs années à la suite d'un accident de voiture qui n'a rien arrangé à ses phlébites chroniques, décède des suites d'une chute et d'une embolie subite, à l'âge de 77 ans. Éric, né en 1949, et Jean-Pierre, né en 1951, les deux premiers enfants de Pierre et Marie-Antoinette, l'ont connue assez longtemps pour en avoir quelques souvenirs. Le premier se souvient d'une grand-mère « attentive et très affectueuse avec nous, mais qui ne se laissait pas faire par son mari assez autoritaire ». « Derrière son caractère bien trempé, elle était effectivement très douce et proche de ses petits-enfants, renchérit le second. Nous allions déjeuner chez eux tous les jeudis. À l'heure du café, elle nous faisait le catéchisme en nous lisant *La Miche de pain*, un bouquin sur la vie de Jésus... »

Dans son bulletin n° 50 publié à la suite du décès de Lucienne, le bureau de l'Amicale des directeurs particuliers et agents généraux des Compagnies d'assurances générales écrit qu'elle était « un symbole de courage et de dynamisme. D'une jeunesse de caractère étonnante, elle accompagnait partout son époux et prenait ainsi à la vie de notre Amicale une part réelle et constante. Elle nous étonnait, tous, jeunes et moins jeunes, par sa vitalité et son activité physique et intellectuelle. [...] Qui de nous ne conservera le souvenir ému de

sa silhouette un peu claudicante, penchée, accrochée presque, à l'époux qui la soutenait et avec qui, au milieu de nous tous, elle a tant de fois sillonné la France entière. [...] Elle avait sur les choses, les institutions et les gens des opinions bien nettes, et elle ne cherchait pas les mots pour les exprimer. Sa franchise, sa sincérité totales faisaient qu'une discussion avec elle restait toujours courtoise, et les plus vives controverses se terminaient toujours par des rires, des taquineries, des plaisanteries. »

« Puisse notre Président trouver ici l'hommage de notre chagrin, celui de notre très affectueuse amitié. Puisse-t-il, dans les mois qui viendront, trouver dans son activité à notre tête un dérivatif à sa douleur », conclut le bureau de l'Amicale. Mais il n'en sera rien. Henri Devorsine a décidé de raccrocher pour de bon. Comment cet homme, qui a tellement fait corps avec son métier, peut-il tourner la page et ne plus jamais s'impliquer dans les affaires du cabinet qu'il a créé cinquante ans plus tôt ? Et pourtant, Henri va s'y tenir et laisser Pierre et Alfred à la barre sans plus jamais intervenir. Et ce avec d'autant plus de panache qu'il ne rompt pas complètement les amarres : chaque jour, depuis son veuvage, après avoir assisté à la messe de 7 h 30 à l'église Saint-Similien, Henri continue à venir au 7, rue Racine. Pierre, immuablement, lui installe une table de bridge dans son propre bureau, sur laquelle Henri lira les journaux du jour en buvant son café. Avant de repartir, à 9 h 30, vaquer à ses occupations de retraité. Un rituel qu'il suivra avec constance jusqu'à la fin de ses jours.

Pour Pierre, cela n'est sans doute pas facile de commencer sa journée de travail à côté de son père, ne serait-ce que pendant une heure. Mais Henri a toujours respecté son fils, si différent de lui vis-à-vis des affaires. Il regrette peut-être son manque d'ambition mais ne s'en offusque pas et lui reconnaît une grande compétence technique en matière d'assurance. Père et fils ont apparemment cohabité de longues années au cabinet Devorsine en s'adaptant sans accrochage aux différences de l'autre. Malgré sa prestance, sa grande taille, sa réussite,

Henri n'a jamais joué de sa position. Il a cultivé la bonne entente dans le cabinet et n'a jamais élevé la voix. Il a d'ailleurs réussi à fidéliser ses collaborateurs, dont certains sont restés près de quarante ans à ses côtés. « Il n'y a jamais eu le moindre accrochage, la moindre difficulté de compréhension entre nous, dira plus tard Joseph Barbeau. De la part du personnel, je n'ai jamais entendu quelque reproche que ce soit à son encontre. »

Depuis quelques années, le cabinet Devorsine avait pris l'habitude de réunir tous ses employés à la fin de l'année, pour un verre de l'amitié, en présence d'un ou plusieurs inspecteurs de la compagnie. Pour Henri, c'était l'occasion d'un petit discours pour remercier le personnel et faire ses vœux pour l'année à venir. En 1959, il y prend la parole pour la dernière fois. Place est désormais entièrement faite à Pierre Devorsine et Alfred Gouverneur.

4/ Devorsine & Gouverneur

Pierre et Alfred sont désormais seuls aux commandes. Leur association, cependant, n'est pas équilibrée. Lorsque la compagnie a proposé au nouvel associé de rejoindre le cabinet Devorsine, il a exigé de pouvoir racheter 60 % du portefeuille. Pierre a dû se contenter d'une donation équivalente aux 40 % restants. Est-ce là l'une des raisons du chemin chaotique qui les attend ? Sur le papier, leur tandem semble judicieux : l'appétence d'Alfred Gouverneur pour le développement des affaires complémente la maîtrise technique dont Pierre fait preuve sur les dossiers. Mais leurs tempéraments sont bien différents. « Pierre Devorsine était calme, il parlait avec amabilité, témoignera Marie-Thérèse Philippe, employée au cabinet entre 1967 et 1988. Il était très gentil, très compétent, et aussi très disponible. Il prenait le temps si on n'avait pas compris quelque chose. Je ne l'ai jamais vu se fâcher. Quant à Monsieur Gouverneur, il m'intimidait. Il était imposant, il vous coupait tous vos moyens. Une fois, il y avait eu deux ou trois erreurs dans le dossier d'un gros client

et Monsieur Gouverneur m'avait dit : ici, on n'est pas le monopole des étourdis ! Ça m'est toujours resté... »

En dehors de la vie du cabinet, les deux couples, Pierre et Marie-Antoinette Devorsine, Odette et Alfred Gouverneur, vont se rapprocher dès l'arrivée de ces derniers à Nantes. Odette et Alfred, qui n'y connaissent personne, comptent énormément sur Pierre et Marie-Antoinette pour les aider à s'insérer. « Alfred est issu d'une famille très modeste de Laval. Odette est dépressive, sous la férule d'un mari arc-bouté sur son ambition. Elle recherche la chaleur de cette famille Devorsine », écrira plus tard Marie-Antoinette dans ses mémoires, la plume sans doute encore emprunte d'une certaine amertume au regard du tournant que prendra bientôt leur amitié.

Mais pour l'heure, tout va pour le mieux. Dès leur premier été à Nantes, les Gouverneur louent une maison à Saint-Marc, non loin de *Ker Bois*, avec un accès quasiment privé à une petite plage. Ils en font profiter les Devorsine, qui leur présentent Monique et Claude Wilhelem avec lesquels les Gouverneur vont se lier d'amitié, et d'autres personnes de leur cercle d'amis.

En ce début des années 1960, Pierre et Marie-Antoinette voient leur situation matérielle s'améliorer progressivement. Le cabinet tourne correctement, et Marie-Antoinette a repris un travail à mi-temps au Service de protection de l'enfance, dans les sous-sols du palais de justice alors installé place Aristide-Briand, où elle avait déjà travaillé entre 1945 et 1947. En 1965, Pierre, qui fait une bonne année, offre un dériveur à ses enfants, juste avant l'introduction de la TVA sur les bateaux de plaisance. Passage Saint-Yves, leur appartement reflète un certain confort. Avec le recul, Marie-Antoinette a fini par en être convaincue : les Gouverneur, « locataires d'un petit appartement avenue Camille-Flammarion en face d'un HLM », sont peu à peu devenus jaloux des Devorsine. Si les deux couples continuent de se

recevoir, une rivalité feutrée, qui se prolonge par une compétition entre les deux hommes, s'est immiscée dans leur relation. D'ailleurs, le dimanche, après la messe, le déjeuner et une courte sieste, Pierre va travailler au cabinet pour le reste de la journée. « Il ne l'aurait pas fait si Alfred Gouverneur ne l'avait pas fait. » affirmera plus tard Marie-Antoinette.

5/ Pas-de-porte et monte-charge

Si les tensions apparaissent progressivement, l'heure de la rupture au sein du cabinet Devorsine & Gouverneur n'a pas encore sonné. Rue Racine, Pierre et Alfred sont installés dans des bureaux différents – Pierre occupe le plus grand, qui donne sur la rue – et maintiennent dans leurs affaires respectives une distance suffisante pour préserver l'unité du cabinet. Celui-ci est toujours considéré comme l'une des plus grosses agences des Assurances générales. Mais s'il ne perd pas d'argent, sa rentabilité reste faible et ses bénéfices limités.

C'est dans ce contexte que les deux associés vont décider de moderniser et d'agrandir les locaux du cabinet. Au rez-de-chaussée du 7, rue Racine, juste en dessous de leurs bureaux, un pas-de-porte est justement disponible. Alfred et Pierre suivent alors l'évolution de la profession, qui voit de plus en plus d'agences descendre des étages, où elles ont eu l'habitude de s'installer, et s'ouvrir sur la rue. Plus visibles, elles entendent ainsi attirer une nouvelle clientèle, jusqu'alors obligée de monter dans les immeubles pour sonner à leur porte. Et, à l'époque, les agences voient passer du monde dans la journée : on vient y assurer sa voiture, sa maison, déclarer un sinistre, signer un avenant...

À l'achat du pas-de-porte, dont les murs appartiennent également à la famille Lutfalla, les deux hommes vont devoir ajouter les coûts de rénovation de ce nouveau local, dont la configuration n'est pas

idéale : il est coupé du reste du cabinet, pourtant juste au-dessus. Alors que la propriétaire de l'immeuble refuse l'idée d'un escalier sur cour qui relierait les deux parties, elle donne son accord à la création d'un monte-charge qui va permettre de faire circuler les dossiers d'un étage à l'autre, sans avoir à sortir dans la rue puis rentrer dans l'immeuble pour passer d'une partie à l'autre du cabinet Devorsine & Gouverneur. Ensemble, les deux associés contractent un emprunt de deux millions de francs anciens – 20 000 francs nouveaux, soit environ 30 000 euros en 2025 – pour boucler le projet. C'est Jacques Desbois, l'adjoint du fondé de pouvoir Joseph Barbeau, qui s'y installe avec une employée pour recevoir les nouveaux clients. Avec ce nouvel équipement, le cabinet Devorsine & Gouverneur semble prêt à écrire une nouvelle page de son histoire.

6/ Premier coup de force

Comme bon nombre de pays dans le monde, la France des années 1960 connaît un boom économique sans précédent dans son histoire. On est alors au cœur des Trente Glorieuses, selon l'expression popularisée par l'économiste Jean Fourastié dans son livre *La Révolution invisible* paru en 1979. Au taux de croissance qui dépasse régulièrement les 5 % annuels répond une hausse considérable de la consommation. Certes, tout n'est pas parfait dans le meilleur des mondes. Les inégalités persistent, l'exode rural bouleverse les équilibres, l'accès au logement reste difficile et le chômage fait son apparition au point que le gouvernement se voit contraint de créer une agence dédiée à la situation, l'ANPE, en 1967.

Pour autant, personne ne s'attend à voir la France secouée par la plus grande révolte sociale qu'elle aura connue au xx^e siècle. À Nantes, et plus généralement dans le Grand Ouest, la révolte couve dès 1967. De nombreuses grèves paralysent des usines. En décembre, des étudiants se joignent aux ouvriers pour dénoncer la suppression de nombreuses bourses. D'autres occupent les résidences universitaires

pour protester contre le règlement intérieur qui interdit aux filles de recevoir chez elles et contre le maintien de la majorité civile à 21 ans. Autant de signes révélateurs d'une agitation qui ira grandissant jusqu'aux grandes manifestations du mois de mai 1968, lors desquelles la préfecture de Loire-Atlantique sera assiégée à plusieurs reprises.

En juillet de la même année, alors que la fumée des fumigènes s'est peu à peu dissipée au mois de juin, Pierre et Marie-Antoinette, secoués par l'événement, décident de partir en vacances au Danemark avec leurs quatre enfants. Ils y sont accueillis par la famille Klemsen, amie de longue date des Devorsine. De quoi se changer les idées sur les côtes sablonneuses de la mer Baltique avant de revenir revigorés et reprendre le cours de la vie dans un climat enfin apaisé.

Mais cela ne va pas durer. À peine Pierre est-il revenu de vacances qu'Alfred Gouverneur lui annonce son intention de rompre l'association. Profite-t-il de la création concomitante des Assurances générales de France, suite à la fusion des Assurances générales avec le Phénix, pour tenter d'évincer son associé et diriger seul le cabinet désormais dépendant des AGF ? Quoi qu'il en soit, la manœuvre est franchement hostile et provoque un véritable séisme pour Pierre et Marie-Antoinette, qui décident de ne pas se laisser faire. Marie-Antoinette est particulièrement furieuse de l'humiliation que cela représente pour son mari. Elle le convainc de se battre et compte bien l'épauler dans cette épreuve. Sans jamais y avoir travaillé, elle est attachée au cabinet, à cette affaire familiale dont elle se sent indirectement partie prenante. « Alfred veut rompre ? Qu'il s'en aille ! » assène-t-elle, indifférente à la proposition d'Alfred Gouverneur de racheter la dette contractée par le cabinet pour l'achat et la rénovation du pas-de-porte. Elle se sent assez forte pour faire des sacrifices sur leur train de vie et aider Pierre à rembourser cet investissement. Dès lors, la réponse des Devorsine est sans appel : c'est non. Ils ne partiront pas.

Face à cette réaction combative à laquelle il ne s'attendait pas, Alfred Gouverneur fait machine arrière. Sa tentative a échoué. S'il veut préserver l'association désormais entachée de ce mauvais coup, il se doit de faire un geste. Pour preuve de sa bonne volonté, il propose à Pierre de lui vendre le dixième des parts qui les séparent pour parvenir à une association équilibrée. Par chance, le père de Marie-Antoinette est justement en train de procéder au partage de son patrimoine. Elle reçoit une somme d'argent qui lui permet de financer la transaction. Étrangement, la tentative d'Alfred Gouverneur, qui visait à évincer Pierre, se solde par un renforcement de celui-ci au capital du cabinet. En apparence, la situation se tasse. Mais la méfiance est désormais patente entre les deux hommes, qui décident de diviser leur affaire en deux lots distincts. Chacun, dorénavant, aura ses propres clients. Il leur semble plus prudent qu'une affaire leur appartienne entièrement quand ils la traitent...

Sur le papier, cette séparation de la clientèle semble facile à réaliser. Dans les faits, il n'en est rien. C'est Joseph Barbeau, le fondé de pouvoir, qui est chargé de couper le portefeuille du cabinet en deux parts égales, dans un climat de tensions feutrées entre les associés. À coups de milliers d'écritures, il lui faudra plusieurs mois pour s'acquitter de cette tâche ingrate et d'autant plus colossale que l'informatique est encore loin de faire son apparition. Type de risque (incendie, accident, automobile), d'affaires (entreprises, particuliers)... Branche par branche, client par client, contrat par contrat, Joseph Barbeau doit estimer le poids de chaque affaire en fonction des commissions. Quant aux nouveaux contrats qu'Alfred et Pierre continuent d'engranger, ils sont placés dans un lot commun qui sera réparti en fin d'année.

Lorsque Joseph Barbeau rend sa copie, le lot d'Alfred Gouverneur s'avère plus doté en risques industriels que celui de Pierre, plus fourni en contrats de particuliers. Il semble que les deux associés l'ont sou-

haité ainsi. En effet, les fonctions syndicales d'Alfred Gouverneur – il finira président adjoint de la Fédération des agents généraux à partir de 1970 – le rendent à l'aise dans le domaine de l'industrie, alors que Pierre, qui adhère au syndicat sans s'y impliquer, est plus serein sur le secteur des particuliers.

Au final, le coup de force d'Alfred Gouverneur est peut-être un mal pour un bien : au capital, l'association est désormais équilibrée, et le portefeuille est clairement partagé, écartant d'autant les risques de conflits. Pierre et Marie-Antoinette s'en sortent la tête haute et peuvent aborder plus sereinement leur nouveau projet familial, à Saint-Gildas, dans le Morbihan.

7/ Saint-Gildas

Depuis une vingtaine d'années, les Devorsine ont l'habitude de se retrouver pour une partie de l'été à Saint-Marc-sur-Mer, dans la maison de *Ker Bois*, autour de Lucienne et Henri qui viennent y passer les week-ends. Si Lulu et Michel Gouraud, qui habitent non loin, à Guérande, ne s'y installent pas pour les vacances, il en va différemment pour Monique et Claude Wilhelem, Pierre et Marie-Antoinette, et leurs enfants respectifs. Sans être exigüe, la maison est devenue trop petite au fil des années, et la cohabitation s'avère parfois compliquée. Dans le courant des années 1960, Pierre et Marie-Antoinette se sont mis à louer une maison non loin de *Ker Bois*. Ils envisagent même d'acheter une maison de vacances pour eux mais attendent d'être plus sereins financièrement.

C'est en 1968 qu'ils franchissent le pas. À Saint-Gildas, sur la presqu'île de Rhuys, dans le golfe du Morbihan, ils font l'acquisition d'un terrain constructible, un hectare qui donne directement sur la plage, la limite de propriété étant déterminée par la plus haute marée. À deux francs le mètre carré, c'est sans doute une bonne affaire au regard du prix

que prendront bientôt les maisons en bord de mer ! Mais en attendant, il faut tout viabiliser et construire une maison ex nihilo... et sans apport personnel. Dans ses écrits, Marie-Antoinette se réjouit du prêt bancaire qu'ils obtiennent pour entamer la construction. Le conflit avec Alfred Gouverneur leur a donné des sueurs froides. Affronter une tempête professionnelle au moment de financer Saint-Gildas n'aurait pas été de tout repos. Ils l'ignorent encore, mais c'est pourtant ce à quoi Pierre et Marie-Antoinette vont devoir faire face dans les années qui viennent.

8/ Second coup de force

Il aura fallu moins d'un an à Alfred Gouverneur pour se décider à repartir à l'attaque. Sûrement pense-t-il qu'avec son nouvel emprunt sur les bras, Pierre ne pourra pas s'arc-bouter et rester rue Racine au risque de se retrouver couvert de dettes, le cabinet ayant également un emprunt conséquent à rembourser. Il parie que Pierre va jeter l'éponge. À l'automne 1969, il lui annonce son intention de dissoudre définitivement leur association.

Le coup est rude. À nouveau, Marie-Antoinette entre dans une colère noire et n'envisage pas une seconde de baisser les bras. Pierre est sonné, mais la combativité de sa femme l'encourage à tenir tête à son associé. Il prend la décision de ne pas bouger et d'assumer seul l'emprunt contracté par le cabinet pour le pas-de-porte et sa rénovation. Le couple perçoit les années difficiles qu'il va devoir traverser, mais qu'importe. Il y a près de trente ans que le cabinet Devorsine s'est installé rue Racine, et il y restera !

Alfred Gouverneur est stupéfait. Son plan, à nouveau, se heurte à la détermination des Devorsine. Pour autant, il ne capitule pas et porte son combat jusqu'au siège des AGF, où l'on ne voit pas la scission d'un mauvais œil : l'ouverture d'un troisième point de vente à

Nantes – une petite agence des AGF existe également dans la cité des Ducs, l'agence Julien rue Notre-Dame – permettrait à la compagnie de mieux couvrir le marché. Pour trancher le différend au sujet des locaux, il propose la nomination d'un médiateur parmi les membres de l'Amicale des agents de la compagnie. Une idée qu'il regrette vite : arguant de la volonté d'Alfred Gouverneur de mettre fin à l'association, le médiateur prend fait et cause pour Pierre qui reste rue Racine. Alfred Gouverneur part s'installer ailleurs, en l'occurrence au 10, rue Boileau, à trois cents mètres du 7, rue Racine.

Tout s'est passé en quelques semaines. Les employés du cabinet, qui sont alors près d'une vingtaine, sont mis devant le fait accompli. Il leur est demandé de choisir entre rester avec Pierre Devorsine et partir avec Alfred Gouverneur, tout en parvenant à se partager en deux groupes de même taille. On imagine les sentiments contradictoires, les conflits de loyauté, les tensions. Joseph Barbeau choisit de suivre Alfred Gouverneur, tandis que son adjoint, Jacques Desbois, reste au cabinet Devorsine et en devient le fondé de pouvoir. Ils resteront longtemps en contact professionnel pour gérer toutes les répercussions du divorce, notamment pour la répartition de la clientèle.

Certes, l'essentiel du travail a déjà eu lieu sur ce point, mais de nombreux clients ne l'entendent pas de cette oreille. Si certains d'entre eux souhaitent être rattachés à la nouvelle agence, ils sont plus nombreux encore à vouloir rester affiliés au cabinet Devorsine. Alfred Gouverneur, qui a emporté avec lui la plupart des risques industriels, voit ainsi quelques grosses entreprises clientes de longue date lui faire défection pour revenir vers Pierre, par fidélité. De quoi mettre un peu de baume au cœur de celui-ci, profondément blessé par la situation. « Pierre fait imprimer un élégant bristol assurant ses clients du bon accueil qui leur sera toujours réservé », écrira Marie-Antoinette dans ses mémoires. Certaines situations donnent lieu à des lettres acrimonieuses entre les deux anciens associés, qui

laisseront passer de longues années avant de se saluer à nouveau, une fois la retraite venue, enfin apaisés. Quant à Marie-Antoinette, qui se gare tous les matins sur le même parking que Joseph Barbeau, il lui faudra également beaucoup de temps pour lui pardonner ce qu'elle considère comme une trahison, et pour échanger à nouveau avec lui quelques paroles de politesse, à l'église Saint-Similien, notamment, où les Barbeau et les Devorsine se croisent fréquemment.



Troisième génération

Éric

1/ Premiers pas d'Éric au cabinet

À l'église Saint-Similien, justement, le 28 juillet 1971, Éric attend avec impatience sa fiancée, comme l'ont fait avant lui son père Pierre, son grand-père Henri, son arrière-grand-père Paul et son arrière-arrière-grand-père Alexis, ici même. Le fils aîné de Pierre et Marie-Antoinette se marie avec Anne Ménager, harpiste de profession, qu'il a rencontrée un an plus tôt.

Éric a 22 ans et s'apprête, de retour de voyage de noces, à rejoindre son père au cabinet Devorsine. Cette décision, qu'il a prise deux ans auparavant, n'était pas son premier choix d'orientation professionnelle. Après une scolarité poussive qui a décidé ses parents à l'envoyer en pension dès la cinquième – d'abord à Saint-Cast, dans les Côtes-d'Armor, puis au collège Amiral-Merveilleux-du-Vignaux, aux Sables-d'Olonne –, Éric décroche son bac en 1969 et s'inscrit en faculté de médecine à Nantes. Il s'apprête ainsi à poursuivre ses études dans une voie sur laquelle Pierre aurait lui-même aimé s'engager trente ans plus tôt, avant que son père Henri ne l'en dissuade au profit d'une licence de droit.

Pendant l'été 1969, Éric habite chez sa tante Lulu à Guérande, et travaille comme barman au *Khédive*, un bistrot de La Baule, où il se rend tous les jours à mobylette. Il s'offrira bientôt une Renault 4L avec les 6 000 francs de sa paye. Alors que l'été touche à sa fin, le début de ses études de médecine approche à grands pas. Le chemin semble tracé. Et pourtant... « Un matin de septembre, se souvient-il, j'ai reçu un appel de mes parents. Quelques jours plus tôt, Alfred Gouverneur avait annoncé à mon père son départ définitif. Celui-ci voulait savoir si j'étais intéressé par le rejoindre au cabinet. J'étais assez interloqué, je ne m'y attendais pas du tout. Ma mère en était convaincue, je n'étais pas fait pour la longueur et l'exigence des études de médecine, je devais venir épauler mon père ! Au fond, je crois qu'elle avait raison. Médecine, ce n'était pas pour moi. Quant à mon père, il ne m'a peut-

être pas dit clairement que de ma réponse dépendait son envie de continuer l'aventure du cabinet, mais je l'ai compris comme ça : si je ne venais pas, il vendrait. »

Éric raccroche après avoir demandé à ses parents un peu de temps pour réfléchir. Il y passe une journée et une nuit, à retourner le pour et le contre, à peser les conséquences de sa réponse. L'assurance ne l'a jamais attiré, il n'y a jamais pensé. Pour autant, peut-il laisser tomber son père en pleine tourmente ? Le lendemain matin, il rappelle ses parents pour leur dire oui. Il ne le sait pas encore, mais il vient de prendre une décision qui va l'engager professionnellement pour toute sa vie et maintenir le cabinet Devorsine dans la famille pour une troisième génération. Confidences pour confidences : « L'assurance, ce n'était pas ma vocation, reconnaît-il aujourd'hui. Si mon père n'avait pas eu les difficultés qu'il a rencontrées, et pour lesquelles je l'ai rejoint au cabinet, je n'aurais sans doute pas travaillé dans les assurances... »

L'année universitaire de médecine n'a pas encore commencé, il est encore temps de rectifier le tir. Éric s'inscrit à l'École nationale d'assurances, aux Arts et Métiers à Paris, pour y suivre les deux ans du cursus. Anne, qu'il va rencontrer pendant cette période, va le rejoindre pour un temps, admise au conservatoire de musique de Paris. Le jour de leur mariage, Henri ne cachera pas à son petit-fils sa fierté de le voir reprendre le flambeau et lui souhaitera la même réussite qu'à ses débuts, en 1909. À l'automne 1971, alors que les jeunes mariés se sont installés dans un petit appartement de la rue du Boccage non loin du boulevard Guist'hau, Éric rejoint le cabinet Devorsine, rue Racine. Leur premier enfant, Cyrille, naîtra en février 1972 ; le second, Stanislas, en 1976.

Diplômé de l'École nationale d'assurances, Éric ressent néanmoins le besoin de muscler son bagage universitaire et s'inscrit en licence de droit à la faculté de Rennes. Le droit constitutionnel, notamment, le

passionné. Un système d'alternance lui permet de mener de front ses études et ses débuts au cabinet. C'est un programme d'autant plus ambitieux qu'il ne compte pas être un père trop absent lorsqu'arrive Cyrille au cours de la première année. Il tiendra deux ans à ce rythme très dense mais finira par raccrocher au bout de la deuxième année de droit, épuisé, sans poursuivre jusqu'en licence. Pour autant, il ne renonce pas dans sa quête d'un diplôme supplémentaire et s'inscrit au CHEA (Centre des hautes études d'assurances), où il est admis. Cette formation, qui équivaldrait aujourd'hui à un master, pourrait lui ouvrir la porte des directions générales des entreprises d'assurances. Mais elle est à Paris, et Éric décide à nouveau de privilégier le cabinet et sa vie de famille.

« J'ai probablement vécu assez mal le fait d'avoir fait peu d'études, confiera-t-il plus tard. J'ai dû culpabiliser, ressentir de l'amertume, des regrets. C'est idiot, mais c'est comme ça. » Mais en ce début de carrière, le nez dans le guidon du cabinet, l'heure n'est pas aux regrets. Il y a tant à faire !

2/ Laver l'affront

Dès ses débuts, Éric réalise à quel point la scission du cabinet, dix-huit mois plus tôt, a fragilisé l'entreprise. Brutalement, celle-ci s'est retrouvée avec une charge d'endettement calculée pour un chiffre d'affaires qui, entre-temps, a été divisé par deux. La rentabilité est en berne. « C'était une histoire d'orgueil, dira Éric avec le recul. Mes parents se sont arc-boutés sur le cabinet historique, en gardant les locaux et le plus de personnel possible. » De fait, le cabinet Devorsine compte encore une dizaine de salariés, auxquels il faut désormais ajouter Éric, même si le salaire de celui-ci, les premières années, n'est pas mirobolant.

Plus encore, en plongeant dans les comptes, Éric découvre le sacrifice personnel que son père réalise pour maintenir le cabinet à flot :

Pierre ne se verse plus que 1 000 francs par mois. Et il en sera ainsi pendant près de dix ans. « Jusqu'à la retraite de mon père, raconte Éric, mes parents ont vécu une période financièrement très difficile. Je les ai vus tirer le diable par la queue. C'est quelque chose qui m'a beaucoup marqué. » Outre les dettes du cabinet qu'il faut rembourser, Pierre et Marie-Antoinette doivent faire face aux coûts des travaux de leur maison de Saint-Gildas, à laquelle ils ne renoncent pas. Dans l'adversité, ils gardent la tête haute et donnent le change. Si certaines notes de boulangerie sont difficiles à régler, si Jérôme, le petit dernier, use jusqu'à la corde les fonds de culotte de ses frères aînés, si Marie-Antoinette elle-même rapièce ses robes plutôt que d'en racheter, ils tiennent à conserver les apparences d'une vie bourgeoise : leur bonne (comme on le disait à l'époque), qui habite sous les combles de leur immeuble passage Saint-Yves, continue à travailler chez eux, et ils se permettent certaines sorties en ville. Mais cela n'a plus rien à voir avec le train de vie que menaient Henri et Lucienne au même âge...

« J'en ai beaucoup voulu à Gouverneur, reconnaît Éric, qui a mal vécu ce qu'il considère comme une humiliation faite à son père. La retraite venue, mon père avait fini par lui pardonner, mais moi j'ai eu plus de mal. Car tout de même, il a tenté de le tuer professionnellement ! Il pensait probablement que le cabinet Devorsine ne tiendrait pas le coup, et qu'il pourrait récupérer ainsi toute la clientèle. » Éric le vit d'autant plus mal qu'au bout de quelques mois à se former à ses côtés il comprend que les qualités professionnelles de son père ne sont pas reconnues à leur juste valeur. « C'était un bon professionnel, poursuit-il. Techniquement, il connaissait très bien son boulot, sans doute bien mieux que beaucoup d'autres. Ses clients, d'ailleurs, lui en étaient reconnaissants et lui restaient fidèles. Mais ce n'était pas un homme fait pour ce métier : il ne se vendait pas bien. Or, dans ce milieu, il faut savoir se vendre au client, mais également aux compagnies. Je l'ai souvent vu échouer à négocier un bon prix auprès d'un assureur, et donc perdre le marché d'un client qui était allé voir un autre courtier, lequel avait obtenu un meilleur prix auprès du même

assureur ! Un jour, on m'a rapporté qu'un inspecteur des AGF s'était plaint auprès d'autres agents généraux, en se demandant ce qu'il allait bien pouvoir faire de ce "boulet de Devorsine" ... Autant dire que j'en ai gardé une grande amertume. »

Éric veut laver l'affront et se gonfle d'énergie. Son ressentiment va agir en lui comme un puissant carburant. C'est décidé, il va tout faire pour prendre la relève et développer le cabinet. Son père en éprouvera sans nul doute une profonde gratitude.

3/ Le métier qui rentre

Au cabinet, où deux pièces sont sous-louées au consulat de Tunisie pour réduire la charge du loyer, Éric fait ses premières armes dans le métier de l'assurance. Il commence par prêter main-forte aux deux employés de l'agence qui sont chargés de démarcher de nouveaux clients. Le porte-à-porte n'a bientôt plus de secret pour lui, ni même l'encaissement, qu'il faut alors bien souvent effectuer de la main à la main, chez le client lui-même, et en espèces de surcroît, les chèques n'ayant pas encore pris l'essor qu'on leur connaîtra bientôt.

Le cabinet Devorsine compte encore quelques sous-agents dans la région, une organisation héritée de l'époque d'Henri, dont la circonscription s'étendait de Nantes à Sautron en passant par Saint-Hilaire-de-Chaléons, Rezé ou encore Vallet, dans le vignoble nantais, où le cabinet assure des producteurs de muscadet. Pour se former à toutes les facettes du métier, Éric accompagne les sous-agents dans leurs tournées. Avec celui de Vallet, justement, il s'agit d'aller encaisser les primes d'assurance chez les vignerons. Une démarche qui ne se fait pas sans passer par la cave pour goûter à la dernière cuvée... Au risque, comme Éric a pu s'en apercevoir, d'en ressortir « complètement bourré » !

Éric découvre également quelques risques inattendus dans le portefeuille du cabinet. Les boîtes de nuit nantaises en font partie, et de longue date : ces affaires sont régulièrement renouvelées depuis l'époque où du Plessis, le courtier de la région d'Ancenis qui avait accueilli Henri et ses employés au château de Couffé pendant la guerre, les avait contractées pour le compte du cabinet Devorsine. Quelques mois après l'arrivée d'Éric aux affaires, l'un de ces night-clubs interlopes, non loin de la place Graslin, subit un grave incendie, sans faire de victimes fort heureusement. Lors de l'inspection menée par Éric pour établir un premier bilan du sinistre, le patron de la boîte de nuit n'hésite pas à tenter de l'amadouer en proposant de lui mettre à disposition « toutes les filles qu'il pourrait souhaiter » !

En bref, c'est le métier qui rentre. Pierre donne carte blanche à son fils, qu'il sent débordant de volonté, même si le cabinet a dégringolé à la cinquantième place des agences générales des AGF depuis que son chiffre d'affaires a été divisé par deux. Celui-ci constate que, hormis les relations personnelles de son père, il n'y a pratiquement plus de risques industriels dans le portefeuille, désormais constitué essentiellement de particuliers, une clientèle qui n'hésite pas à changer d'assureur au moindre écart de prix. Cela prendra du temps, mais la stratégie est simple : Éric veut progressivement réorienter le cabinet vers les risques industriels, bien plus rentables et moins volatils. « C'est simple, explique-t-il. Quand vous rentrez un très gros client pour une prime annuelle de 500 000 francs, dont 80 000 francs de commission, il ne vous prend pas beaucoup plus de temps de gestion qu'un artisan qui vous paye 10 000 francs de prime, dont 1 500 de commission. Bref, plus vous touchez de clients de taille importante, plus votre rentabilité augmente. » Éric a fixé le cap. Mais le chemin sera long, et il devra patienter quelques années pour voir cette stratégie couronnée de succès.

4/ À Pontchâteau

Le 7 juillet 1973, Henri Devorsine meurt à Guérande, chez Lulu et Michel Gouraud, victime d'un cancer de la prostate. Le fondateur du cabinet Devorsine s'éteint à l'âge de 87 ans. Au cimetière de Pontchâteau, où il est inhumé aux côtés de Lucienne, plusieurs membres de l'Amicale des agents des Assurances générales, qu'il a créée en 1936, sont présents pour lui rendre un dernier hommage au travers de témoignages éloquents. Tout au long de sa carrière, Henri aura marqué son entourage professionnel par son dynamisme, son sens des affaires, sa vision du métier, son aura, en somme.

Une aura qui, pour ses petits-enfants, se sera traduite par une certaine distance due à la prestance du personnage. Les quatre enfants de Pierre et Marie-Antoinette sont unanimes : Henri était un grand-père très gentil, mais de son époque... « Très gentil, oui, mais très ferme et exigeant sur l'éducation des petits-enfants, se souvient Jean-Pierre, qui avait 22 ans à la mort de son grand-père. Attention aux coudes sur la table ! Il avait un caractère très fort et communiquait peu. » Anne, 18 ans en 1973, renchérit : « C'était un monsieur d'une très belle allure, mais un peu rigide et froid, je dois le reconnaître. Il était toujours pressé, mais vraiment pressé ! Pour la petite histoire, mon grand-père, qui allait tous les matins à la messe et qui la connaissait par cœur, était debout avant tout le monde lorsque le curé s'apprêtait à nous demander de nous lever... Ma mère disait qu'il avait une montre dans le ventre. Et d'ailleurs, elle disait aussi qu'Éric a hérité du même trait de caractère, ce qui n'est pas faux ! » Jérôme, pour sa part, qui n'avait que 10 ans à la disparition d'Henri, se souvient de lui comme d'un homme fin et sec, toujours coiffé d'un chapeau comme on pouvait en voir à cette époque. « Nous allions déjeuner le dimanche chez lui, avenue des Hortensias, poursuit le cadet de la fratrie. C'était un endroit assez bourgeois, un peu magique pour moi. Il avait une domestique, Joséphine, qui habitait une petite pièce

dans l'appartement. Sur la table, il y avait une clochette qu'on sonnait pour qu'elle apporte les plats... »

Vêtue de noir avec son petit tablier blanc, comme les employées de maison de l'époque, Joséphine est restée longtemps au service d'Henri et de Lucienne. Au décès de celle-ci, en 1960, elle a continué à travailler pour Henri treize années de plus, jusqu'à sa mort. Les parents de Joséphine habitaient Campbon, sur la route de Pontchâteau, où les Devorsine se rendaient fréquemment pour le week-end, au *Perron*, leur maison acquise en 1939. L'hiver, ils y allaient parfois le dimanche pour la journée. Vers la fin des années 1950, ils emmenaient avec eux leurs petits-enfants Éric et Jean-Pierre (Anne était encore petite et Jérôme n'était pas encore né). « Leur voiture avait trois places devant, sans ceintures de sécurité, raconte Éric. Je faisais le trajet au milieu de mes grands-parents. Joséphine et mon frère étaient derrière. C'était très réglé. Ils déposaient Joséphine à Campbon vers 11 h 30, à quinze kilomètres de Pontchâteau. Au *Perron*, il y avait une autre bonne, Marie, qui avait fait du feu dans la cheminée et préparé le repas avant notre arrivée. On déjeunait, mon grand-père faisait sa sieste, et à 16 h on repartait. On repassait à Campbon pour récupérer Joséphine. Je me souviens qu'il y avait une grande descente, suivie d'une montée. Joséphine habitait juste en haut de la montée, sur la droite. Et dès qu'on arrivait dans la descente, mon grand-père se mettait à klaxonner, klaxonner, klaxonner encore, pour que Joséphine sorte et se tienne au bord de la route à son passage ! »

Le Perron a marqué la mémoire des enfants de Pierre et Marie-Antoinette. Tous se souviennent avec nostalgie des petites vacances et des week-ends passés à Pontchâteau, « la maison de campagne parfaite, raconte Jean-Pierre, avec son parc et son potager incroyable, parfaitement entretenus par un jardinier. Il y avait une pièce attenante, une sorte de débarras, avec une cheminée. On l'appelait "la mère Vallée" car une femme qui portait ce nom y avait habité. C'était un peu notre refuge, à nous les enfants, notre espace de liberté qu'on

s'était approprié. On y faisait du feu, des pommes cuites... C'était un peu un plan "retour à la nature". » Anne se rappelle les pêches de vigne dont elle n'a jamais retrouvé le goût ailleurs, et les fraises du jardin qui finissaient sur d'énormes tartines beurrées. Et Jérôme se souvient de ce squelette qui hantait le grenier après avoir été oublié là par Pierre Noblet, médecin, parrain de Lucienne Giraud et ancien propriétaire de la maison...

Avant même son décès, Henri, en accord avec Lulu, Pierre et Monique, a préparé l'épilogue de cette période heureuse : *Le Perron* est mis en vente. La part qui revient à Pierre et Marie-Antoinette tombe à pic. Elle leur permet de renflouer un peu les finances du cabinet et d'achever leur maison de Saint-Gildas. Leur situation financière s'améliore. Et dans le même temps, Éric apporte un vent nouveau au cabinet Devorsine.

5/ Une association qui tourne court

À 22 ans, sans expérience professionnelle, Éric a rejoint un cabinet encore profondément secoué par une scission qui l'a fortement rétrogradé dans le classement des agences AGF. La pression est forte. Malgré son diplôme de l'École nationale d'assurances, il ressent comme un manque de légitimité qui l'incite à redoubler d'efforts pour apprendre vite et bien. Devenu fondé de pouvoir du cabinet Devorsine après le départ de Joseph Barbeau pour le cabinet Gouverneur, Jacques Desbois se charge d'aider Éric à passer de la théorie à la pratique et le forme à toutes les arcanes du métier. Les deux hommes s'entendent bien. Cette transmission du savoir va durer quelques années, jusqu'à ce que Jacques Desbois démissionne en 1975 pour créer sa propre agence, à La Baule, tout en restant en bons termes avec ses anciens collègues du cabinet Devorsine.

C'est à cette même période que Pierre commence à préparer son départ en retraite. Dans l'idée de transmettre le cabinet à une troisième

génération de Devorsine, il propose à ses deux fils aînés de s'associer à lui au capital. Si Jean-Pierre, qui entre-temps a entamé une carrière de marin-pêcheur à La Turballe, refuse assez logiquement, Éric, lui, est intéressé. Certes, le métier d'assureur n'est pas ce dont il rêvait, mais force est de constater qu'il s'est pris au jeu et qu'il réussit plutôt bien. Avec Anne et leur fils Cyrille, il vit confortablement dans le grand appartement d'Henri, avenue des Hortensias, dont Lulu et Monique ont hérité. Éric a vite compris l'intérêt de posséder sa propre entreprise et des bénéfices qu'il peut en tirer s'il parvient à la développer. Le 1^{er} janvier 1976, il s'associe avec son père. Six mois plus tard, avec ses premiers intéressements, il parvient à réaliser un rêve : il achète son premier bateau, un Aquila de huit mètres cinquante. En cette fin d'année 1976 naît son second fils, Stanislas, qui fera carrière, plus tard, dans la marine au long cours.

Le 1^{er} mai 1979, alors que huit années de collaboration avec son fils Éric se sont écoulées et qu'il le sent très certainement prêt à voler de ses propres ailes, Pierre prend sa retraite. « Passionné de sciences naturelles, grand humaniste, assureur sérieux et consciencieux, M. Pierre Devorsine a su perpétuer la tradition de la famille qui nous représente depuis 1919 », peut-on lire à cette occasion dans le magazine interne des AGF. À la différence d'Henri, qui avait continué à maintenir un lien avec le cabinet en venant y lire son journal tous les matins pendant des années, Pierre coupe plus radicalement. Comme il est fréquent à cette période de la vie, il éprouve un certain vague à l'âme au seuil de la retraite. Comme une petite déprime, dira Marie-Antoinette.

De son côté, Éric ne s'en aperçoit pas. Entièrement plongé dans le développement du cabinet dont il reprend seul les rênes, il manque encore de confiance en lui et appréhende la solitude de l'entrepreneur. Pour y faire face, il propose à Jacques Desbois, avec lequel il a gardé de bonnes relations, de s'associer. Après tout, avec ses longues années au cabinet Devorsine, Jacques Desbois a fait ses preuves de fidélité, d'expérience et de dynamisme ! L'idée d'Éric est simple : en

associant les deux agences de Nantes et de La Baule, ils grossiraient d'un seul coup et remonteraient dans le classement des agences AGF. Pour Jacques Desbois, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas le cinquième de celui d'Éric, c'est une véritable aubaine, d'autant plus que les AGF approuvent l'association à condition que les deux associés soient égaux au capital. Pour Éric, c'est un sacrifice. Mais il accepte car il parie sur une très forte croissance de la nouvelle entité.

Le 1^{er} avril 1979, l'association est officielle... mais ne fera pas long feu. « Très vite, Jacques Desbois a pété les plombs, raconte Éric. Il s'est retrouvé à la tête d'une affaire bien trop grosse pour lui. Il s'est pris pour le roi de la piste ! Il est devenu très agressif, très désagréable, y compris dans ses relations avec les AGF. » Décontenancé, Éric ne réagit pas immédiatement. Une année passe avant qu'il ne s'aperçoive d'un trou de 80 000 francs creusé dans la caisse du bureau de La Baule par Jacques Desbois, qui mène grand train depuis quelques mois. Celui-ci annonce à Éric son intention de partir sans demander son reste... à condition que son associé comble le trou. Éric est piégé : s'il refuse, le déficit sera rendu public, ce qui pourrait nuire gravement à sa réputation, les AGF pouvant lui reprocher d'avoir laissé les comptes de l'association déraiper sans réagir. « J'étais trop jeune dans la profession pour prendre ce risque, dit-il. J'ai accepté de passer l'éponge. L'association a pris fin le 31 décembre 1980. Jacques Desbois a disparu. Quant au bureau de La Baule, je l'ai laissé six mois plus tard, en récupérant 90 % de la clientèle. La compagnie en a récupéré 10 % et a nommé quelqu'un d'autre à La Baule. »

Échaudé par cette expérience malheureuse, Éric ne reprendra jamais d'associé. Il sera désormais tout seul à la barre, ce qui n'est pas forcément une situation enviable. « Quand vous avez des emmerdes, vous êtes seul, vous n'avez personne à qui en parler. Je me reposais sur mes salariés pour l'exécutif, mais pour les prises de décision, la stratégie, j'étais seul. » Une solitude professionnelle d'autant plus lourde à porter qu'Éric va augmenter sa charge de travail en s'impli-

quant dans la magistrature et dans le syndicalisme... Mais paradoxalement, ce sont ces opportunités de fonctions annexes au cabinet qui l'aideront à se créer un très vaste réseau professionnel et à rompre ce sentiment d'isolement. Là réside sans doute également l'une des raisons majeures de son succès à venir.

6/ Une vieille sacoche dans un cabinet de toilette

Mais l'heure n'est pas encore venue. Pour le moment, il y a urgence au cabinet. Depuis deux ans, les AGF sont entrées dans une zone de turbulences, paralysées par une sorte de faillite administrative à laquelle l'informatique balbutiante n'apporte aucune réponse. Le moindre avenant à réaliser sur le plus simple des contrats d'assurance se retrouve englué pour des mois, parfois plus, avant d'aboutir. Autant de temps pendant lequel le client reste sans réponse, ignore si sa demande a été prise en compte et quelle va être l'augmentation – ou la diminution – de sa cotisation. La situation devient si préoccupante que les agents généraux, par peur de voir leur clientèle partir à la concurrence, proposent à la compagnie de se charger eux-mêmes des avenants.

Au cabinet Devorsine, comme dans les autres agences, on voit alors arriver par la poste plusieurs milliers d'avenants à mettre à jour. Plus de deux années de travail administratif à rattraper ! Des piles de dossiers de plus d'un mètre de hauteur jonchent les bureaux. Sur des maquettes A3 où de nombreuses informations sont à compléter à la main, il faut appuyer fort pour que les feuilles de carbone impriment deux exemplaires supplémentaires, l'un pour le client, l'autre pour la compagnie, le premier étant conservé au cabinet. Il faut remplir, mettre sous pli, affranchir, classer, poster... Sans parler des clients auxquels il faut annoncer une augmentation de prime avec rétroaction ! Et le tout pour une somme dérisoire que les agents généraux n'ont pas été en position de négocier avec la compagnie. Le cabinet est débordé. Éric met la main à la pâte au détriment du

développement de la clientèle. Il fait appel à son père, en retraite depuis quelques mois. Pierre n'hésite pas et revient quelque temps rue Racine pour prêter main-forte.

C'est aussi à ce moment-là, en 1980 précisément, qu'Éric recrute Jean-Charles Briand, en tant que « rédacteur sinistre ». Le nouvel employé a 27 ans. Il n'a pas d'expérience dans l'assurance mais va très vite s'adapter. « La première fois que je suis entré rue Racine, j'ai trouvé que cela faisait un peu cabinet de notaire, raconte Jean-Charles Briand. En fait, c'était un appartement. Les pièces n'avaient pas été transformées. J'étais impressionné par cet agencement cloisonné, par ces machines à écrire – à l'époque il n'y a aucun écran –, ces bureaux et ces armoires métalliques remplies de classeurs verts sur tout le mur de l'entrée. Il fallait passer par la cuisine pour accéder au coin des archives. C'était une petite salle pleine à craquer, un peu poussiéreuse. Les dossiers y étaient les uns sur les autres, sur deux rangées, mais bien numérotés. Cela faisait penser à une entreprise des années 1950. En un mot, c'était un peu vieillot. Mais c'était le reflet d'une longue histoire, d'un passé bien rempli. Et cela n'avait pas d'impact sur l'image de l'entreprise : au fil de mes rencontres et de mes stages aux AGF, j'ai compris que le cabinet jouissait d'une forte notoriété. Il faisait partie des piliers de l'assurance nantaise. »

Parmi les images dont se souvient Jean-Charles Briand quatre décennies plus tard, il y a celle de ce coffre-fort imposant, dans l'entrée, installé là dès l'arrivée du cabinet Devorsine rue Racine en 1942. Dans les années 1980, beaucoup de clients passent encore dans les locaux pour payer leur prime en espèces, immédiatement mises à l'abri dans le coffre-fort en échange d'un reçu. « Il y avait aussi un ancien cabinet de toilette où subsistait un lavabo, poursuit l'ancien employé. Je me souviens d'y avoir vu pendant des années la sacoche de Monsieur Devorsine, une vieille sacoche qui remontait peut-être à ses années d'étudiant. Elle est restée là pendant des années, jusqu'à ce que nous fassions de ce petit endroit un dressing pour les salariés. »

La première mission de Jean-Charles Briand, qui fera tout le reste de sa carrière au cabinet Devorsine jusqu'à son départ en retraite en 2014, est d'épauler Éric et Pierre pour purger les monceaux d'avenants dus à la désorganisation des AGF. À eux trois, ils vont finir par en venir à bout. Éric va pouvoir s'atteler à des changements plus structurels avec pour ambition d'augmenter fortement la rentabilité du cabinet.

7/ Entregent naturel

À la fin des années 1970, au moment où Éric se retrouve seul à la barre de l'entreprise, quelques départs d'employés ont eu lieu. Hormis l'embauche de Jean-Charles Briand, Éric décide de ne pas les remplacer. D'une dizaine de salariés, les effectifs vont passer à six personnes et rester à ce niveau tout au long des années 1980, ce qui permet au cabinet de gagner en productivité. En 1984, l'arrivée de l'informatique renforce progressivement la tendance.

Mais surtout, Éric souhaite désormais accélérer le développement du cabinet vers les entreprises au détriment des clients particuliers. L'époque, cependant, n'est plus aux contrats de dix ans, mais de trois, ce qui augmente considérablement la charge de travail. Il prend conscience qu'en l'absence d'une véritable notoriété dans ce secteur, il va s'épuiser à démarcher les entreprises une à une. Il doit s'insérer dans le tissu économique.

Pour y parvenir, il s'appuie sur son talent à étendre et à cultiver son réseau professionnel, en bref sur son entregent naturel. Sa curiosité pour le monde des affaires et sa grande capacité de travail le poussent à s'impliquer dans le syndicalisme. Il s'y fait progressivement remarquer et côtoie des personnalités importantes du monde de l'assurance, qui l'inspirent et dont il admire les trajectoires. Le syndicalisme professionnel est une porte d'entrée pertinente pour adosser la crédibilité du cabinet Devorsine à un réseau de contacts influents. À se frotter ainsi à l'élite du métier, il desserre le sentiment de solitude

professionnelle qu'il éprouve parfois et acquiert de la notoriété. Ainsi, Éric adhère au Syndicat des agents généraux des AGF, qui n'est autre que l'ancienne Amicale des agents des Assurances générales créée par son grand-père Henri en 1936. Il intégrera le bureau national du syndicat et en sera vice-président pendant de nombreuses années. Il aura également d'importantes responsabilités dans d'autres organisations professionnelles, dont celle qui fédère la totalité des agents généraux de France, toutes compagnies confondues.

D'ailleurs, pour alléger le loyer de la rue Racine, Éric va sous-louer pendant quelques années une partie des bureaux au Syndicat des agents généraux. Dans les années 1990, lorsque le cabinet connaîtra une croissance soutenue et qu'il faudra embaucher, le cabinet reprendra cet espace pour s'agrandir. Éric y aménagera son nouveau bureau et une salle de réunion.

Par ailleurs, en 1983, Éric n'hésite pas quand il se voit proposer d'entrer au tribunal de commerce en tant que juge consulaire. À 34 ans, il est alors le plus jeune magistrat de France ! Il y restera dix-sept ans. Très impliqué, il travaille beaucoup, se lève à 4 h du matin pour rédiger ses jugements avant le début de sa journée au cabinet, apprend énormément sur le monde de l'entreprise... La lecture d'un bilan n'a bientôt plus de mystère pour lui. Il est appelé à traiter toutes les faillites du département de Loire-Atlantique. La tâche est bénévole, certes, mais sa fonction lui confère une grande crédibilité et l'amène à côtoyer d'importants chefs d'entreprise de la région.

Enfin, côté cœur, la vie a changé. Éric et Anne ont divorcé en 1981. Trois ans plus tard, Éric se remarie avec Corinne Baret, fille d'un grand industriel nantais, qui elle-même travaille dans l'entreprise familiale. Ils auront trois enfants, Laurent en 1986, Frédéric en 1988 et Henri en 1992. L'histoire de sa nouvelle belle-famille est celle d'un grand succès économique et financier. La réussite entrepreneuriale y est très importante. Un modèle inspirant pour Éric, dont la motivation

professionnelle en sera d'autant plus stimulée. Elle offre à Éric un cadre familial stable et un réel soutien dans sa carrière.

« Je ne dirai jamais assez combien ma rencontre avec Corinne et sa famille a compté dans ma trajectoire, insiste Éric. Je découvre une famille d'industriels, un monde que je connaissais peu. J'avais deux solutions. Soit je demandais à Corinne d'accepter mes moyens de vie, soit je m'engageais dans un développement exigeant du cabinet, nous permettant d'avoir une vie d'un standing proche de celui qu'elle avait connu avec ses parents. À vrai dire, Corinne n'a jamais manifesté d'exigences particulières, acceptant tout cela dans la perspective du projet de vie que nous avons ensemble, me laissant ainsi le temps d'avancer. C'est plutôt moi qui ne me laissais pas le choix. Cela m'a obligé au développement et à la réussite. » En entrant dans la famille Baret, Éric prend conscience qu'il peut évoluer autrement et se départir du profil de simple agent général. Il est formel : c'est grâce à cette rencontre que ses ambitions professionnelles se sont développées.

Le père de Corinne, Gilbert Baret, va notamment jouer un rôle dans la carrière d'Éric, mais d'une façon un peu particulière. « C'était un homme brillant mais discret, se souvient-il. Il était d'une origine assez modeste qu'il respectait beaucoup. Ses études brillantes, son intelligence, et sa réussite m'ont beaucoup marqué. S'il était, comme beaucoup de chefs d'entreprise, assez autoritaire, je l'ai beaucoup regardé, admiré. Il m'a beaucoup inspiré. C'est assez paradoxal car il y avait une certaine distance entre nous. Nous ne parlions jamais du travail. Et cela m'a d'autant plus frappé le jour où, lors d'un échange suffisamment rare sur ma vie professionnelle pour que je m'en souvienne très bien, il m'a dit : "Vous savez, Éric, je sais très bien ce que vous faites". »

L'aiguillon de la réussite, le réseau, l'ardeur au travail, une équipe nantaise sur laquelle Éric peut s'appuyer avec confiance lors de ses nombreuses absences, et une stratégie tout entière tournée vers les entreprises : telles sont les clés du succès que va rencontrer le cabinet Devorsine au tournant des années 1990. Éric sent alors qu'il est enfin reconnu dans la profession. Il en plaisante : « Quand vous arrivez dans un métier en prenant la suite de votre père, vous n'existez pas vraiment tant que l'on vous demande encore "Comment va votre père ?" lorsque vous croisez quelqu'un de la profession. Le jour où on arrête de vous le demander, c'est que vous commencez à exister professionnellement par vous-même ! »

8/ Virage vers le courtage

Fin des années 1980, début des années 1990 : le mouvement est lancé. Le cabinet Devorsine assure de plus en plus d'entreprises. Parmi ses nouveaux clients, il compte la chambre de commerce, le parc des Expositions de Nantes, des céréaliers du Nord, des écoles privées dont l'important lycée professionnel de La Joliverie, la maison mère des Sœurs de Saint-Gildas-des-Bois ou encore toutes les églises du département de Loire-Atlantique. Le groupe Adrien, spécialisé dans la pêche et l'aquaculture, fait partie des affaires dont Éric est le plus fier, tant pour la taille du groupe, qu'il a convaincu face à d'autres courtiers plus gros que lui, que pour la qualité des relations qu'il établira avec ses dirigeants. Ils traverseront ensemble des crises aussi graves que celles du naufrage du pétrolier *Erika* au large de la Bretagne en décembre 1999, et de la tempête *Xynthia*, quelques mois plus tard.

Cependant, Éric va progressivement se sentir bridé dans le développement du cabinet. Son mandat d'agent général des AGF le lie de façon exclusive à la compagnie. C'est un avantage indéniable mais qui empêche parfois la signature de contrats spécifiques. Certaines entreprises, en effet, ont des demandes particulières auxquelles les AGF ne souhaitent pas donner suite. Ne pas pouvoir répondre à ces

risques précis peut finir par entacher le professionnalisme du cabinet, pense Éric, qui vit très mal le sentiment d'être captif d'un seul et même assureur. Dès lors, il souhaite s'ouvrir vers le courtage pour étendre son offre et satisfaire de nouveaux clients. Encore lui faut-il convaincre les AGF, ce qui n'est pas gagné d'avance.

Dans la négociation qu'Éric entame avec la compagnie en 1992, l'ancienneté, la réputation et la fiabilité du cabinet vont jouer en sa faveur. Jean-Charles Briand se souvient d'une relation singulière entre l'agence et la compagnie : « Quand je faisais des stages d'apprentissage sur les produits aux AGF, je me rendais compte que nous étions beaucoup moins inféodés aux directives de la compagnie que les autres cabinets, témoigne-t-il. Transmis de génération en génération, le cabinet Devorsine était assez atypique au sein des AGF, et le charisme de Monsieur Devorsine lui avait permis de maintenir ses distances. Nous avions beaucoup plus de pouvoirs de souscription et d'indemnisation que les autres agences. Jusqu'à un certain montant d'indemnisation en tout cas, nous étions autonomes. »

Cette relative indépendance, acquise au fil des années sur le professionnalisme et la confiance accordée au cabinet par la compagnie, explique sans doute pourquoi celle-ci accepte qu'Éric conserve son mandat d'agent général tout en développant une activité de courtier. En contrepartie, il prend deux engagements : d'une part, l'activité d'agent général devra progresser annuellement de 10 % de plus que la moyenne de tous les agents de Loire-Atlantique, et d'autre part son chiffre d'affaires de courtier ne devra pas dépasser 50 % du total du cabinet. Autrement dit, son activité d'agent général devra rester prépondérante. Dans le cas contraire, les AGF se réservent le droit de revenir en arrière. Fort de ce compromis, Éric crée une nouvelle entité, Bretagne Atlantique Assurances, pour gérer sa toute nouvelle activité de courtier.

Désormais, deux entités juridiques vont cohabiter au 7, rue Racine : le cabinet Devorsine, agent général des AGF, et Bretagne Atlantique Assurances, courtier en assurances. Selon l'engagement pris par Éric, la première poursuit sa croissance à un rythme soutenu. Son chiffre d'affaires est toujours supérieur de 10 % à la moyenne de celui de tous les agents du département, et frôle même parfois les 30 %. Quant à la seconde, elle décolle progressivement et prend de l'ampleur à la fin des années 1990. Le seuil des 50 % du chiffre d'affaires, qu'elle ne doit pas dépasser, est atteint en 2002. Dès lors, son développement est entravé. Éric n'a d'autre possibilité que de repartir négocier avec les AGF. Cette fois-ci, sa demande est plus délicate. Il demande à la compagnie de pouvoir se libérer totalement de son mandat d'exclusivité et de l'autoriser à transférer son portefeuille d'agent général vers son portefeuille de courtier.

Longue, difficile, parfois tendue, la négociation va se prolonger pendant quatre ans. L'un des points d'achoppement réside dans le fait qu'à l'inverse d'un agent général, un courtier est propriétaire de sa clientèle. Pour les AGF, qui sont donc propriétaires des clientèles de leurs agents généraux, accéder à la demande d'Éric revient à lui céder le portefeuille qu'elles détiennent via son activité historique. Juridiquement, les discussions sont compliquées. Éric reconnaît que les AGF prennent le risque de le voir tout revendre rapidement à une autre compagnie. Alors qu'il a du mal à convaincre les AGF de sa bonne foi, il va bénéficier d'une fenêtre favorable : quatre autres agents généraux, ailleurs en France, montent également au front pour obtenir la même chose. À plusieurs, ils sont plus forts dans la négociation. En 2006, les AGF finissent par accepter.

Pour Éric, c'est l'heure de clôturer l'activité de Bretagne Atlantique Assurances, qui fusionne avec le cabinet Devorsine désormais entièrement dédié à l'activité de courtage. Ce faisant, il renoue avec la toute première activité de son grand-père Henri, courtier en assurances de 1909 à 1919 avant de devenir agent général pour la Compagnie des

assurances générales. La relation exclusive qui liait le cabinet à la compagnie aura duré quatre-vingt-sept ans.

Le 12 janvier 2007, pour marquer la fin de cette longue procédure qui n'a pas été de tout repos, au point de laisser à Éric, plus tard, une grande amertume, celui-ci écrit à Louis de Montferand, alors directeur général des Assurances générales de France, en des termes qui se veulent apaisants.

« Cher Monsieur,

Henri Devorsine, mon grand-père, a créé une agence d'assurances en 1909 à Nantes. Elle est devenue très vite une agence des Assurances générales.

C'était l'époque des rentes viagères en francs-or et des charrettes à cheval... Adolescent, particulièrement attaché à ce grand-père "à la belle allure", je l'ai vu fier de son mandat, portant haut le drapeau de sa compagnie.

98 ans après, le monde, l'économie, les réalités m'éloignent, avec votre accord, des AGF.

Les instructions générales Vie et IARD de 1898 et de 1909 que je vous "restitue" ont traversé trois générations d'assureurs ; elles ont connu les bombardements de Nantes, les déménagements, elles ont résisté au temps qui passe...

Je suis heureux, un peu ému aussi, qu'elles reviennent aux AGF.

J'ai aimé parfois les parcourir ; elles traduisent pour moi cette importance du mandat fondé sur l'exigence de la confiance réciproque. Après mes études, formé par mon père, assureur d'une grande intégrité, je me suis attaché vis-à-vis de vous à honorer mon métier et la confiance que vous m'avez témoignée.

Demain nos échanges seront encore plus économiques. Soyez assuré de ma volonté pour qu'ils soient profitables et dynamiques.

2009... 100 ans d'assurance dans la famille Devorsine à Nantes... Recevez également cette lettre comme la première invitation que je lance avec un peu d'avance.

En vous renouvelant, ainsi qu'aux AGF, ma reconnaissance. »

9/ Équipe renforcée

Si les décennies 1990 et 2000 sont celles de la lente émancipation du cabinet Devorsine, elles sont également jalonnées d'étapes marquantes pour la vie de l'entreprise et son environnement économique.

En 1996, sous le premier mandat de Jacques Chirac élu président de la République un an plus tôt, le gouvernement d'Alain Juppé lance une série de privatisations. Nationalisées cinquante ans plus tôt au sortir de l'après-guerre, les AGF sont concernées. Après un bras de fer avec la compagnie italienne Generali, c'est le groupe allemand Allianz qui s'empare de 58 % du capital des AGF. Dix ans plus tard, Allianz fera l'acquisition du reste du capital. Désormais propriété du groupe à 100 %, la marque commerciale AGF disparaîtra au profit d'Allianz en 2009.

À Nantes, loin des décisions politiques et des grandes manœuvres boursières, le cabinet Devorsine n'est pas impacté et poursuit sa route. Éric repense peu à peu l'organisation de l'agence héritée de son père, dans laquelle les services risques automobiles, risques industriels, risques habitations, ou encore les services sinistres ou comptabilité étaient relativement cloisonnés. Les méthodes de travail évoluent, les missions des salariés également. Progressivement, les postes deviennent plus généralistes, plus polyvalents, ce qui permet à chacun de toucher un peu à tous les rouages de l'assurance, de la souscription du client à son indemnisation en passant par la gestion de son contrat. Pour les collaborateurs, le travail est plus enrichissant. Quant au client, il apprécie de n'avoir généralement qu'un seul interlocuteur, même si au cabinet chacun cultive son domaine d'expertise et peut apporter de l'aide à un collègue sur un point précis. « Monsieur Devorsine a organisé son cabinet de manière à donner beaucoup de responsabilités à chacun de ses collaborateurs, tout en leur laissant une grande autonomie et en leur faisant confiance », témoigne Chrystelle Forest, qui a rejoint l'équipe en 1997.

Avec Chrystelle, Christophe Barrière en 1995 et Patricia Durand en 1998, l'équipe est résolument renforcée dans les années 1990. Tous trois y resteront fidèles plusieurs décennies et poursuivront l'aventure lors du passage du cabinet dans les mains de la quatrième génération de Devorsine, en 2015. Patricia, qui a pris sa retraite en 2024, se souvient de ses premiers pas à l'agence : « À l'époque, on faisait encore tout sur papier. Je nous revois au téléphone, à travailler sur une pile de trois, quatre ou cinq gros dossiers ouverts sur notre bureau. La GED est arrivée quelque temps après. » La GED, pour « gestion électronique des données », va s'immiscer peu à peu dans le quotidien de l'agence, tout comme Internet, à la fin des années 1990. Mais tout ne va pas changer du jour au lendemain et les collaborateurs vivent alors les derniers temps d'une époque qui nous paraît désormais très lointaine. « Nous avons d'abord eu des liaisons extranets avec les compagnies d'assurances, précise Christophe Barrière. Nous avions de très gros ordinateurs avec des écrans noirs sur lesquels on écrivait en orange ou en vert. On communiquait aussi par fax, sur des rouleaux thermiques. On imprimait tous les documents que l'on conservait dans des gros dossiers à sangle, un pour chaque client, stockés dans d'énormes armoires métalliques. »

Les bureaux également vont évoluer : en 2003, lors de la faillite de la Compagnie générale d'assurances nantaise, située un peu plus haut dans la rue Racine, le cabinet rachètera quelques meubles à l'entreprise en liquidation. L'équipe traversera la rue pour aller les chercher elle-même. « Fini les bureaux gris et en métal ! Les nouveaux bureaux étaient plus modernes, plus pratiques, avec beaucoup plus de couleurs et de charme », se souvient Jean-Charles Briand. Auparavant, un coup de peinture et une nouvelle moquette ont permis de rajeunir un peu les locaux, qui n'avaient pas beaucoup changé depuis les années 1940.

En 1998, l'épisode mouvementé de la scission du cabinet Devorsine-Gouverneur connaît un épilogue étonnant. Il faut remonter près

de trente ans en arrière, lorsque Joseph Barbeau, l'ancien fondé de pouvoir du cabinet, a décidé de suivre Alfred Gouverneur lors de la séparation des deux associés. En 1975, Joseph Barbeau s'est associé avec Alfred Gouverneur. Quand celui-ci est parti en retraite, à la fin des années 1970, il lui a vendu ses parts. Puis, quand Joseph Barbeau a cessé son activité dans les années 1980, un certain Patrick Barbé les lui a rachetées. Et quand celui-ci prend sa retraite à son tour, en 1998, c'est à un certain... Éric Devorsine qu'il revend son cabinet ! « Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne s'agit pas d'une histoire de revanche posthume sur Alfred Gouverneur, tient à préciser Éric. Je n'ai pas passé ma vie à me dire que je devais racheter ce cabinet. L'opportunité s'est présentée de grossir, je l'ai saisie. Mais de fait, son portefeuille était constitué en partie de clients qui avaient travaillé avec mon père avant de partir avec Alfred Gouverneur. En rachetant le cabinet Barbé, ils sont revenus dans le cabinet Devorsine. Ce n'était qu'une coïncidence, mais c'était comme la cerise sur le gâteau ! » Plus gros, mieux organisé, le cabinet Devorsine avale sans difficulté le cabinet Barbé, dont les trois collaborateurs s'empressent de démissionner ou de faire valoir leurs droits à la retraite.

Au tournant du millénaire, alors que le cabinet poursuit son développement rapide aussi bien dans le cadre de son mandat d'agent général AGF que dans celui de son activité de courtier, le monde est brutalement tétanisé par les attentats de New York, le 11 septembre 2001, où périssent près de trois mille personnes dans l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center. Éric, qui, comme on le verra bientôt, est déjà président de la CGPA (Caisse de garantie des professionnels de l'assurance), se trouve alors à Monaco... « Chaque année, début septembre à Monaco, il y a un événement lors duquel toutes les sociétés de réassurance du monde se rencontrent, raconte-t-il. C'est une réunion assez incontournable qui regroupe plusieurs milliers de personnes. Le 11 septembre a eu lieu pendant ce rassemblement, où tous les réassureurs américains étaient présents... Le lendemain matin, j'ai été confronté physiquement à des réassureurs hagards, dont

les équipes étaient dans les tours, et qui avaient perdu la totalité de leurs collaborateurs. Nous étions tous à prendre conscience de l'événement d'une manière incroyablement violente... »

Rapidement, face à une situation mondiale plus qu'incertaine, les compagnies d'assurances procèdent à des augmentations très importantes de leurs primes, de l'ordre de 50 %, et parfois plus. Éric, qui ne peut que constater ces hausses de tarifs, n'entend pas laisser ses clients sans explication. Il confectionne un épais dossier de presse qu'il leur envoie pour leur montrer que le contexte pousse les assureurs du monde entier à procéder de la sorte. « C'est un travail d'explication qui je pense a été bien perçu, estime-t-il. Je l'ai fait plusieurs fois, quand il y avait des hausses imposées par les assureurs en réponse à un certain contexte. » C'est sans doute le genre d'attention qui a permis à Éric de se forger au fil du temps une réputation d'assureur intègre à l'écoute de ses clients.

10/ Grand écart

Quelques années auparavant, Éric avait franchi une étape importante dans sa carrière. Au milieu des années 1990, la CGPA, une société d'assurances qui assure la responsabilité civile professionnelle des agents et des courtiers d'assurances, se cherche un administrateur. Éric ne laisse pas passer sa chance et entre au conseil d'administration. En 1997, il en devient vice-président, puis président en 1999, lors du départ en retraite de son prédécesseur.

Pour Éric, les années 2000 sont celles du grand écart dans sa vie professionnelle. Il passe désormais la moitié de son temps à Paris, dans les locaux de standing de la CGPA où il dispose d'un vaste bureau meublé selon ses choix. Sa fonction de président d'une société d'assurances française est non seulement intéressante, mais également très enrichissante. Elle lui permet de côtoyer l'élite de la profession avec laquelle ses discussions portent sur les stratégies structurelles

du monde de l'assurance. Ses responsabilités passent encore un stade supplémentaire lorsqu'en 2004, à la suite d'une directive européenne, le groupement des associations professionnelles d'intermédiaires d'assurances à but non lucratif (le Bipar, Bureau international des producteurs d'assurances, créé dans les années 1950) a pris de l'importance. Du fait de sa réputation et de son appartenance à la CGPA, Éric sera désigné pour y représenter la France au nom des agents généraux. Il suivra l'actualité de l'assurance à Bruxelles, notamment la réforme sur la transparence des commissions.

À Nantes, où le cabinet poursuit son développement, Éric sait qu'il peut s'appuyer sur ses collaborateurs, en qui il a toute confiance, pendant ses fréquentes absences. Cependant, lorsqu'il descend des hautes sphères parisiennes et revient rue Racine où il tient à se tenir informé des dossiers en cours, il éprouve souvent un décalage difficile à gérer. Il jongle entre les mails liés à ses fonctions parisiennes et ceux qui concernent la vie du cabinet. Mais passer de l'impact d'une directive européenne sur le travail des agents d'assurances à la gestion d'un dégât des eaux dans une entreprise de Loire-Atlantique lui permet aussi de garder les pieds sur terre et de ne pas perdre de vue le ressort principal de son métier d'assureur : la relation client. Dans les bureaux du cabinet, il a fait encadrer une affiche éditée par la chambre de commerce de Bruxelles, que ses enfants, plus tard, garderont pour l'accrocher dans les nouveaux locaux du boulevard Guist'hau :

Qu'est-ce qu'un client ?

Le client est la personne la plus importante de cette maison, qu'il se manifeste en personne, par écrit ou par téléphone.

Le client ne dépend pas de nous, c'est nous qui dépendons de lui.

Un client n'est pas un gêneur ; il n'interrompt pas notre travail, il en est le but. Nous ne lui faisons pas une faveur en le servant, mais il nous en fait une en nous donnant l'occasion d'agir ainsi.

Un client n'est pas quelqu'un qu'il faut vaincre ou combattre. Personne n'a jamais eu raison d'un client.

Un client est un personnage qui nous apporte ses désirs. C'est notre métier de les réaliser le plus heureusement pour lui et pour nous-mêmes.

Voilà ce qu'est un client – dans notre profession et dans toutes les autres.

Patricia Durand témoigne de cet état d'esprit quotidiennement mis en application. « J'ai souvent entendu un client me dire que s'il reste avec nous c'est parce qu'il sait à qui s'adresser à la moindre question, se souvient-elle. C'est ce que j'ai beaucoup aimé : notre relationnel, notre proximité avec le client. Monsieur Devorsine a toujours cherché à nous l'inculquer. C'est la raison principale de la fidélisation de notre clientèle. Combien de fois nous a-t-il parlé de *l'intuitu personæ*, c'est-à-dire de la part des qualités humaines nécessaire à la signature et à la vie d'un contrat ? »

En 2008, alors qu'Éric doit laisser sa place à la tête de la CGPA à son confrère et ami Guy Basquet, celui-ci décède prématurément. Éric sait bien que cette fonction l'accapare trop, au détriment de son cabinet et de sa famille. Alors que Corinne et lui se séparent – ils divorceront en 2011 – il décide de se représenter et son mandat est renouvelé. Atteint par la limite d'âge, il quittera la présidence de la compagnie en 2014, tout en conservant pour quelques années encore des responsabilités dans la branche Europe de la CGPA.

11/ Papou, Maminette

Le 3 décembre 2004, Pierre Devorsine meurt à l'âge de 90 ans, d'une forte fièvre due à une infection. Trois jours plus tard, ses obsèques ont lieu en l'église Saint-Similien. « Pour lui, le discret, voire l'effacé, l'église est pleine ! » note Marie-Antoinette dans ses mémoires, avant de poursuivre : « Nous remarquons la présence d'Alfred Gouverneur. En effet, depuis leurs retraites simultanées, Pierre (aux sorties journalières) et lui se rencontraient souvent. Un jour, en rentrant, il me dit : "Gouverneur m'a salué"... Puis, après quelque temps : "Nous échangeons quelques mots." Le pardon ! »

« C'était un poète, un littéraire. Je pense qu'il a dû se faire violence pour aller démarcher de nouveaux prospects dans les assurances ! Mais ça a fonctionné. Il a tenu le cabinet. Il a élevé sa famille... Il a fait ce qu'il avait à faire », témoigne Jean-Pierre en repensant à son père aujourd'hui. « C'était un rêveur, un collectionneur, renchérit Jérôme, qui a vécu longtemps seul avec ses parents après le départ de ses frères et de sa sœur, plus âgés. Il collectionnait plein de trucs, les bouchons, les boîtes de camembert... Il y en avait partout ! Passage Saint-Yves, il y avait un vieux bahut dans le couloir. Je passais des soirées à fouiller là-dedans. Papa découpait des articles de journaux sur plein de thèmes, les trains, les bateaux, les maisons, des histoires de la ville de Nantes... Il les glissait dans des bouquins qui parlaient de la même chose. On en retrouve encore régulièrement. »

Quant à Anne, c'est à sa captivité pendant la guerre qu'elle pense en premier lorsqu'elle fouille dans ses souvenirs : « Je pense que cet épisode a fragilisé papa pendant toute sa vie. Il était atteint de ce que l'on appelle un "tremblement essentiel", dont j'ai d'ailleurs hérité. Il tremblait beaucoup, notamment de la tête. Je ne serais pas étonnée d'apprendre que sa captivité l'a traumatisé au point d'en être à l'origine... »

Laurent, le troisième fils d'Éric – le premier de son second mariage –, devait avoir 10 ans lorsqu'un jour, à Saint-Gildas, alors qu'il dessinait l'une de ces scènes de guerre que les enfants aiment à reproduire, son père lui avait demandé d'effacer immédiatement les croix gammées dont il avait affublé quelques avions, de peur que Pierre ne tombe sur le dessin. « Je crois que Papou était vraiment traumatisé par les Allemands et par sa détention » en déduit Laurent, avant de poursuivre : « Je me rends compte aujourd'hui que diriger une boîte, aussi petite soit-elle, demande énormément d'énergie. Papou avait sans doute laissé une part de son énergie là-bas, en Prusse orientale. Il est mort dix ans avant que je reprenne le cabinet avec Frédéric. Je ne sais pas ce qu'il en aurait pensé. Peut-être qu'il aurait eu peur que l'on vive la même expérience que lui, pas très heureuse. Je pense qu'il se disait que l'épanouissement personnel ne passe pas forcément par la carrière professionnelle. » Éric, de son côté, n'a pas de doute sur le sujet : « Si mon père voyait que mes enfants ont repris le cabinet, il serait content, il serait fier », affirme-t-il.

En 1979, Pierre et Marie-Antoinette avaient acheté un petit appartement à Embrun, dans les Hautes-Alpes, pour profiter des lumières du Sud et des paysages du lac de Serre-Ponçon. Ils l'avaient revendu dix ans plus tard pour mieux se consacrer à leur maison de Saint-Gildas qui, tel un amer sur son rivage, a servi de repère à la famille jusqu'à ce que Marie-Antoinette se résolve à la vendre à son tour, en 2006, deux ans après la mort de Pierre. « Ce fut pendant trente-cinq ans une vraie maison de famille, à laquelle à nous tous nous avons donné une

âme... De belles réunions de famille, chez Éric souvent, ont maintenu un lien fort entre nos enfants et nos petits-enfants », écrit encore Marie-Antoinette, qui fait ici allusion à une maison acquise par Éric et Corinne sur l'île aux Moines, au cœur du golfe du Morbihan, non loin de Saint-Gildas-de-Rhuys. Quant à *La Grillère*, à Guérande, une autre maison où la famille Devorsine compte beaucoup de souvenirs pour y avoir notamment passé de nombreux Noël, elle a été vendue à la mort de Lucienne Gouraud, en 1995. Lucienne et Michel – mort en 1983 – n'ayant pas eu d'enfants, c'est Monique et Pierre qui en avaient hérité. « Mais ils l'ont vendue très vite, précise Éric. Mon père n'a pas voulu la garder. Il était terrorisé par les droits de succession à payer ! Personnellement, je le regrette. À la réflexion, je l'aurais bien gardée dans la famille... »

Veuve, Marie-Antoinette restera encore cinq ans dans l'appartement du passage Saint-Yves, qu'elle vendra en 2009 pour acheter un logement plus adapté à son grand âge, aux Arcadies, une résidence de retraite non loin du parc de Procé. Maminette, comme l'appelaient ses petits-enfants, meurt en 2018, à l'âge de 97 ans. « C'était une femme très aimante, témoigne Henri, le dernier fils d'Éric, qui avait 26 ans à la mort de sa grand-mère. C'est un peu elle qui nous réunissait. Elle était toujours de bonne humeur, jamais fatiguée... Un peu la chef de la famille, en quelque sorte. Nous étions tous proches d'elle, je pense, particulièrement Cyrille et Stanislas dont elle s'est beaucoup occupée quand ils étaient petits. » Une femme avec beaucoup de caractère, abonde Frédéric : « Maminette, c'était mon père en version féminine. Elle dirigeait la maison, elle était très méticuleuse sur beaucoup de choses. Elle avait un certain sens de l'étiquette et pour autant une grande bienveillance, un amour profond pour ses petits-enfants. On la sentait heureuse de nous avoir autour d'elle. C'était des bonheurs simples, elle nous faisait au goûter d'énormes tartines de pain grillé, du beurre au sel de Guérande, du chocolat pâtissier râpé sur la tartine, un fond de grenadine avec de l'eau pétillante, et c'était magique ! »

Marie-Antoinette est décédée quelques semaines avant le mariage de Frédéric, qui se souvient d'elle alitée mais avec encore assez de forces pour dicter à Éric le faire-part de mariage, car elle trouvait que les choses n'allaient pas assez vite... Cette énergie qui la fuit au crépuscule de sa vie, elle parviendra à en garder un peu pour terminer ses mémoires juste avant sa mort, achevant ainsi de coucher sur le papier un long voyage dans le temps, des lointains ancêtres jusqu'à la transmission du cabinet à la quatrième génération de Devorsine, en passant par les épreuves des conflits mondiaux, les réussites professionnelles, les mariages dans des lieux prestigieux ou les maisons qui ont tant compté dans l'histoire de la famille. « Et puis, elle a fait comme une tournée d'adieu avant de décéder, conclut Laurent. Elle est allée voir tous ses petits-enfants, quasiment un à un. On a un peu le sentiment qu'elle a mis ses affaires en ordre, qu'elle est allée déjeuner ou dîner avec tout le monde, et puis elle est partie, sans doute apaisée... »

12/ Effort, détente

Au cabinet, où l'on ne compte toujours pas plus de sept ou huit collaborateurs dans les années 2000, l'atmosphère est studieuse. Chacun se sent valorisé par l'autonomie qu'Éric accorde à son équipe en son absence. « Monsieur Devorsine nous faisait confiance, se souvient Patricia Durand. Il essayait de nous tirer vers le haut. Il n'hésitait pas à nous envoyer dans les compagnies pour négocier nos propres dossiers. Normalement, ce sont les responsables des sociétés de courtiers qui montent au front, pas les employés. Il nous donnait plus de responsabilités que nous pouvions en attendre. »

Mais gare aux erreurs ou aux approximations lorsqu'Éric refait surface rue Racine entre deux déplacements. « Soyons honnêtes, Monsieur Devorsine manageait un peu par le stress, raconte Christophe Barrière. Il fallait que les choses aillent vite et bien. Il était très exigeant et pouvait pousser de sacrés coups de gueule.

Entre collègues, on le sentait et on se prévenait de son éventuelle mauvaise humeur. C'était un autre type de management que ce que l'on connaît aujourd'hui, assez autoritaire, mais qui a porté ses fruits car le cabinet s'est énormément développé. Monsieur Devorsine pouvait être dur, mais il était très juste et pouvait aussi bien ne pas être avare de compliments selon les circonstances. »

Force est de constater qu'il y a eu très peu de *turnover* dans le cabinet Devorsine. La plupart des salariés sont restés fidèles et témoignent d'une véritable culture d'entreprise insufflée par Éric, propre à créer une cohésion, un sentiment d'appartenance, une fierté de contribuer au développement d'une agence où les valeurs humaines n'étaient pas qu'une illusion. « Mais c'était une autre époque, souligne Chrystelle Forest. Celle du vouvoiement, par exemple, qui a disparu quand Laurent et Frédéric ont repris le cabinet. Celle d'une certaine distance courtoise. Éric Devorsine, nous l'avons toujours appelé "Monsieur Devorsine". À l'époque, c'était impensable d'appeler son dirigeant par son prénom ! Et même entre collaborateurs, il nous fallait beaucoup de temps pour passer au tutoiement. »

Sans management intermédiaire pour jouer les courroies de transmission, Éric relâche rarement la pression sur ses collaborateurs. S'il leur délègue l'exécution des process, il contrôle tout avec minutie. « C'était une sorte d'artisan de l'assurance dans le sens le plus noble qui soit, constate Laurent, qui a travaillé deux ans avec son père avant de reprendre le cabinet avec Frédéric. Il n'avait pas d'autres associés et son entreprise était sans doute sous-dimensionnée pour lui permettre d'alléger la pression. » De fait, Éric a bien du mal à faire le vide lorsqu'il en a l'occasion. Ses enfants se souviennent des longs trajets vers le sud de la France quand ils partaient en vacances, pendant lesquels Éric passait sa journée au téléphone à dicter ses courriers à ses collaborateurs. « En congés, je pense qu'il arrivait à déconnecter, avance Henri. On faisait beaucoup de bateau. Mais une demi-journée par semaine, peut-être deux, papa travaillait. Il appelait

le cabinet pour faire le point sur les dossiers qui n'avaient pas été finalisés avant son départ. La relation client, toujours ! »

Pour autant, l'équipe du cabinet Devorsine sait aussi s'aménager des temps de détente. Les premiers Noël du cabinet sont organisés dans les années 2000. « C'était une période très sympa, se remémore Chrystelle Forest. Certains collaborateurs fondaient leur famille à cette époque. Les conjoints et les enfants participaient à ces Noël, qui sont devenus des temps incontournables de l'entreprise jusqu'à aujourd'hui. Je crois que Monsieur Devorsine appréciait ces moments conviviaux. » Un traiteur est sollicité, des jeux organisés, des cadeaux échangés. Les enfants d'Éric s'en souviennent comme de leurs premiers vrais contacts avec le cabinet, qui conserve précieusement des albums photos où figurent en bonne place ces soirées de Noël. Il y a aussi les galettes des rois partagées entre les collaborateurs, les attentions pour les anniversaires, les viennoiseries du matin apportées par l'un ou par l'autre sans raison particulière... sans oublier un week-end mémorable passé par toute l'équipe dans le golfe du Morbihan, à l'île aux Moines, dans la maison d'Éric.

Les collaborateurs du cabinet vont également s'impliquer dans une aventure entrepreneuriale tout à fait différente de l'assurance. Dans les années 1980, le frère d'Éric, Jean-Pierre, a monté une société de production audiovisuelle, Via Découverte. Profitant du désintérêt des chaînes de télévision nationales pour la production de films en interne, Jean-Pierre se lance dans la production de films documentaires à destination d'émissions phares du paysage audiovisuel, telles que *Thalassa* ou *Faut pas rêver*. Via Découverte réalisera et produira plus d'une centaine de films dans les années 1990 et 2000. « Jean-Pierre était la cheville ouvrière de Via Découverte et portait beaucoup de choses sur ses épaules, se souvient Éric. À un certain stade du développement de l'entreprise, il a ressenti le besoin de s'appuyer sur une structure fiable au niveau administratif et financier. Il m'a proposé de devenir gérant de Via Découverte. Pendant une quinzaine d'années, le

cabinet Devorsine a géré les comptes de l'entreprise et lui a procuré le cadre administratif qui lui manquait. Via Découverte rémunérait le cabinet, ce qui nous permettait de dégager le temps nécessaire à sa gestion. Ce compagnonnage a compté dans l'histoire du cabinet. »

En 2009, le cabinet Devorsine ne laisse pas passer l'opportunité de fêter ses 100 ans lors d'une soirée mémorable qui marquera les esprits des collaborateurs, des clients, des assureurs, de la famille, des amis et de toutes les personnes liées de près ou de loin à l'entreprise familiale. Pour Catherine Prud'homme, la compagne d'Éric qu'il a rencontrée quelque temps plus tôt, c'est l'occasion de rencontrer la famille Devorsine et l'univers professionnel dans lequel il évolue. « Alors que je traversais une période difficile, Catherine est entrée dans ma vie et m'a stabilisé, raconte Éric avec le recul. Cette rencontre m'a sans doute permis de poursuivre ma carrière. Si je n'avais pas retrouvé une certaine harmonie de vie, qui sait si je n'aurais pas vendu le cabinet ? »

Au cinéma Gaumont, place du Commerce, les invités assistent à la projection du film *Océan de plastique* produit par Via Découverte. Après la séance, ils n'ont que quelques dizaines de mètres à faire pour rejoindre le passage Pommeraye – assuré par le cabinet Devorsine –, privatisé pour l'occasion, où cocktail et dîner de grand standing les attendent dans un cadre exceptionnel.

13/ Diversification

Dans le courant des années 2000, Éric parvient progressivement à l'objectif qu'il s'est toujours fixé : réduire à sa portion congrue la part des particuliers dans le chiffre d'affaires du cabinet. Alors qu'ils comptaient pour plus de 90 % de l'activité au début des années 1970, ils en représentent désormais moins de 10 %. Par ailleurs, le métier de l'assurance aux particuliers a beaucoup évolué en quarante ans. Le nombre d'acteurs habilités à commercialiser des produits d'assurance

s'est multiplié. Des mutuelles professionnelles créées dans les années 1970 à la vente sur Internet en passant par les banques, La Poste et même certaines enseignes de grande distribution, plusieurs dizaines de milliers d'intermédiaires d'assurances exercent désormais sur le territoire national. En bref, la concurrence a explosé, légitimant d'autant plus la stratégie d'Éric de tout miser sur les entreprises, dont les besoins complexes nécessitent des contrats et un suivi sur mesure. Un créneau d'experts sur lequel la concurrence est moindre, mais qui n'est pas sans risque.

En effet, le portefeuille s'est concentré sur un nombre moins important de clients mais aux chiffres d'affaires beaucoup plus conséquents. Les vingt premiers d'entre eux génèrent plus de 50 % de l'activité ! Autrement dit, si la croissance et la rentabilité du cabinet Devorsine se sont considérablement renforcées, il en est paradoxalement plus vulnérable. Il suffit de la défection de quelques gros clients pour amputer sérieusement son chiffre d'affaires. Dès lors, pour pallier cette faiblesse, Éric va tenter de diversifier les activités.

Depuis le développement des mutuelles d'entreprises qui protègent les salariés, Éric constate que ces derniers se retrouvent sans filet à l'heure de leur retraite et se voient dans l'obligation d'aller chercher eux-mêmes une mutuelle sur le marché. Il imagine un contrat d'assurance complémentaire santé sur mesure passé avec les entreprises, auquel les anciens salariés peuvent adhérer sans pour autant déséquilibrer les comptes de la mutuelle. En 2005, il lance une nouvelle entité, Prosafe, pour commercialiser ce nouveau produit, et crée un poste dédié. « Nous l'avons développé pendant quelques années mais cela n'a pas très bien marché, concède-t-il. Je voyais bien que c'était difficile et je n'avais pas le temps de m'en occuper. J'ai alors pensé à faire évoluer Prosafe vers un nouveau produit : Accès Emprunt. »

À nouveau, Éric part d'un constat : pour cause de risques aggravés liés le plus souvent à la santé, de nombreuses personnes ne parviennent

pas à emprunter car leur dossier est refusé par l'assurance de l'établissement bancaire. Leur projet de vie tombe alors à l'eau, provoquant des situations humaines délicates. Or, en 2010, Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie et des Finances, a fait passer une loi qui n'oblige plus l'emprunteur à souscrire à l'assurance proposée par la banque. Ce marché est désormais ouvert à la concurrence entre les assureurs. « Je me suis dit qu'il y avait quelque chose à faire, raconte Éric. J'ai imaginé Accès Emprunt comme une assurance emprunteur avec risques aggravés, commercialisée uniquement sur Internet. Il y avait certes un investissement en temps de notre part au début, lorsqu'il faut négocier le contrat d'assurance. Mais passée cette étape, nous allions toucher un petit pourcentage sur chaque mensualité, créant ainsi une récurrence de chiffre d'affaires sur une très longue durée. »

Sur le papier, l'idée est séduisante et pourrait permettre au cabinet Devorsine de renouer avec l'assurance aux particuliers, d'autant plus que l'utilisation d'une plateforme de vente sur Internet supprimerait le démarchage porte-à-porte et allégerait les process. Mais une fois de plus, Éric n'a pas le temps de s'atteler au développement de ce nouveau produit. Il lui faut trouver quelqu'un pour s'en charger. Le timing est parfait : Laurent a terminé ses études. Il vient d'entamer une carrière dans la finance mais n'a que 27 ans. Il est encore temps, pour Éric, de lui parler du cabinet.



Quatrième génération

Laurent,
Frédéric,
Henri

1/ Premiers pas de Laurent et Frédéric au cabinet

Dix ans plus tôt, en 2003, Laurent est parti vivre au Canada où il a décroché son bac au lycée français de Toronto, avant d'enchaîner par HEC Montréal dont il est sorti diplômé en 2009. Revenu en France, il ajoute à son CV un master spécialisé en finance à l'ESCP Business School et travaille quelques mois dans un cabinet d'analyse financière, à Paris. Un soir, Éric lui annonce que l'heure de sa retraite va bientôt sonner et qu'il pense à vendre le cabinet. À bon entendeur...

« C'est bizarre, raconte Laurent aujourd'hui. Je voulais absolument travailler dans la finance. En tout cas, je n'avais jamais été intéressé par l'idée de reprendre l'entreprise familiale. Le monde de l'assurance ne m'attirait pas. Mais dans le même temps, le côté liberté de l'entrepreneuriat me plaisait. Quand papa m'a conseillé de m'y intéresser, j'y ai vu une opportunité entrepreneuriale. Sur ses conseils, j'ai rencontré quelques personnes clés de son réseau, et j'ai fait le pas : j'ai postulé à l'Enass, l'École nationale d'assurances, pour passer un master spécialisé risques d'entreprises, en 2012. » Laurent, cependant, a pris soin d'assortir son engagement de rejoindre le cabinet à une condition : que Frédéric soit également intéressé par l'aventure.

Alors que quelques mois le séparent du début de son cursus à l'Enass, Laurent décide de les passer au cabinet pour ne pas perdre de temps. Éric a justement besoin de renfort pour approfondir son idée d'assurance emprunteur. Sur un bureau provisoire aménagé à la hâte dans une partie de la cuisine, rue Racine, Laurent va s'y coller d'arrache-pied, oscillant entre l'étude de marché et l'élaboration d'un modèle économique qui devra reposer entièrement sur Internet. À l'Enass, il poursuit ses recherches sur le sujet jusqu'à y consacrer son mémoire de fin d'études, qui reçoit les félicitations du jury : « De l'opportunité de développer une plateforme d'assurance emprunteur pour un courtier ».

Entre-temps, Frédéric, qui suit le cursus de l'Idrac Business School de Nantes, est parti en échange universitaire en Corée du Sud, puis aux États-Unis, au Presbyterian College de Clinton, en Caroline du Sud. C'est là qu'Éric lui rend visite. Frédéric se rappelle très bien cette balade sur le campus, pendant laquelle son père lui a demandé s'il serait intéressé par la reprise du cabinet. Et il se souvient de lui avoir répondu : « Pourquoi pas, mais je ne le ferai jamais sans Laurent ! » Et cela tombe bien : Éric en a parlé quelque temps auparavant à Laurent, qui s'est laissé tenter. « Si Laurent et moi avons répondu de la même manière, poursuit Frédéric, c'est que nous avons sans doute déjà conscience de nos personnalités complémentaires. Cela me rassurait, je ne me voyais pas porter seul le devenir de l'entreprise familiale. Et puis si nous voulions voir grand, il fallait au moins être tous les deux. »

Ainsi se mettent en place, au début des années 2010, les conditions d'une passation familiale du cabinet Devorsine.

2/ Cyrille reprend Prosafe

En 2013, diplôme de l'Enass en poche, Laurent fait officiellement ses débuts au cabinet. Sa première mission s'impose d'elle-même : développer la plateforme Internet d'Accès Emprunt. Éric y investit 30 000 euros. Le site est consulté de toute la France, et même de l'étranger, et les demandes ne tardent pas. C'est une niche, certes, mais dans laquelle peu de concurrents osent s'aventurer, refroidis par les risques aggravés tels que les métiers dangereux, l'âge des clients ou les problèmes de santé. Creusant son sillon, le cabinet Devorsine passe un partenariat avec le Sidaction pour faciliter l'accès à l'emprunt aux personnes séropositives.

Cependant, Laurent n'entend pas s'en tenir à l'assurance emprunteur pour redynamiser le cabinet. En effet, force est de constater que celui-ci a atteint une certaine vitesse de croisière à la fin des années

2010. Depuis, le chiffre d'affaires est certes conséquent mais il stagne, le nombre de clients entreprises restant lui aussi relativement stable. Quitte à reprendre l'affaire, autant la développer, pense Laurent, qui décide de s'intéresser à l'assurance de syndic de copropriétés et d'en faire une branche d'activité supplémentaire. Pour y parvenir, il compte sur Frédéric, qui rejoint le cabinet en 2015, après avoir lui aussi décroché le master de l'Enass et travaillé trois ans dans un cabinet de courtage spécialisé dans l'assurance construction. Il est sur la même longueur d'onde que son frère : « Certes, ce n'est pas anodin de reprendre un cabinet qui porte le nom de la famille, souligne Frédéric. Mais je me dis aussi que si on le reprend, c'est pour ouvrir une nouvelle page. » Tandis que Laurent occupe le bureau qui fût celui de son grand-père Pierre du temps de son association avec Alfred Gouverneur, Frédéric s'installe dans celui que son arrière-grand-père Henri occupait de 1945 à 1954.

Baptisé Devorsine Immobilier, ce nouveau défi porte sur un risque difficile. Éric en sait quelque chose, qui assurait de nombreux syndics lorsqu'il était agent général, jusqu'à les perdre tous d'un seul coup lorsqu'Allianz a souhaité s'en détourner. Sans les en dissuader, il a d'ailleurs mis en garde ses enfants en leur suggérant de trouver rapidement plusieurs compagnies et de surveiller tout cela comme le lait sur le feu. Avec le recul, il n'est pas peu fier de constater que Laurent et Frédéric ont réussi à développer cette branche en obtenant le soutien de plusieurs fournisseurs. « Ils ont désormais une réputation nationale sur le sujet », se réjouit-il.

Le projet portera donc ses fruits quelques années plus tard. Mais pour l'heure, il demande à Laurent et Frédéric une énergie considérable. Ils doivent éviter de se disperser et faire des choix. Dès lors, Accès Emprunt n'est plus leur priorité. Le hasard faisant bien les choses, leur frère Cyrille, aîné de la première fratrie, qui travaille depuis quatorze ans au développement des événements du parc des Expositions de Nantes, arrive au bout de cette expérience professionnelle. « Je n'ai

pas souhaité continuer dans l'événementiel, explique-t-il aujourd'hui. Je voulais changer d'horizon et reprendre une entreprise. Et c'est là que mon père m'a proposé de reprendre Prosafe, qu'il avait déjà en partie vendu à Laurent et Frédéric. Je me souviens très bien, c'était un week-end de Pâques, à l'île aux Moines. Il me dit : "L'entreprise végète au cabinet, elle a des codes ouverts auprès des assurances, dis-moi si cela t'intéresse." Je m'y suis intéressé. »

Avec l'aide d'Éric qui le forme à quelques rudiments pendant un trimestre, Cyrille se lance donc à son tour dans l'aventure de l'assurance. En 2018, tout en suivant une formation pour obtenir le droit d'exercer la profession de courtier, il réalise sa première année complète et décide d'entériner son virage professionnel : en 2019, il rachète la totalité des parts de Prosafe, qui commercialise Accès Emprunt, à son père et à ses frères. Il en est désormais l'unique actionnaire et sous-loue un bureau au cabinet Devorsine, ce qui lui permet de rester lié à ses frères dont il partage l'écosystème tout en restant entièrement indépendant du cabinet Devorsine. Après Laurent et Frédéric, Cyrille est comme « un nouveau successeur d'Henri, Pierre et Éric ! » écrit Marie-Antoinette dans les dernières pages de ses mémoires, quelques jours avant sa mort. On imagine son réconfort, au soir de sa vie, à voir l'entreprise familiale, pour laquelle son mari s'est tant battu, reprise par une quatrième génération de Devorsine.

3/ Sur L'Astrolabe

Le 31 décembre 2015, Éric prend sa retraite après quarante-cinq ans d'une carrière entièrement consacrée au rayonnement du cabinet Devorsine. Il va conserver encore quelque temps ses responsabilités dans la branche Europe de la CGPA qu'il a créée en 2012 et s'aménagera un bureau chez lui, rue Gabriel-Luneau, pour les remplir à mi-temps.

Peu avant, Éric a transmis l'entreprise à Laurent et Frédéric. À respectivement 29 et 27 ans, le duo se retrouve seul à la barre d'une aventure lancée plus d'un siècle plus tôt par leur arrière-grand-père. Le poids des années pourrait peser sur leurs épaules, mais il n'en est rien. « À vrai dire, nous n'avons jamais ressenti d'obligation de reprendre l'entreprise familiale, disent les deux frères. Et nous n'avons pas l'impression que notre père, notre grand-père et notre arrière-grand-père nous regardent en permanence. On a d'ailleurs suffisamment de pression en tant que chef d'entreprise pour ne pas s'en rajouter ! »

Pour Éric, en effet, la transmission du cabinet à ses enfants n'a jamais été une priorité. Il aurait sans doute regretté de le voir sortir de la famille mais n'en aurait pas fait une maladie, dit-il, avant d'ajouter sans détour : « Si je n'avais pas eu confiance en Laurent et Frédéric, j'aurais sans doute préféré le vendre à quelqu'un d'autre. Ce qui me plaisait avant tout, c'est qu'ils aient leur propre entreprise. Je trouve ça formidable de pouvoir piloter une boîte. Et si, en plus, c'est la boîte familiale... ! » D'ailleurs, si Éric était resté agent général d'Allianz, un mandat dans lequel il se sentait étriqué, captif d'un seul assureur, obligé d'obtenir l'accord de la compagnie pour toute décision importante, il aurait tout fait pour ne pas transmettre le cabinet à sa descendance. Une volonté farouche d'indépendance que l'on retrouve à travers les générations et qui se traduit par un état d'esprit entrepreneurial largement partagé dans la famille. Anne, Jean-Pierre et Jérôme, tous les trois également chefs d'entreprise une bonne partie de leur carrière, en ont d'ailleurs hérité au même titre qu'Éric, tout comme Cyrille, Laurent, Frédéric et Henri, qui ne tardera pas à rejoindre le cabinet à son tour.

Quant à Stanislas, à qui Éric a transmis le virus de la voile, il s'est lancé dans un autre style d'aventure en devenant marin au long cours dans la course au large puis la marine marchande avant de se spécialiser dans les mers polaires. C'est en tant que commandant de bord qu'il accueille son père sur *L'Astrolabe*, le brise-glace des Terres australes

et antarctiques françaises, pour le premier long voyage – il y en aura beaucoup d'autres – que son père va effectuer maintenant qu'il est en retraite. Éric n'a d'ailleurs pas attendu longtemps : pendant l'hiver 2016, après une virée avec sa compagne Catherine en Australie et en Nouvelle-Zélande, il a embarqué à Hobart, en Tasmanie, pour plusieurs semaines de navigation en direction de la base antarctique française Dumont-d'Urville.

Pour Laurent et Frédéric, c'est un peu le baptême du feu. Alors qu'ils sollicitaient quotidiennement leur père pendant la période de transition – qui a duré deux ans pour le premier, arrivé au cabinet en 2013, et quelques mois pour le second, arrivé en 2015 – les voilà livrés à eux-mêmes, contraints de prendre des décisions sans les conseils d'Éric. Car sur *L'Astrolabe*, perdu dans les mers australes, les communications sont difficiles et les e-mails ne passent pas tous les jours. « Et quand j'en recevais, il n'y en avait finalement pas beaucoup, raconte Éric. Ils prenaient leur indépendance... Un jour cependant, je tombe sur un message qui me dit qu'ils ont besoin de place et qu'ils vont vider mon bureau. Je ne l'ai pas mal pris, mais je me suis quand même dit qu'ils étaient un peu gonflés... J'étais à l'autre bout du monde, ils pouvaient attendre que je revienne ! » Les deux frères se souviennent surtout de cette période comme celle d'un premier plongeon dans le grand bain, un moment décisif où ils apprennent à ne plus se cacher derrière leur petit doigt. Le véritable moment du transfert de responsabilité, en somme, qui suit une période de transmission potentiellement délicate mais qui s'est bien passée. « Alors que tant de transmissions d'entreprises familiales se font dans la difficulté, notamment parce que celui qui s'en va a peur de passer les rênes, papa a réussi à nous transmettre le cabinet progressivement et à lâcher rapidement lorsque l'heure a sonné, souligne Laurent. Je crois que l'on peut lui rendre hommage pour cela. »

4/ Nouveau départ, nouvelle adresse

Rue Racine, où le cabinet Devorsine compte désormais une dizaine de collaborateurs, l'équipe commence à se sentir un peu à l'étroit. Certains, habitués de longue date à avoir leur propre bureau, doivent maintenant le partager. De nouveaux locaux sont loués un peu plus haut dans la rue, dédiés au développement du pôle d'assurance immobilière. Les piles de dossiers et les armoires bourrées d'archives n'en ont plus pour très longtemps : Laurent et Frédéric amorcent un virage radical vers la digitalisation. Tout doit disparaître ! Ou plutôt, être numérisé, indexé et sécurisé. « Il y avait très peu d'informatique, explique Laurent. Le cabinet était dans son jus. Il avait atteint sa vitesse de croisière, il était très rentable, mais mon père n'avait pas investi depuis longtemps. Il en était bien conscient d'ailleurs. Ça a été un peu dur de relancer la machine, de lui donner un nouveau coup d'accélérateur. » Le développement du pôle immobilier, le passage au tout ordinateur et, bientôt, l'adieu à la rue Racine vont y participer.

Les deux frères en sont convaincus : les bureaux de la rue Racine donnent une image de petite agence d'assurances en décalage avec la réalité et ne correspondent plus à ce qu'ils veulent en faire. Si les clients ne viennent plus depuis longtemps sur place pour payer leur prime d'assurance, le standing reste important car les assureurs rendent souvent visite aux courtiers qui commercialisent leurs produits. Trop étroits, trop vieillots... S'accrocher aux locaux de la rue Racine entraverait le projet de Laurent et Frédéric, qui comptent sur un déménagement pour projeter le cabinet vers l'avenir.

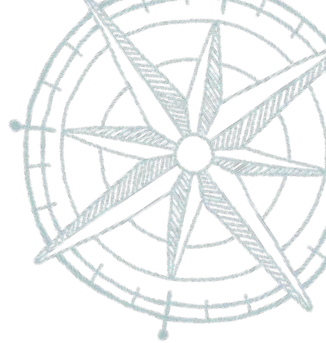
En 2022, après quatre-vingts années passées au 7, rue Racine où quatre générations de Devorsine ont bataillé pour développer l'affaire familiale, le cabinet est transféré à quatre cents mètres, au rez-de-chaussée et au premier étage du 24, boulevard Guist'hau, dans de vastes bureaux entièrement refaits à neuf dont il a fait l'acquisition. Les armoires métalliques pleines à craquer d'énormes classeurs ont

disparu au profit d'ordinateurs dernier cri. Plus aucun dossier qui traîne ! Les bureaux en open space ont certes déstabilisé certains collaborateurs habitués à plus d'intimité mais cela n'a pas duré. Des espaces sont aménagés pour s'isoler et travailler dans le silence et une grande salle permet de se retrouver dans un cadre agréable pour une pause ou un rendez-vous informel.

En quelques années, les collaborateurs de longue date comme Christophe Barrière, Patricia Durand ou Chrystelle Forest ont connu d'importants bouleversements : changement de direction, déménagement boulevard Guist'hau, méthodes de management... « Depuis 2015, raconte Christophe, nous avons vécu un changement complet en passant du travail sur papier dans des bureaux fermés à des ordinateurs en bureaux ouverts. Sans parler de la façon de communiquer entre nous, moins rigide. Le tutoiement, par exemple, s'est imposé, sans pour autant remettre en cause le respect indispensable. Cela correspond aussi à l'évolution générale du management dans le monde du travail. » Mais bouleversement rime avec prolongement : « Je n'ai pas vraiment eu d'appréhension lors du changement de direction, témoigne Chrystelle. C'était même rassurant de savoir que le cabinet était repris par les fils de Monsieur Devorsine plutôt que par des inconnus. Je me doutais bien que les valeurs du cabinet allaient rester les mêmes : exigence, valeurs humaines et familiales, proximité avec le client, professionnalisme... Nous sommes dans la continuité. »

Deux ans auparavant, au sortir de la crise de la covid en juillet 2020, Henri, le dernier de la fratrie, a rejoint Laurent et Frédéric au cabinet. Diplômé de l'Ipag Business School de Nice et de l'institut polytechnique de Turin, il a déjà travaillé quelques années comme ingénieur dans plusieurs sociétés quand ses frères le lui ont proposé. « Pour eux, explique-t-il, je pense qu'il s'agissait d'une question d'équité. Quand papa leur a proposé de reprendre l'affaire, je n'étais pas dans la boucle car j'étais encore jeune et loin d'avoir terminé mes études. Laurent et Frédéric se sont dit qu'il n'y avait pas de raison que cela

ne me soit pas proposé. Jusqu'alors, cela ne m'avait pas tenté. Mais je m'ennuyais dans mon travail et j'ai saisi l'opportunité. Avoir sa propre entreprise, ça ne se refuse pas. Et en plus, elle était en pleine croissance ! » Et c'est le moins que l'on puisse dire : alors que le cabinet Devorsine comptait huit salariés et affichait un chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros en 2015, il a franchi la barre des 4 millions d'euros et des vingt collaborateurs dix ans plus tard.

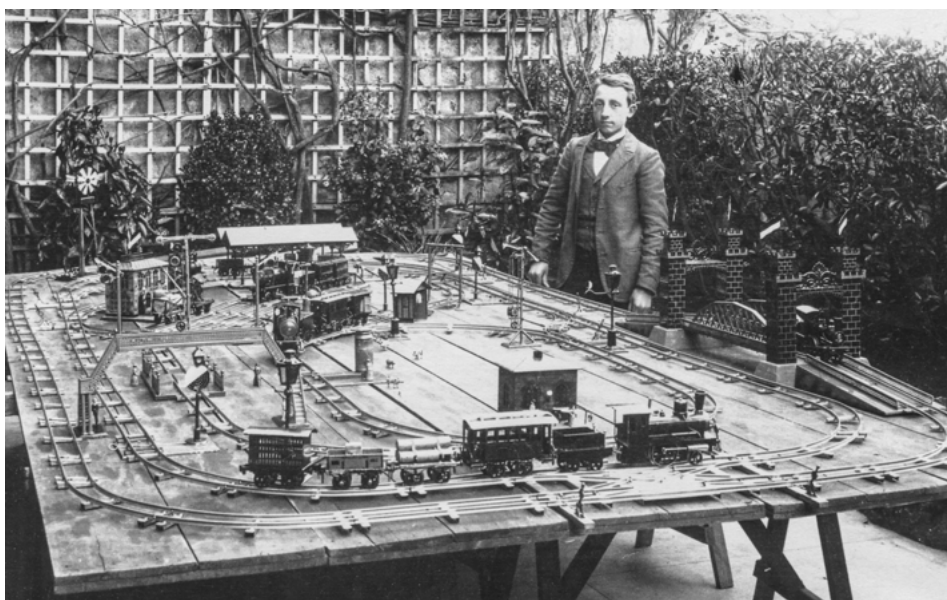


Épilogue

Dans l'entrée, face au canapé où l'on peut s'asseoir en attendant son rendez-vous, un gros coffre-fort patiné par le temps ne manque pas d'intriguer le visiteur. « Il nous vient de mon grand-père Henri qui l'a certainement transféré de la rue Affre à la rue Racine, précise Éric. Je me suis battu pour que mes enfants le gardent lors du déménagement. C'est une relique, tout de même ! Le code était 4137, on ne pouvait pas le changer. N'importe quel cambrioleur aurait pu l'ouvrir tant le son des clics était différent quand on composait la combinaison ! » Dans la partie inférieure du coffre, il y a un tiroir avec une serrure, dont les Devorsine ont perdu la clé depuis longtemps. Éric a passé toute sa carrière sans savoir ce qu'il y avait dedans... Laurent, Frédéric et Henri n'ont pas voulu rester dans l'ignorance et ont fait venir un serrurier. Éric s'en amuse encore : « Le tiroir a résisté, le type a mis beaucoup de temps à le percer. Et lorsqu'il a enfin réussi, nous n'étions plus à côté de lui. Quand on est revenu, il nous a dit qu'il n'y avait rien dedans... On ne saura donc jamais si on est passé à côté d'un magot caché d'Henri Devorsine ! »



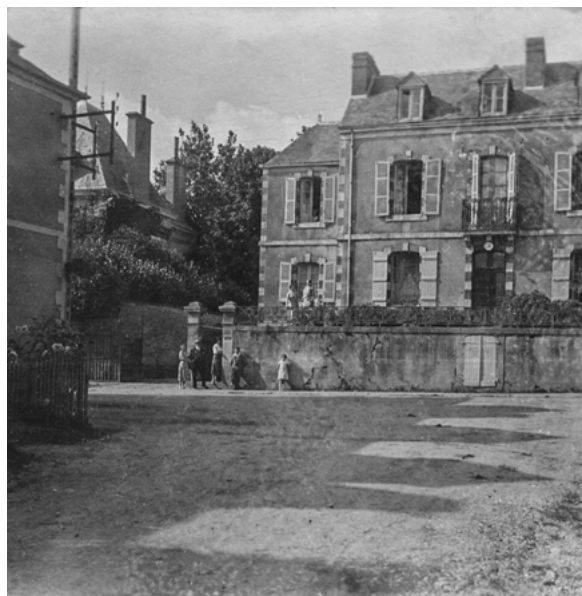
1887. Paul et Marie-Caroline Devorsine (née de la Touche), entourés par Philippe, Edmond, Marguerite, Henri et Paule (respectivement nés en 1884, 1882, 1887, 1885 et 1881), leurs cinq premiers enfants.



1900. Henri Devorsine en chef de gare, à 15 ans.



1900. Lucienne Giraud, future épouse d'Henri Devorsine, à 17 ans.



La maison de Paul et Marie-Caroline Devorsine, rue Frédureau, à Nantes, aux alentours de 1900.



1908. Henri et sa future femme Lucienne sur la Loire.



1909. Henri Devorsine à 24 ans.



Fiançailles d'Henri Devorsine et Lucienne Giraud, le 27 octobre 1909.



Avril 1915. Henri, à gauche, dans les tranchées de la Première Guerre mondiale.



Avril 1916. En permission, Henri pose avec Lucienne et leurs deux premiers enfants, Pierre, né en 1914, et Lucienne, surnommée Lulu, née en 1910.



Avril 1916. Henri porte un brassard noir, sans doute en mémoire de son frère Edmond mort le 10 juin 1915 à l'hôpital de Chaumont des suites de ses blessures de guerre.



1920. Lucienne et Henri avec leurs trois enfants, Pierre, Monique (née en 1919) et Lulu.



Le chantier d'agrandissement de la villa de *Ker Bois*, à Saint-Marc-sur-Mer, achetée par Henri et Lucienne en 1927.



Rue Affre, à Nantes, dans les années 1920, le jour de la mi-carême. Aux balcons des locaux de l'agence nantaise de la Compagnie d'assurances générales, les employés regardent passer le défilé. On aperçoit Henri, directeur de l'agence, au-dessus du premier « S » du mot « assurances ».



1921. Lucienne avec ses trois enfants, Pierre, Monique et Lulu, et en compagnie de Pierre Noblet, son parrain. Ils posent dans le jardin du *Perron*, à Pontchâteau, une villa qui appartient alors à Pierre Noblet et que Lucienne et Henri rachèteront juste avant la Seconde Guerre mondiale.



Pierre Devorsine en juin 1923, à l'âge de 9 ans, probablement le jour de sa première communion.



Monique, Pierre et Lulu, rue de Kercouet, à Nantes, en février 1927.



Lors d'une cousinade des familles Giraud et Devorsine, dans les années 1930.
De gauche à droite, on reconnaît Lulu et Michel Gouraud (1^{re} et 2^e), Pierre et Henri (4^e et 5^e),
Pierre Noblet et Lucienne tout à droite.



Lulu, Monique, Lucienne et Pierre dans les années 1930.



Monique et Claude Wilhelem, son futur mari, et Pierre, en patins à roulettes, dans les années 1930.



Paul et Marie-Caroline Devorsine et, sans doute, une de leurs filles dans les années 1930.



Photo de famille dans les rochers, dans les années 1930. De gauche à droite, on reconnaît Lucienne (1^{re}), Pierre (5^e) et Monique au premier rang.



Pierre, Monique et Lucienne à Ker Bois, dans les années 1930.



Lucienne et Henri en février 1932.



Lulu et son futur mari Michel Gouraud à Ker Bois, en juin 1937.



Monique et son futur mari Claude Wilhelem
en 1938.



Monique en uniforme d'infirmière militaire à
Pontchâteau, en 1944.



Le 29 juin 1945, Pierre, tout juste revenu d'Allemagne où il fut prisonnier de guerre pendant toute la durée du conflit, pose avec ses parents Lucienne et Henri. Au dos de la photo, on peut lire, écrit à la main : « Des gens heureux ! Après le retour de Pierrot ».



Pierre et Michel Gouraud à Nantes, en juin 1945.



Pierre en 1948, dans les rues de Nantes. À son retour d'Allemagne, il a intégré le cabinet d'assurances dirigé par son père Henri.



Pierre et sa future femme,
Marie-Antoinette Guerrier, en 1946.



Mariage de Pierre et Marie-Antoinette,
le 27 octobre 1948.



Henri et Lucienne dans les années 1950. Lucienne est handicapée depuis un accident de voiture qui n'a rien arrangé à ses phlébites chroniques.



Henri et Lucienne fêtent leurs 50 ans de mariage, le 27 octobre 1959.



Lors des 30 ans de l'Amicale des directeurs particuliers et agents généraux des Compagnies d'assurances générales, au Croisic, en 1966. Henri est debout, 9^e en partant de la gauche et Pierre est assis au milieu entre la 13^e et la 14^e personne.



Henri, premier à partir de la droite, lors d'un repas de l'Amicale des directeurs particuliers et agents généraux des Compagnies d'assurances générales, dans les années 1960.



Henri lors d'un repas de l'Amicale des directeurs particuliers et agents généraux des Compagnies d'assurances générales, dans les années 1960.



Pierre, Monique et Lulu à Saint-Gildas, en juillet 1982.



Éric Devorsine, juge consulaire, en 1983.



Mariage d'Éric et Corinne Devorsine (née Baret), le 4 avril 1984.



Éric et Pierre en 1993.



Pierre et Marie-Antoinette à Saint-Gildas, dans les années 2000.



Pierre et Marie-Antoinette
à Guérande, en juillet 2004.



En décembre 2007, une partie de l'équipe du cabinet réunie pour l'arbre de Noël.



Une partie de l'équipe pose lors de l'arbre de Noël du cabinet, en décembre 2008.



Le cabinet Devorsine fête ses 100 ans le 12 octobre 2009 au passage Pommeraye, à Nantes.



L'équipe du cabinet, en 2013, dans les locaux de la rue Racine.



Éric, Frédéric et Laurent, en 2015.



Laurent, Éric et Frédéric en septembre 2015, lors du départ d'Éric de la CGPA.



Discours d'Éric lors de son départ de la CGPA, en septembre 2015.



Barthélemy Devorsine (fils de Frédéric) dans le bureau d'Éric, en janvier 2018.
La future relève ?

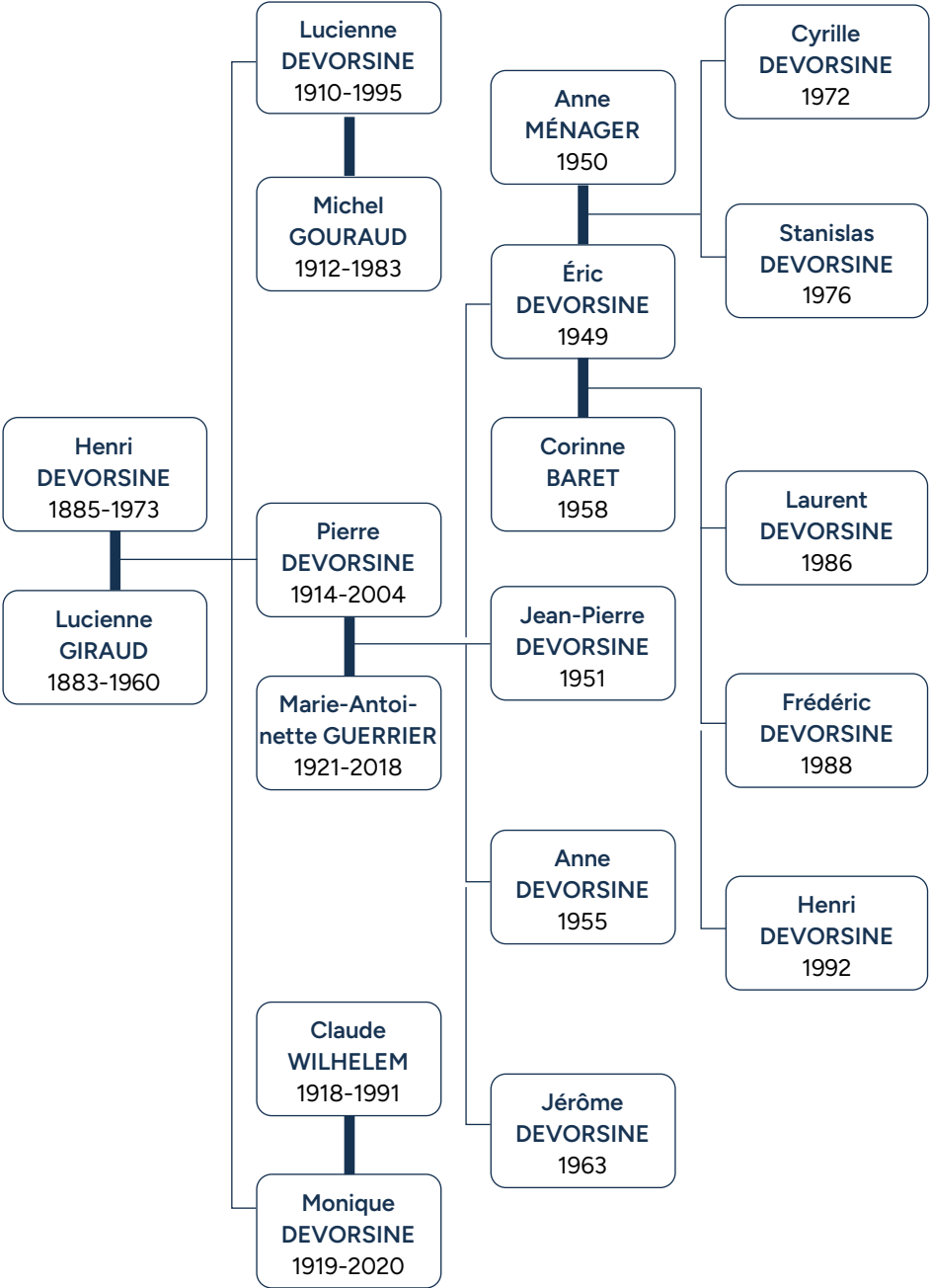
Cyrille, Éric et Anne lors de l'inauguration des nouveaux locaux du cabinet, 24, boulevard Guist'hau, à Nantes, le 22 septembre 2022.



Henri, Laurent et Frédéric lors de l'inauguration des nouveaux locaux du cabinet, 24, boulevard Guist'hau, à Nantes, le 22 septembre 2022.



Arbre généalogique



Remerciements & crédits

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont fait confiance et m'ont apporté leur aide pour la rédaction de cet ouvrage, notamment pour leurs précieux témoignages :

Éric, Laurent, Frédéric, Henri, Cyrille, Anne, Jérôme et Jean-Pierre Devorsine.

Chrystelle Forest, Patricia Durand, Jean-Charles Briand, Christophe Barrière, Jacques Chelet et Jacques Lutfalla.

Merci également à **Benoît Binachon**, petit-fils de Monique Wilhelem, fille d'Henri Devorsine, pour son travail sur les archives photographiques de la famille.

Guy-Pierre Chomette

Maquette
Maud Subiry

Relecture
Clarisse Deniau

Impression
Imprimerie Parenthèses

83
f.s.st



150

235

269
f.s.sh

215
f.s.gl.oz

108
f.s.

90
s.bl.sh

103
f.s.oz

96
f.g.s

87
f.s

76
f.g.s

C.0

(36) Rep'd 76
f.s

82
f.s

3

C.6

81
f.g.s

75
m.s

79
f.w.s.bl.sh

68
f.g.s

68
s.bl.s

65
f.g.s

63

73
f.s.sh

